

RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2024 B 06311
Numéro SIREN : 453 124 836
Nom ou dénomination : ODREGANE

Ce dépôt a été enregistré le 15/02/2024 sous le numéro de dépôt 22675

ODREGANE
Rue Henri Claudel – Zone Neptune II
50 000 – SAINT LO

Rapport du commissaire à la transformation et du commissaire aux comptes
sur la transformation de la société ODREGANE, société à responsabilité limitée,
en société par actions simplifiée

S A I N T - M A L O

Immeuble Infinity - BP 32
3, rue du Bois Herveau
35405 SAINT-MALO Cedex

www.cab-quiniou.com

QUINIOU | Société par Actions Simplifiée au capital de 600 000 € | RCS 792066029 Saint-Malo | Inscrit au tableau de
l'ordre des Experts-Comptables de Bretagne Membre de la compagnie des commissaires aux comptes de Rennes

**Rapport du commissaire à la transformation et du commissaire aux comptes
sur la transformation de la société ODREGANE, société à responsabilité limitée,
en société par actions simplifiée**

Aux associés,

En notre qualité, d'une part, de commissaire aux comptes désigné en application des dispositions de l'article L.223-43 du code de commerce et, d'autre part, de commissaire à la transformation désigné en application des dispositions de l'article L.224-3 du même code par décision unanime des associés, nous avons établi le présent rapport afin :

1. De vous présenter notre analyse de la situation de votre société ;
2. De vous faire connaître notre appréciation sur la valeur des biens composant l'actif social et, le cas échéant, sur les avantages particuliers stipulés et de nous prononcer, en application des dispositions de l'article R. 224-3 du code de commerce, sur le montant des capitaux propres par rapport au capital social.

Mission du commissaire aux comptes sur la situation de la Société

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté notamment à analyser la situation de la société au regard des caractéristiques financières et d'exploitation.

La synthèse de cette analyse est la suivante :

- Le compte de résultat de la société ODREGANE au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022 présente les caractéristiques suivantes :
 - Un chiffre d'affaires de 549 260 € contre 559 151 € pour l'exercice précédent, en baisse de 9 891 €, soit -1,7% ;
 - Un résultat financier de 1 335 963 € contre 987 164 € pour l'exercice précédent, en hausse de 348 799 €, soit +35,3% ;
 - Un résultat net bénéficiaire de 1 502 136 € contre un bénéfice de 1 223 972 € pour l'exercice précédent, en hausse de 278 165 €, soit +22,7% ;
- Les capitaux propres de la société s'élèvent à 6 408 988 € au 31 décembre 2022, dont un capital social de 1 000 000 €.

Mission du commissaire à la transformation

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté :

- à contrôler par sondages les éléments constitutifs du patrimoine de la société en termes d’existence, d’appartenance et d’évaluation ;
- à vérifier si, compte tenu des événements survenus depuis la date de clôture du dernier exercice, le montant des capitaux propres déterminé selon les mêmes règles et méthodes comptables que celles utilisées pour l’établissement des derniers comptes annuels est au moins égal au montant du capital social.

Aucun avantage particulier ne nous a été stipulé.

Nous n’avons pas d’observation à formuler sur la valeur des biens composant l’actif social.

Sur la base de nos travaux, nous attestons que le montant des capitaux propres est au moins égal au montant du capital social.

Fait à Saint-Malo,
Le 4 décembre 2023

QUINIOU,
Commissaire aux comptes et à la transformation

Gwenolé LE PROVOST,
Associé

100333001

AS/NDE/

L'AN DEUX MILLE VINGT TROIS,
LE CINQ DÉCEMBRE

A PARIS 9^{ème}, 10 rue La Fayette,

**Maître Arnaud SOLLET, Notaire associé de la SAS « DUGUESCLIN
NOTAIRES » dont le siège est à RENNES (Ille-et-Vilaine), 4 rue du Guesclin,
titulaire d'un Office Notarial à PARIS 9^{ème}, 10 rue La Fayette,**

A reçu le présent acte contenant :

**TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ A RESPONSABILITE LIMITEE
DENOMMÉE « SARL ODREGANE »
EN UNE SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIEE**

A LA REQUETE DES ASSOCIES :

1°) Monsieur Philippe Christian **GANNEAU**, dirigeant d'entreprise, demeurant à
LAVAL (53000) 63 rue de Bretagne.

Né à LAVAL (53000) le 14 mars 1960.

Célibataire.

Non liée par un pacte civil de solidarité.

De nationalité française.

Résident au sens de la réglementation fiscale.

2°) Madame Audrey Manon **GANNEAU**, assistante de direction, demeurant à
LAVAL (53000) 63 rue de Bretagne.

Née à LAVAL (53000) le 11 septembre 1995.

Célibataire.

Non liée par un pacte civil de solidarité.

De nationalité Française.

Résidente au sens de la réglementation fiscale.

Ci-après dénommées ensemble les « ASSOCIÉS »,

Seuls ASSOCIES de la Société à Responsabilité limitée dénommée « **SARL ODREGANE** », ci-après désignée,

PRESENCE - REPRESENTATION

Monsieur Philippe **GANNEAU** à ce non présent mais représenté par Monsieur Nathan DELAPORTE, collaborateur du notaire soussigné, domicilié au titre de ses fonctions à PARIS (75009), 10 rue La Fayette, aux termes d'une procuration sous seing privé en date du 28 novembre 2023 dont une copie demeure ci-annexée.

Annexe n°1 – Procuration de Monsieur Philippe GANNEAU

Madame Audrey **GANNEAU** à ce non présente mais représentée par Monsieur Nathan DELAPORTE, collaborateur du notaire soussigné, domicilié au titre de ses fonctions à PARIS (75009), 10 rue La Fayette, aux termes d'une procuration sous seing privé en date du 30 novembre 2023 dont une copie demeure ci-annexée.

Annexe n°2 – Procuration de Madame Audrey GANNEAU

LESQUELS ont requis le Notaire soussigné à l'effet de constater LES MODIFICATIONS STATUTAIRES de la Société à Responsabilité limitée dénommée « **SARL ODREGANE** ».

EXPOSE PREALABLE

I. CONSTITUTION DE LA SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE DENOMMEE « SARL ODREGANE »

Aux termes d'un acte sous signature privée en date du 2 mars 2004, ont été dressés les statuts de la Société à Responsabilité Limitée dénommée « **SARL ODREGANE** », (dénommée ci-après la « *la Société* ») ayant son siège social à SAINT-LÔ (50000) Zone Neptune II rue Henri Claudel, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de COUTANCES et identifiée sous le numéro SIREN 453.124.836.

L'objet de la Société dénommée « **SARL ODREGANE** » ainsi qu'il résulte des statuts, est le suivant, littéralement rapporté :

« *La société a pour objet :*

- *La prise de participations dans des entreprises commerciales ou immobilières.*
- *La conduite de consultations ou prestations de services ou conseils divers.*

Et généralement toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement. »

Lors de cette constitution, il a été effectué par les associés les apports suivants :

- Par Monsieur Philippe **GANNEAU**, un apport en numéraire d'un montant de QUATRE MILLE NEUF CENT CINQUANTE EUROS (4.950,00 €) au moyen de deniers personnels ;
- Par Madame Audrey **GANNEAU**, un apport en numéraire d'un montant de CINQUANTE EUROS (50,00 €) au moyen d'un don de pareille somme qui lui a été fait par Monsieur Philippe **GANNEAU** sans que la copie enregistrée n'ai été portée à la connaissance du notaire soussigné.

Par ailleurs et en tant que de besoin, il est ici précisé qu'à la faveur d'une augmentation de capital en date du 24 décembre 2004, il a été effectué par Monsieur Philippe **GANNEAU** un apport en nature évalué pour le tout à un montant de DEUX CENT SOIXANTE-SEPT MILLE EUROS (267.000,00 €) se décomposant comme suit :

- Les parts numérotées de 101 à 200 inclus de la Société dénommée « TERDIS », Société à Responsabilité Limitée au capital de SEPT MILLE SIX CENTS EUROS (7.600,00 €) dont le siège social est situé à MOON-SUR-ELLE (50356) 3 chemin des Vignettes, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de COUTANCES et identifiée sous le numéro SIREN 452.465.743 pour un montant de QUATRE-VINGT-DIX MILLE EUROS (90.000,00 €) ;
- Les parts numérotées de 81 à 160 inclus de la Société dénommée « KADODIS », Société à Responsabilité limitée au capital de HUIT MILLE EUROS (8.000,00 €) dont le siège social est situé à MOON-SUR-ELLE (50356) 3 chemin des Vignettes, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de COUTANCES et identifiée sous le numéro SIREN 451.876.668 pour un montant de DEUX MILLE EUROS (2.000,00 €) ;
- Les parts numérotées de 256 à 455 inclus de la Société dénommée « B+P G » Société à Responsabilité limitée au capital de SEPT MILLE SIX CENT VINGT-DEUX EUROS (7.622,00 €) dont le siège social est situé à VAUDRY (14500) 2 route de Condé, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de CONDE-SUR-NOIREAU et identifiée sous le numéro SIREN 422.686.550 pour un montant de CENT MILLE EUROS (100.000,00 €) ;
- Les parts numérotées de 1 à 250 de la Société dénommée « AGL SERVICES », Société à Responsabilité Limitée au capital de SEPT MILLE SIX CENT VINGT-DEUX EUROS ET QUARANTE-CINQ CENTIMES (7.622,45 €) dont le siège social est situé à LAVAL (53000) 63 rue de Bretagne, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de LAVAL et identifiée sous le numéro SIREN 403.749.146 pour un montant de SOIXANTE-QUINZE MILLE EUROS (75.000,00 €).

Monsieur Philippe **GANNEAU** a été nommé Gérant de la société aux termes des statuts constitutifs pour une durée indéterminée.

II. REPARTITION ACTUELLE DU CAPITAL SOCIAL DE LA SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE DENOMMEE « SARL ODREGANE »

Par suite des faits et actes sus-relatés et suivants, le capital social de la Société est fixé à la somme d'**UN MILLION D'EUROS (1.000.000,00 €)** :

- A la faveur d'une Assemblée Générale en date du 20 décembre 2012, le capital social de la Société a été augmenté d'un montant de SOIXANTE-DIX-HUIT MILLE EUROS (78.000,00 €) par incorporation de réserves pour le porter à TROIS CENT CINQUANTE MILLE EUROS (350 000,00 €) moyennant l'attribution de MILLE CINQ CENT SOIXANTE (1.560) parts nouvelles de CINQUANTE EUROS (50,00 €) chacune ;
- Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 15 juin 2019, le capital de la Société a été augmenté d'un montant de SIX CENT CINQUANTE MILLE EUROS (650.000,00 €) par incorporation de réserves pour le porter à UN MILLION D'EUROS (1.000.000,00 €) moyennant l'attribution de TREIZE MILLE (13.000) parts nouvelles de CINQUANTE EUROS (50,00 €) chacune.

Le capital social de la Société est divisé en VINGT MILLE (20.000) parts de CINQUANTE EUROS (50,00 €) chacune, attribuées aux associés de la manière suivante :

1°- Monsieur Philippe **GANNEAU**, **DIX-NEUF MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-DIX-NEUF** parts, ci..... 19.999 parts

2°- Madame Audrey **GANNEAU**, **UNE** part, ci..... 1 part

TOTAL, égal au nombre de parts composant le capital social, soit**20.000** parts

CECI ETANT EXPOSE, il est passé à l'acte unanime d'associés de la Société à Responsabilité limitée dénommée « **SARL ODREGANE** » objet des présentes :

PREMIERE DECISION

Les **ASSOCIES** de la Société dénommée « **SARL ODREGANE** » décident à l'instant de transformer ladite société en une Société par Actions Simplifiée, ainsi que la loi et les statuts leur en offre la possibilité.

ABSENCE DE CREATION D'UNE PERSONNE MORALE NOUVELLE

Conformément aux dispositions de l'article 1844-3 du Code civil, la transformation régulière d'une société en une société d'une autre forme n'entraînera pas la création d'une personne morale nouvelle. En l'espèce, la transformation n'entraîne pas un changement d'activité.

Les droits et obligations contractés par la Société dénommée « **SARL ODREGANE** » sous son ancienne forme subsistent sous la nouvelle forme.

IDENTITE DE REGIME FISCAL

En outre, la présente transformation n'entraîne pas modification du régime fiscal de la Société dénommée « **SARL ODREGANE** », ladite Société restant soumise à l'impôt sur les sociétés.

ABSENCE DE PRIVILEGE, NANTISSEMENT OU D'OUVERTURE D'UNE PROCEDURE COLLECTIVE

Les **ASSOCIES** déclarent que les parts de la Société ne sont grevées d'aucun nantissement ou privilège.

A l'appui de cette déclaration, un état relatif aux inscriptions des privilèges et publications délivré par le service Infogreffe en date du 5 décembre 2023 est demeuré annexé.

Annexe n°3 – Etat relatif aux inscriptions des privilèges et publications

Demeure également ci-après annexé un certificat d'absence d'ouverture d'une procédure collective contre la Société dénommée « **SARL ODREGANE** » en date du 5 décembre 2023.

Annexe n°4 - Certificat d'absence d'ouverture d'une procédure collective

RAPPORT DU COMMISSAIRE A LA TRANSFORMATION

La transformation objet des présentes a fait l'objet d'un rapport émis par Monsieur Gwenolé **LE PROVOST**, Expert-comptable et Commissaire aux comptes, désigné en qualité de Commissaire à la transformation, en date du 23 novembre 2023 et attestant notamment que le montant des capitaux propres est au moins égal à celui du capital social.

Demeurent ci-après annexés :

- Une copie de la désignation unanime des associés portant désignation du commissaire à la transformation en date du 23 novembre 2023;

Annexe n°5 – Décision unanime des associés portant désignation

- L'attestation de dépôt du rapport auprès des services du greffe du Tribunal de commerce de COUTANCES (article R. 123-105 du Code de commerce) ;

Annexe n°6 – Attestation de dépôt du rapport

- Le rapport établi par Monsieur Gwenolé **LE PROVOST** en date du 4 décembre 2023, susnommé.

Annexe n°7 – Rapport du commissaire à la transformation

Le changement de forme sociale sera soumis à la formalité d'enregistrement prévue à l'article 635-5° du Code général des impôts, sans qu'aucune perception d'impôt direct à la charge de la Société dénommée « **SARL ODREGANE** » ou des **ASSOCIES** ne soit effectuée, en ce que ladite transformation n'entraîne ni un changement de statut fiscal de la société transformée, ni la création d'une personne morale nouvelle.

DEUXIEME DECISION

REFONTE DES STATUTS DE LA SOCIETE

Compte tenu des décisions précédentes, les **ASSOCIES** de la Société dénommée « **SARL ODREGANE** » décident à l'instant de modifier l'intégralité des dispositions prévues aux statuts de ladite société, afin de les remplacer entièrement par les dispositions suivantes :

« TITRE I - CARACTERISTIQUES

ARTICLE 1 - FORME

La Société a été initialement constituée sous la forme d'une Société à Responsabilité Limitée aux termes d'un acte sous signature privée en date du 2 mars 2004.

Elle a été transformée en Société par Actions Simplifiée à la faveur d'un acte unanime des associés en date du 5 décembre 2023 au rapport de Maître Arnaud SOLLET, notaire associé à PARIS (75009).

Elle pourra être pluripersonnelle ou unipersonnelle et ne pourra pas faire appel public à l'épargne.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a principalement pour objet social, tant en France qu'à l'étranger :

- *L'activité de société holding, à savoir la participation directe ou indirecte de la Société dans toutes sociétés commerciales ou civiles, notamment par voie de création de société, d'apport, de souscription, d'achat ou d'échange de titres ou de droits sociaux ou autrement ainsi que l'administration, la gestion et la cession de cette participation ;*
- *L'acquisition par voie d'achat ou d'apport, la propriété, la prise à bail de toute sorte et pour toute destination, la mise en valeur, la transformation de toutes constructions et par tous travaux de viabilité, la construction pour toutes destinations, l'aménagement, l'administration*

et la location de tout type faite à titre onéreux, le commodat, la vente, de tous biens et droits immobiliers bâtis ou non bâtis, de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question ;

- *L'administration, la gestion et la cession de parts de sociétés civiles immobilières ou de parts de sociétés civiles de placements immobiliers dont elle pourrait devenir propriétaire par voie d'acquisition, d'échange, d'apport ou autrement ;*
- *La propriété, la gestion, directe ou indirecte, et la cession de tout portefeuille de valeurs mobilières ainsi que toutes opérations financières quelconques pouvant s'y rattacher, incluant l'achat et la vente de tout support de placements financiers, tels que valeurs mobilières, parts d'OPCVM, la souscription de contrat de capitalisation etc... et de toutes liquidités, en euros ou en toute monnaie étrangère ;*
- *L'emprunt de tous les fonds nécessaires à cet objet et la mise en place de toutes sûretés réelles ou personnelles ou toutes autres garanties nécessaires à l'accomplissement de cet objet ;*
- *Le « cautionnement », réel ou personnel, des biens sociaux, consenti pour la constitution du patrimoine social.*

Et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement. »

ARTICLE 3 - DENOMINATION

*La dénomination de la société est : « **ODREGANE** ».*

Dans tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S. », ensuite de l'énonciation du montant du capital social, du siège social, et du numéro d'identification SIREN, puis la mention RCS suivie du nom de la ville où se trouve le Greffe où elle est immatriculée.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

*Le siège social est fixé à **PARIS (75009) 57 rue des Martyrs**.*

Il peut être transféré en tout autre endroit par simple décision de la présidence.

ARTICLE 5 - DUREE

*La durée de la société est de **QUATRE-VINGT-DIX-NEUF (99)** années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.*

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, la durée de la Société pourra être prorogée par décision collective des associés.

TITRE II - CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 6. APPORTS

*Lors de la constitution de la société, le capital social s'élevait à un montant de **CINQ MILLE EUROS (5.000,00 €)** constitué au moyen d'apports en numéraire intégralement libérés.*

*Par suite des faits et actes sus-relatés et suivants, le capital social de la Société est fixé à la somme d'**UN MILLION D'EUROS (1.000.000,00 €)** divisé en **VINGT MILLE (20.000)** parts de **CINQUANTE EUROS (50,00 €)** chacune, non numérotées :*

- *A la faveur d'une augmentation de capital en date du 24 décembre 2004, il a été effectué par Monsieur Philippe **GANNEAU** un apport en nature évalué pour le tout à un montant de **DEUX CENT SOIXANTE-SEPT MILLE EUROS (267.000,00 €)** se décomposant comme suit :*

- Les parts numérotées de 101 à 200 inclus de la Société dénommée « TERDIS », Société à Responsabilité Limitée au capital de SEPT MILLE SIX CENTS EUROS (7.600,00 €) dont le siège social est situé à MOON-SUR-ELLE (50356) 3 chemin des Vignettes, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de COUTANCES et identifiée sous le numéro SIREN 452.465.743 pour un montant de QUATRE-VINGT-DIX MILLE EUROS (90.000,00 €) ;
 - Les parts numérotées de 81 à 160 inclus de la Société dénommée « KADODIS », Société à Responsabilité limitée au capital de HUIT MILLE EUROS (8.000,00 €) dont le siège social est situé à MOON-SUR-ELLE (50356) 3 chemin des Vignettes, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de COUTANCES et identifiée sous le numéro SIREN 451.876.668 pour un montant de DEUX MILLE EUROS (2.000,00 €) ;
 - Les parts numérotées de 256 à 455 inclus de la Société dénommée « B+P G » Société à Responsabilité limitée au capital de SEPT MILLE SIX CENT VINGT-DEUX EUROS (7.622,00 €) dont le siège social est situé à VAUDRY (14500) 2 route de Condé, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de CONDE-SUR-NOIREAU et identifiée sous le numéro SIREN 422.686.550 pour un montant de CENT MILLE EUROS (100.000,00 €) ;
 - Les parts numérotées de 1 à 250 de la Société dénommée « AGL SERVICES », Société à Responsabilité Limitée au capital de SEPT MILLE SIX CENT VINGT-DEUX EUROS ET QUARANTE-CINQ CENTIMES (7.622,45 €) dont le siège social est situé à LAVAL (53000) 63 rue de Bretagne, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de LAVAL et identifiée sous le numéro SIREN 403.749.146 pour un montant de SOIXANTE-QUINZE MILLE EUROS (75.000,00 €).
- A la faveur d'une Assemblée Générale en date du 20 décembre 2012, le capital social de la Société a été augmenté d'un montant de SOIXANTE-DIX-HUIT MILLE EUROS (78.000,00 €) par incorporation de réserves pour le porter à TROIS CENT CINQUANTE MILLE EUROS (350 000,00 €) moyennant l'attribution de MILLE CINQ CENT SOIXANTE (1.560) parts nouvelles de CINQUANTE EUROS (50,00 €) euros chacune ;
 - Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 15 juin 2019, le capital de la Société a été augmenté d'un montant de SIX CENT CINQUANTE MILLE EUROS (650.000,00 €) par incorporation de réserves pour le porter à UN MILLION D'EUROS (1.000.000,00 €) moyennant l'attribution de TREIZE MILLE (13.000) parts nouvelles de CINQUANTE EUROS (50,00 €) chacune.

ARTICLE 7. CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme d'**UN MILLION D'EUROS (1.000.000,00 €)**.

Il est divisé en VINGT MILLE (20.000) parts de CINQUANTE EUROS (50,00 €), entièrement souscrites et libérées.

ARTICLE 8. MODIFICATION DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi. Dans tous les cas, si l'opération fait apparaître des rompus, les associés feront leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droits nécessaires.

1/ Augmentation de capital

Principe :

Le capital social peut être augmenté, de toutes les manières autorisées par la loi en vertu d'une décision collective des associés.

Si l'augmentation de capital est réalisée pour partie ou en totalité, par des apports en nature, la décision de la collectivité des associés constatant l'augmentation de capital et l'augmentation consécutive du capital ainsi que la modification des statuts, doit contenir l'évaluation de chaque apport, au vu d'un rapport annexé à cette décision et établi sous sa responsabilité par un commissaire aux apports désigné à l'unanimité des associés ou par le Président du Tribunal de commerce sur requête.

Droit préférentiel de souscription :

Chaque associé a un droit préférentiel de souscription pour l'émission d'actions de numéraire. Ce droit s'exerce proportionnellement au nombre d'actions détenues. Toutefois, une décision collective peut supprimer ce droit de souscription. En outre, chaque associé peut, sous certaines conditions, renoncer individuellement à ce droit préférentiel de souscription.

2/ Réduction du capital

La collectivité des associés peut aussi, sous réserve, le cas échéant, des droits de créanciers, autoriser ou décider la réduction du capital social pour quelque cause ou de quelque manière que ce soit, mais en aucun cas, la réduction du capital ne peut porter atteinte à l'égalité entre associés.

TITRE III - ACTIONS

ARTICLE 9. ACTIONS

Titre :

Les actions sont nominatives et négociables dans les conditions indiquées aux présentes.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes tenus à cet effet par la société dans les conditions et suivant les modalités prévues par la loi.

A la demande de l'associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

Tout associé peut, après toute modification statutaire, demander la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande. A ce document est annexée la liste mise à jour des associés, l'identité du président et, le cas échéant, des autres organes sociaux.

Droits attachés aux actions :

Chaque action donne droit dans la répartition des bénéfices, des réserves et du boni de liquidation, à une fraction proportionnelle au nombre d'actions existantes.

Droit de vote :

Chaque action donne le droit de participer aux décisions collectives des associés et donne droit à une voix.

Usufruit - nue-propriété :

Le droit de vote s'exercera selon les modalités prévues à l'article 13 des présents statuts.

Indivisibilité des actions :

Chaque action est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis d'une ou plusieurs actions sont représentés auprès de la société dans les diverses manifestations de la vie sociale par un mandataire unique choisi parmi les indivisaires ou les associés. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en Justice, à la demande du plus diligent des indivisaires.

La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

Libération des apports en numéraire :

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, du quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du président, dans le délai de cinq ans soit à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque titulaire d'actions.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions portera, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'associé défaillant des sanctions et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

ARTICLE 10. CESSIION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

MUTATION ENTRE VIFS OU PAR DECES

Formalités - Opposabilité :

1 - En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Après la dissolution de la société, elles demeurent négociables jusqu'à la clôture de la liquidation.

2 - La cession de ces actions s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est préalablement inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « registre des mouvements ».

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement.

L'ordre de mouvement est signé par le cédant ou son mandataire ; si les actions ne sont pas entièrement libérées, il doit être en outre signé par le cessionnaire.

La société peut exiger que la signature des parties soit certifiée par un officier public ou le maire de leur domicile, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

La transmission d'actions à titre gratuit ou en suite de décès s'opère également par un ordre de mouvement, transcrit sur le registre des mouvements, sur justification de la mutation dans les conditions légales.

Les frais de transfert des actions sont à la charge des cessionnaires, sauf convention contraire entre cédants et cessionnaires.

La société établit la liste des associés avec indication du nombre d'actions détenues et du domicile déclaré par chacun d'eux, préalablement à toute décision collective.

Lors de chaque établissement de la liste, mention est portée sur le registre des mouvements, de la date de celle-ci, du nombre total des actions existantes et du nombre d'actions ayant fait l'objet de création, cession, mutation ou annulation depuis l'établissement de la dernière liste.

Domaine de l'agrément :

*Toutes opérations, notamment toutes cessions, échanges, apports à société d'éléments isolés, donations, ayant pour but ou conséquence le transfert d'un droit quelconque de propriété sur une ou plusieurs actions entre toutes personnes physiques ou morales, à l'exception de celles qui seraient visées à l'alinéa qui suit, sont soumises, **à peine de nullité, à l'agrément préalable de la société donné par le seul président.***

Cessions libres :

Toutefois, seront dispensées d'agrément les cessions consenties à des associés ou à des ascendants ou descendants du cédant.

Décès d'un associé :

La Société n'est pas dissoute par le décès d'un associé, mais continue de plein droit avec ses héritiers ou légataires, sans qu'il soit besoin d'un agrément des associés. Toutefois, lorsque la succession est dévolue à une personne morale, celle-ci ne peut devenir associée qu'avec l'agrément du président de la Société.

Liquidation de communauté :

Les actions sont librement transmissibles en cas de liquidation de communauté de biens entre époux.

Procédure :

L'opération projetée doit être portée à la connaissance du président par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en indiquant le nombre d'actions cédées, le prix et les modalités de paiement,

l'identité du ou des cessionnaires ou ayants-droit proposés, les conventions annexes : répartition des résultats, prise en compte de l'existence d'un compte-courant, garantie de passif.

L'agrément résulte soit d'une notification soit du défaut de réponse plus de deux mois à partir de la date inscrite sur le récépissé de la lettre adressée au président.

Le défaut d'agrément doit être notifié dans le délai visé à l'alinéa précédent, sans que ce refus ait à être motivé. En cas de refus d'agrément, les actions peuvent être rachetées, avec l'accord du cédant, par la société qui est alors tenue de les annuler un mois au plus tard après l'acquisition. Le président sollicite cet accord par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à laquelle le cédant doit répondre dans les dix (10) jours de la réception. A défaut de réponse dans ce délai, le cédant est réputé avoir accepté.

EXCLUSION

L'exclusion d'un associé pourra s'effectuer par une décision collective des autres associés dûment motivée basée sur des faits et un comportement de nature à compromettre la pérennité de la société.

La décision enjoindra cet associé de céder ses actions dans le délai de six mois. Ce rachat s'effectuera selon une valeur conventionnellement fixée ou établie à dire d'expert.

La décision d'exclusion peut prononcer la suspension des droits de vote de l'associé exclu jusqu'à la date de cession de ses actions ; en revanche ses droits de nature pécuniaire ne peuvent être suspendus.

Il est fait observer que l'associé dont l'exclusion est prévue ne peut être privé de son droit de participer à cette décision et de voter sur son exclusion.

La décision d'exclusion ne peut intervenir sans que les griefs invoqués à l'encontre de l'associé susceptible d'être exclu lui aient été préalablement communiqués au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception et ce afin qu'il puisse présenter aux autres associés les motifs de son désaccord sur le projet d'exclusion, lesquels doivent, en tout état de cause, être mentionnés dans la décision des associés.

En outre, l'exclusion ne peut être prononcée sans que la société ait pris dans les mêmes conditions la décision, soit de désigner un cessionnaire pour les actions de l'associé exclu, soit de procéder elle-même au rachat desdites actions dans le cadre d'une réduction de son capital social.

RECOURS A L'EXPERTISE

En cas de recours à l'expertise si contestation sur la valeur de cession ou de rachat, telle que prévue par l'article 1843-4 du Code civil, les frais et honoraires de celle-ci sont répartis entre les anciens et nouveaux titulaires des actions, mais solidairement entre eux à l'égard de l'expert. La répartition entre chacun d'eux a lieu au prorata du nombre d'actions anciennement ou nouvellement détenues.

En cas de retrait, le retrayant supporte seul la charge de l'expertise éventuelle.

Lorsque la société continue avec les associés survivants, l'héritier est seulement créancier de la société et n'a droit qu'à la valeur de ses droits sociaux, valeur déterminée au jour du décès. En cas de contestation sur son montant, cette valeur est fixée par l'expert de l'article 1843-4 sus visé.

ARTICLE 11. COMPTES COURANTS

Les associés peuvent laisser ou mettre à disposition de la Société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin. Les conditions de retrait ou de remboursement de ces sommes, ainsi que leur rémunération, sont déterminées d'un commun accord entre l'associé concerné et le Président de la Société.

TITRE IV - ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

ARTICLE 12. PRESIDENCE ET DIRECTION GENERALE

Nomination :

La présidence est assurée par une personne physique ou morale, associé ou non, nommée avec ou sans limitation de durée.

La nomination du président doit être effectuée par décision collective des associés. La durée de son mandat est fixée par la décision qui le nomme.

Le Président actuel de la Société est Monsieur Philippe GANNEAU.

Pouvoirs :

La société est représentée à l'égard des tiers par son seul président.

Dans les rapports avec les tiers comme dans les rapports avec les associés, le président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. La société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social.

Les éventuelles dispositions statutaires limitant les pouvoirs du président sont inopposables aux tiers.

Délégation de pouvoirs :

Dans la mesure de ses pouvoirs définis ci-dessus, le président peut donner toutes délégations de pouvoirs à tous tiers pour un ou plusieurs objets déterminés. Cette délégation doit être faite par acte spécial déposé au Greffe.

Sûretés :

Les sûretés sur les biens de la société sont consenties en vertu de pouvoirs pouvant résulter des présents statuts, de délibérations ou délégations.

Rémunération :

Le président a droit en rémunération de ses fonctions à un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel, dont les modalités de fixation et règlement sont déterminées par décision collective des associés.

Assiduité - concurrence :

Sauf à obtenir une dispense de la collectivité des associés, le président est tenu de consacrer tout son temps et tous ses soins aux affaires sociales.

Pendant l'accomplissement de son mandat, le président s'interdit de faire directement ou indirectement concurrence à la société.

Obligations :

Le président est soumis aux obligations fixées par la loi et les règlements et notamment à l'établissement des comptes annuels et du rapport de gestion ainsi que - si les critères sont remplis - des documents comptables et financiers et des rapports visés aux articles L 232-2, L 232-3 et L 232-4 du Code de commerce.

Le président est tenu en outre de satisfaire aux diverses prérogatives du comité d'entreprise ou, à son défaut, des délégués du personnel. Le comité d'entreprise ou, à défaut, les délégués du personnel exercent dans les sociétés commerciales les attributions prévues aux articles L 422-4, L 432-5 du Code du travail.

Démission :

Le président peut démissionner sans juste motif sous réserve de notifier sa démission à chacun des associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Sa démission ne sera effective qu'après un délai de préavis de trois mois courant à compter de l'envoi de la lettre recommandée.

Le président démissionnaire convoquera l'organe compétent pour désigner son successeur. Cet organe sera convoqué pour une date impérativement fixée dans les trente jours du délai de préavis. A défaut d'avoir effectué cette convocation, il restera en fonction jusqu'à la réunion de l'organe appelé à désigner son successeur.

Révocation :

Le président est révocable par le même organe et selon les mêmes règles de quorum et de majorité nécessaires à sa nomination. Le président révoqué sans justes motifs peut obtenir des dommages-intérêts.

Il est également révocable par décision de justice pour cause légitime.

Directeur général :

Le ou les directeurs généraux et le ou les directeurs généraux délégués peuvent être des personnes physiques ou morales ayant ou non la qualité d'associé.

Un directeur général et plusieurs directeurs généraux délégués peuvent être nommés par le président. Le président fixe la durée du mandat et sa rémunération éventuelle. Le directeur général est révocable à tout moment par le président.

Les pouvoirs du directeur général sont fixés par le président. Il en ira de même pour les directeurs généraux délégués.

ARTICLE 13. DÉCISIONS COLLECTIVES

Décisions à prendre collectivement :

Sont exercées collectivement par les associés uniquement les attributions dévolues aux assemblées générales des sociétés anonymes, en matière, savoir :

- ✓ *D'augmentation, d'amortissement ou de réduction de capital,*
- ✓ *De fusion, de scission, de dissolution, de transformation en une société d'une autre forme,*
- ✓ *De nomination de commissaires aux comptes, de comptes annuels et de bénéfices sont, dans les conditions prévues par les statuts,*
- ✓ *Et les actes dont la conclusion est soumise aux termes des présents statuts à l'autorisation préalable de la collectivité des associés.*

Toutes les autres décisions sont prises par le Président sans qu'il soit besoin d'une quelconque autorisation de la collectivité des associés.

Décisions collectives - décisions de l'associé unique :

Les décisions collectives des associés sont prises en assemblée ou par voie de consultation écrite, au choix du président.

Les associés peuvent valablement prendre une décision collective dans un acte dans la mesure où ce dernier porte le nom et la signature de l'ensemble des associés, qu'ils soient présents ou représentés.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour toutes décisions si la convocation en est demandée par un ou plusieurs associés dans les conditions définies ci-après à l'article « Droit de convocation » ci-après.

Au cas où le nombre des associés serait réduit à un, l'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés sous forme de décisions unilatérales.

Droit de convocation :

Les associés sont convoqués par le président, à défaut, ils le sont par le commissaire aux comptes s'il existe.

En outre, un ou plusieurs associés détenant la moitié des actions ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des actions, peuvent convoquer la réunion d'une assemblée.

Tout associé peut, également, obtenir par ordonnance du président du Tribunal de commerce statuant en référé la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée.

Toute décision collective prise à la suite d'une convocation irrégulière peut être annulée. Toutefois, l'action en justice n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

Mode de convocation :

Les convocations sont adressées aux associés quinze jours au moins avant la réunion, et ce par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Celles-ci indiquent l'ordre du jour.

Lieu de convocation :

Le lieu de convocation est soit le siège social soit tout autre lieu indiqué par le président.

Droit de communication - délai :

Quinze jours au moins avant la date de la réunion d'une l'assemblée, les documents suivants doivent être adressés à chaque associé : le texte des résolutions proposées, le rapport du président, celui du commissaire aux comptes s'il existe.

Pendant ce délai, ces mêmes documents sont tenus à la disposition des associés au siège social.

En cas de consultation écrite, les mêmes documents sont adressés à chaque associé qui dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception pour émettre son vote par écrit.

En outre, lorsqu'il s'agit de l'assemblée annuelle destinée à l'approbation des comptes, doivent être adressés à chaque associé : l'inventaire, les comptes annuels, le cas échéant les comptes consolidés, le rapport sur la gestion du groupe, et le rapport du commissaire aux comptes s'il existe.

Représentation :

Un associé peut se faire représenter par son conjoint ou un autre associé à moins que la société ne comprenne que deux époux ou deux associés. L'associé unique ne peut déléguer ses pouvoirs.

Lorsque les actions sont frappées de saisie-arrêt ou sont données en nantissement, le débiteur reste associé.

Les représentants légaux d'associés juridiquement protégés peuvent participer au vote même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés.

Les sociétés et autres personnes morales associées sont représentées soit par leur représentant légal soit par toute personne physique qu'elles se seront substituées.

L'article 1161 du Code civil dispose qu'un représentant ne peut agir pour le compte des deux parties au contrat ni contracter pour son propre compte avec le représenté.

En ces cas, l'acte accompli est nul à moins que la loi ne l'autorise ou que le représenté ne l'ait autorisé ou ratifié.

Comité d'entreprise :

Dans la mesure où il existe un comité d'entreprise, et conformément aux dispositions de l'article L. 432-6-1, II, du Code du travail, les décisions quelles que soient leurs formes, devront être prises dans le strict respect des prescriptions dudit article.

Deux membres du comité d'entreprise désignés en son sein peuvent assister aux assemblées d'associés dans les conditions prévues par la loi et requérir l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour des assemblées des associés. Ils doivent, à leur demande, être entendus lors de toute délibération requérant l'unanimité des associés.

Vingt-cinq jours au moins avant la date de l'assemblée, les demandes d'inscription des projets de résolution sont adressées par le membre du comité d'entreprise mandaté à cet effet au président qui les examine et en accuse réception par tout moyen faisant preuve de la notification, dans un délai de dix jours.

En application de la loi, le comité d'entreprise peut demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer une assemblée en cas d'urgence.

Procès-verbaux :

Les procès-verbaux des décisions collectives doivent être établis sur un registre spécial sur des feuilles mobiles cotées et paraphées comportant les mentions suivantes : date et lieu de la réunion, nom et qualité du président, identité des associés présents ou représentés avec l'indication du nombre d'actions qu'ils détiennent, les documents et rapports soumis, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix, le résultat du vote.

En cas de consultation écrite, il en est fait mention dans le procès-verbal auquel est annexée la réponse de chaque associé.

Les procès-verbaux sont établis et signés par le président et le président de séance. Les copies ou extraits sont valablement certifiés par le président ou éventuellement les liquidateurs.

Règles de majorité :

Toutes les décisions collectives sont prises à la majorité simple des voix représentant le capital social.

Conventions interdites :

L'article L. 225-43 du Code de commerce interdit aux dirigeants de la société de contracter sous quelque forme que ce soit, à peine de nullité du contrat, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par cette dernière un découvert ou encore de se faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements financiers envers les tiers.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 ne s'appliquent pas aux conventions passées avec un simple associé, même si celui-ci dispose d'une fraction des droits de vote supérieure à 10%, ni celles passées avec une société contrôlant une société associée de la S.A.S.

Conventions réglementées :

Conformément aux dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce, les conventions conclues directement ou par personne interposée entre la société et son président, ses autres dirigeants, un actionnaire détenant plus de 10% des droits de vote ou s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant, doivent être soumises au contrôle des associés.

Le président doit porter à la connaissance du commissaire aux comptes, s'il en existe un, ces conventions dans le délai d'un mois à compter de leur conclusion.

Le commissaire aux comptes ou à défaut le président présente à la collectivité des associés un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et son président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

La collectivité des associés statue sur ce rapport.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa, lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention sur le registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et son dirigeant.

Les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales ne sont pas soumises aux dispositions sus visées. Cependant, sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties, elles sont communiquées au commissaire aux comptes s'il existe. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

Démembrement des titres sociaux :

Lorsque les actions font l'objet d'un démembrement – usufruit d'une part et nue-propiété d'autre part – l'usufruitier exerce le droit de vote attachés aux titres dont la propriété est démembrée uniquement pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, le droit de vote appartenant au nu-propriétaire pour toutes les autres décisions.

TITRE V - COMPTES SOCIAUX

ARTICLE 14. EXERCICE SOCIAL

*L'exercice social commence le **PREMIER JANVIER** et se termine le **TRENTE-ET-UN DECEMBRE** de chaque année.*

Une assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice doit être réunie chaque année dans les six mois de la clôture de l'exercice.

ARTICLE 15. COMPTES SOCIAUX- RÉSULTATS

Comptes sociaux :

La société procède à l'enregistrement des opérations sociales en conformité des prescriptions des articles L 123-12 et suivants du Code de commerce.

A la clôture de chaque exercice, le président fait dresser l'inventaire et établir les comptes annuels le rapport de gestion, le rapport du commissaire aux comptes s'il existe. Il fait établir et publier, le cas échéant, les comptes consolidés ainsi que le rapport sur la gestion du groupe. L'associé unique est dispensé du rapport de gestion (dans la mesure où la société ne dépasse pas l'un des deux seuils fixés par les articles L 232-IV et R 232-1-1 du Code de commerce).

Dans le délai de six mois après la clôture de l'exercice, l'assemblée des associés approuve les comptes annuels, après rapport du commissaire aux comptes s'il existe, et s'il y a lieu les comptes consolidés et le rapport sur la gestion du groupe.

Dans le mois de leur approbation par l'assemblée des associés, la société est tenue de déposer au Greffe du Tribunal de commerce, pour être annexés au Registre du Commerce et des Sociétés, les documents énoncés à l'article L 232-23 du Code de commerce. Ce dépôt peut s'effectuer dans les deux mois par voie électronique.

En cas de refus d'approbation, une copie de la décision de refus est déposée dans le même délai.

Le rapport de gestion doit être tenu à la disposition de toute personne qui en fait la demande.

Lorsque l'associé unique, personne physique, assume personnellement la présidence de la société, le dépôt dans le même délai, au registre du commerce et des sociétés, de l'inventaire et des comptes annuels dûment signés vaut approbation des comptes.

Résultats :

- Détermination : sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds atteint une somme égale au dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue en-dessous de cette fraction.

Le solde, diminué s'il y a lieu des sommes à porter à d'autres fonds de réserve en vertu de la loi, puis augmenté le cas échéant des reports bénéficiaires, constitue le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'assemblée peut décider la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves à sa disposition ; en ce cas, la décision indique les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

- Affectation : après approbation des comptes et constatation de l'existence des sommes distribuables, l'assemblée détermine la part de celles-ci attribuée sous forme de dividende, ce dernier est toutefois prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable.

S'il y a lieu, l'assemblée affecte la part non distribuée du bénéfice distribuable de l'exercice dans les proportions qu'il ou elle détermine, soit à un ou plusieurs fonds de réserves, généraux ou spéciaux, qui restent à sa disposition, soit au compte « report à nouveau ».

Les pertes, s'il en existe, sont portées au compte « report à nouveau » ou compensées directement avec les réserves existantes.

- Mise en paiement des dividendes : les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par la collectivité des associés ou, à défaut, par le président. Toutefois, cette mise en paiement doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prorogation de délai, par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant sur requête à la demande du président.

En cas de démembrement des titres sociaux, il est opéré une distinction entre **résultat courant et exceptionnel**.

Les usufruitiers jouissent sur le résultat courant des mêmes prérogatives qu'un associé. Ils peuvent, sauf abus de jouissance et dans la limite de l'intérêt social, répartir entre eux à proportion des droits qu'ils détiennent en usufruit dans le capital, le résultat courant de l'exercice et le report à nouveau.

Le résultat exceptionnel, lequel résulte notamment de la cession d'immobilisations telles que titres de participation ou immeuble social, est, lorsqu'il est positif, soit réparti entre les nus-proprétaires à proportion du nombre d'actions détenues par chacun d'eux, sous réserve du droit des usufruitiers de reporter leur droit sur les sommes distribuées selon les règles du quasi-usufruit (sans besoin de fournir caution), soit affecté en tout ou en partie à tous fonds de réserve avec ou sans distinction spéciale.

La décision d'affecter le résultat exceptionnel, lorsqu'il est positif, relève de la compétence des seuls usufruitiers.

Pareillement, les sommes prélevées sur les réserves sont l'apanage des nus-proprétaires, sous réserve cependant du droit des usufruitiers de reporter leurs droits sur les sommes ainsi distribuées selon les règles du quasi-usufruit (sans besoin de fournir caution).

De même, le boni de liquidation éventuel sera réparti entre les nus-proprétaires à proportion du nombre d'actions détenues par chacun d'eux, sous réserve du droit des usufruitiers de reporter leur droit sur les sommes distribuées selon les règles du quasi-usufruit (sans besoin de fournir caution).

En cas de distribution prélevée sur les réserves, ou sur un résultat exceptionnel, ou au jour de la distribution du boni de liquidation, les usufruitiers pourront toutefois renoncer au report de leur droit d'usufruit sur le dividende correspondant qui sera alors réparti entre usufruitiers et nus-proprétaires, cette répartition se faisant par application du barème de l'article 669 du Code Général des Impôts.

Dans les rapports entre usufruitier et le nu-proprétaire, toute perte née de l'exploitation courante oblige définitivement l'usufruitier ; toute perte exceptionnelle incombe définitivement au nu-proprétaire.

ARTICLE 16. COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la société peut être exercé par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires effectuant leur mission conformément à la loi dans la mesure où les dispositions contenues dans l'article L 227-9-1 du Code de commerce ci-après littéralement rapporté reçoivent application :

« Les associés peuvent nommer un ou plusieurs commissaires aux comptes dans les conditions prévues à l'article L. 227-9.

Sont tenues de désigner au moins un commissaire aux comptes les sociétés par actions simplifiées qui dépassent, à la clôture d'un exercice social, deux des seuils suivants, fixés par décret en Conseil d'Etat : le total de leur bilan, le montant de leur chiffre d'affaires hors taxe ou le nombre moyen de leurs salariés au cours de l'exercice.

Sont également tenues de désigner au moins un commissaire aux comptes les sociétés par actions simplifiées qui contrôlent, au sens des II et III de l'article L. 233-16, une ou plusieurs sociétés, ou qui sont contrôlées, au sens des mêmes II et III, par une ou plusieurs sociétés.

Même si les conditions prévues aux deux alinéas précédents ne sont pas atteintes, la nomination d'un commissaire aux comptes peut être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital. »

Nomination :

Les commissaires aux comptes, titulaire et suppléant, seront nommés par la collectivité des associés. Ils seront indéfiniment rééligibles, la reconduction tacite dans leur fonction est inopérante.

Mission :

Les commissaires aux comptes exercent la mission et jouissent des prérogatives définies par la loi.

Plus particulièrement, ils ont pour mission permanente :

- *de vérifier les valeurs et les documents comptables de la société ;*
- *de contrôler la conformité de la comptabilité aux règles en vigueur ;*
- *de vérifier la concordance avec les comptes annuels et la sincérité des informations données dans le*

rapport de gestion et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes de la société.

Ils ne doivent en aucun cas s'immiscer dans la gestion de la société.

Les commissaires aux comptes sont appelés à l'occasion de toute consultation de la collectivité des associés.

Pour faciliter la mission du ou des commissaires s'il en existe et assurer l'information suffisante du ou des associés, les comptes annuels, le rapport de gestion, le cas échéant les comptes consolidés et le rapport sur la gestion du groupe, sont tenus au siège social à la disposition du ou des commissaires, un mois avant la convocation de l'assemblée annuelle.

Lorsque l'associé unique, personne physique, assume personnellement la présidence de la société, il est fait exception à l'obligation de déposer le rapport de gestion qui doit être toutefois tenu à la disposition de toute personne qui en fait la demande.

Démission

Les commissaires aux comptes peuvent démissionner de leurs fonctions, même pour simple convenance personnelle, à condition de ne pas exercer ce droit d'une manière préjudiciable à la société. En cas de démission du commissaire aux comptes titulaire, le suppléant accède de droit aux fonctions de ce dernier pour la durée restant à courir du mandat de celui-ci.

Révocation - Empêchement :

En cas de faute ou d'empêchement, les commissaires aux comptes peuvent être relevés de leurs fonctions avant l'expiration normale de celles-ci par décision de Justice à la demande de la gérance, de l'associé unique, ou par décision collective des associés.

TITRE VI - DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 17. DROIT D'INFORMATION PERMANENT

Chaque associé a le droit, à toute époque, de prendre connaissance ou copie au siège social des statuts de la société ainsi que des documents ci-après concernant les trois derniers exercices sociaux :

- *Liste des associés avec le nombre d'actions dont chacun d'eux est titulaire et, le cas échéant, le nombre de droits de vote attachés à ces actions.*
- *Les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultats et les annexes.*
- *Les inventaires.*
- *Les rapports et documents soumis aux associés à l'occasion des décisions collectives.*
- *Les procès-verbaux des décisions collectives comportant en annexe, le cas échéant, les pouvoirs des associés représentés.*

En application des dispositions de l'article L 227-11 du Code de commerce, tout associé a le droit d'obtenir communication des conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

ARTICLE 18. TRANSFORMATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Transformation :

La transformation de la société en une société d'une autre forme peut s'effectuer sans délai sous réserve d'une décision prise collectivement par les associés.

Dissolution :

La dissolution de la société intervient de plein droit au terme fixé pour sa durée.

Par décision unanime, la collectivité des associés peut décider à tout moment de la dissolution anticipée ; ce sujet doit être évoqué lorsque les capitaux propres deviennent inférieurs à la moitié du capital social du fait des pertes.

En outre, tout intéressé peut demander en Justice la dissolution de la société lorsque les capitaux propres étant inférieurs à la moitié du capital social, soit le président ou le commissaire aux comptes s'il existe n'a pas provoqué la décision collective des associés visée ci-dessus dans les quatre mois de la constatation des pertes, soit les associés n'ont pu valablement délibérer sur le même sujet, soit à défaut d'assainissement du bilan dans le délai et dans les conditions visées à l'article L 225-248 du Code de commerce.

Il est fait observer que la société n'est dissoute par aucun des événements susceptibles d'affecter l'un de ses associés ou par la révocation d'un président qu'il soit associé ou non. En outre, la mésentente entre les associés se traduisant par une paralysie du fonctionnement de la société constitue un juste motif de dissolution.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la décision éventuelle de dissolution, qu'elle soit volontaire ou judiciaire, entraîne, dans les conditions prévues par la loi, la transmission du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Liquidation :

A l'expiration de la durée sociale ou en cas de dissolution anticipée pour quelque cause que ce soit, la liquidation est assurée par le président alors en fonction.

La liquidation de la société est effectuée conformément aux dispositions de l'article L 237-1 du Code de commerce.

Le produit net de la liquidation, après l'extinction du passif et des frais de liquidation et le remboursement aux associés du montant nominal libéré et non amorti de leurs actions, est réparti entre les associés au prorata du nombre d'actions qu'ils détiennent.

ARTICLE 19. ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Les contestations relatives aux affaires sociales ou à l'interprétation ou à l'exécution des présents statuts, survenant pendant la durée de la société ou au cours de sa liquidation, entre les associés et la société, conformément à la loi, sont soumises à la juridiction du tribunal de commerce compétent du lieu du siège social.

ARTICLE 20. OBLIGATION DE LOYAUTÉ – MANDAT A EFFET POSTHUME

Il est interdit à tous membres de la société, fondateurs ou non, dirigeants ou non :

- *d'agir dans un sens contraire à l'intérêt de la société ;*
- *d'exercer toute activité en dehors de celle-ci qui pourrait se révéler directement concurrentielle ou déloyale envers ladite société ;*
- *d'établir un mandat à effet posthume en contradiction avec les dispositions des présentes.*

TELS SONT LES STATUTS

TROISIEME DECISION

Démission du Gérant

Les **ASSOCIES** décident à l'instant d'**ACCEPTER** la démission de Monsieur Philippe **GANNEAU** de ses fonctions de Gérant de la Société prenant effet à compter de ce jour.

Les **ASSOCIES** décident de donner quitus au Gérant de sa gestion pour l'exercice écoulé.

QUATRIEME DECISION

Nomination du Président

Les **ASSOCIES** décident à l'instant de nommer en qualité de Président Monsieur Philippe **GANNEAU**.

Les fonctions de Président sont d'une durée illimitée.

Le Président déclare accepter cette fonction et n'avoir aucun empêchement à son exercice.

CINQUIEME DECISION

Les **ASSOCIES** décident de conférer tous pouvoirs à Monsieur Nathan **DELAPORTE**, collaborateur de la Société par Actions Simplifiée « DUGUESCLIN NOTAIRES », titulaire d'offices notariaux à RENNES (Ille-et-Vilaine), 4 rue du Guesclin et à PARIS (75009), 10 rue La Fayette, ou à tout employé de ladite SAS avec faculté d'agir ensemble ou séparément à l'effet :

- de **SIGNER** toutes pièces ou d'intervenir à tous actes, à toutes délibérations ou à tous actes unanimes d'associés, nécessaires à l'accomplissement des résolutions prises aux présentes, et d'une manière générale d'effectuer tout ce qui sera utile et nécessaire ;
- de **FAIRE** tous dépôts, immatriculations, modifications, et radiations concernant la Société auprès des registres. En conséquence, faire toutes déclarations et démarches, produire toutes pièces justificatives, effectuer tout dépôt de pièces, signer tous documents, requêtes et documents utiles, élire domicile, substituer en totalité ou en partie, et en général faire tout ce qui sera nécessaire ;
- de **FAIRE** tous dépôts et notamment la production du document relatif au bénéficiaire effectif prévu par l'article L. 561-46, R. 561-55 et suivants du code monétaire et financier auprès du Greffe du Tribunal de commerce.

L'exécution de ce mandat vaudra décharge au mandataire.

FIN DES DECISIONS

FORMALITES

1 - Enregistrement

Le présent acte sera enregistré à la Recette des Impôts compétent.

2 - Greffe du Tribunal de Commerce

Les formalités d'usage tant fiscales que de publicité seront effectuées par les soins du Notaire soussigné, savoir le dépôt au greffe du Tribunal de Commerce d'une copie authentique des présentes et de ses annexes.

Tous pouvoirs sont donnés à tout clerc ou collaborateur du notaire soussigné, en vue de l'accomplissement de ces formalités.

DECLARATIONS GENERALES

Les parties déclarent exactes les indications les concernant figurant en tête des présentes.

Elles déclarent avoir la capacité juridique pour agir à l'effet des présentes.

FRAIS

Les frais, droits et honoraires du présent acte et ceux qui en seront la suite ou la conséquence, seront intégralement à la charge de la Société qui s'y oblige.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile en leurs demeures respectives.

MODALITÉS DE DÉLIVRANCE DE LA COPIE AUTHENTIQUE

Le notaire rédacteur des présentes se réserve de n'adresser aux parties une copie authentique de celles-ci qu'en cas de demande expresse de ces dernières, de son mandataire ou de son ayant droit.

Chacune des parties donne son agrément à cette réserve.

Néanmoins, le notaire lui adressera, immédiatement après la signature des présentes, une copie simple de l'acte si l'acte a été signé sur support papier, ou une copie de l'acte électronique s'il a été signé sous cette forme et ce, de manière dématérialisée.

En cas d'envoi par courriel, cet envoi se fera à l'adresse mail des parties qui a été utilisée pour correspondre avec elles durant toute la durée du dossier ou, dans l'hypothèse où l'une d'entre elles est assisté par son notaire, à l'adresse mail de ce dernier.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime la réalité et l'intégralité des conventions et estimations intervenues entre elles.

Elles reconnaissent avoir été informées des sanctions fiscales et des peines correctionnelles encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation ainsi que des conséquences civiles édictées par l'article 1202 du Code civil.

CERTIFICATION D'IDENTITE

Le notaire soussigné certifie que l'identité complète des parties dénommées dans le présent document telle qu'elle est indiquée en tête des présentes à la suite de leur nom ou dénomination lui a été régulièrement justifiée.

MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

L'Office notarial traite des données personnelles concernant les personnes mentionnées aux présentes, pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale et l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique déléguée par l'Etat dont sont investis les notaires, officiers publics, conformément à l'ordonnance n°45-2590 du 2 novembre 1945.

Ces données seront susceptibles d'être transférées aux destinataires suivants :

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Électronique des Notaires, registre du PACS, etc.),
- les offices notariaux participant ou concourant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,
- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour la production des statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013,
- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne et encadré par la signature de clauses contractuelles types de la Commission européenne, visant à assurer un niveau de protection des données substantiellement équivalent à celui garanti dans l'Union Européenne.

La communication de ces données à ces destinataires peut être indispensable pour l'accomplissement des activités notariales.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées. Les vérifications liées aux personnalités politiquement exposées, au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme sont conservées 5 ans après la fin de la relation d'affaires.

Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les personnes peuvent demander l'accès aux données les concernant. Le cas échéant, elles peuvent demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou s'y opposer pour des raisons tenant à leur situation particulière. Elles peuvent également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de leurs données personnelles après leur décès.

L'Office notarial a désigné un Délégué à la protection des données que les personnes peuvent contacter à l'adresse suivante : cil@notaires.fr.

Si les personnes estiment, après avoir contacté l'Office notarial, que leurs droits ne sont pas respectés, elles peuvent introduire une réclamation auprès d'une autorité européenne de contrôle, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.

CERTIFICATION D'IDENTITE

Le notaire soussigné certifie que l'identité complète des parties dénommées dans le présent document telle qu'elle est indiquée en tête des présentes à la suite de leur nom ou dénomination lui a été régulièrement justifiée.

FORMALISME LIE AUX ANNEXES

Les annexes, s'il en existe, font partie intégrante de la minute.

Lorsque l'acte est établi sur support papier les pièces annexées à l'acte sont revêtues d'une mention constatant cette annexe et signée du notaire, sauf si les feuilles de l'acte et des annexes sont réunies par un procédé empêchant toute substitution ou addition.

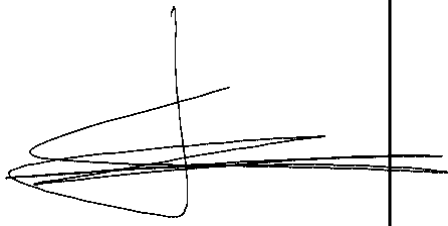
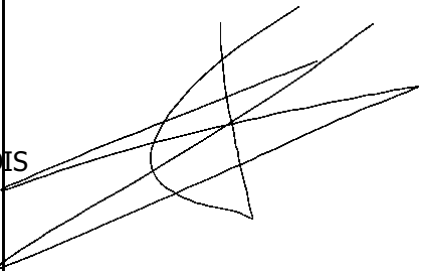
Si l'acte est établi sur support électronique, la signature du notaire en fin d'acte vaut également pour ses annexes.

DONT ACTE sans renvoi

Généré en l'office notarial et visualisé sur support électronique aux lieu, jour, mois et an indiqués en en-tête du présent acte.

Et lecture faite, les parties ont certifié exactes les déclarations les concernant, avant d'apposer leur signature manuscrite sur tablette numérique.

Le notaire, qui a recueilli l'image de leur signature, a lui-même apposé sa signature manuscrite, puis signé l'acte au moyen d'un procédé de signature électronique qualifié.

M. DELAPORTE Nathan agissant en qualité de représentant a signé à PARIS 09 le 05 décembre 2023	
et le notaire Me SOLLET ARNAUD a signé à PARIS 09 L'AN DEUX MILLE VINGT TROIS LE CINQ DÉCEMBRE	

AS/NDE/

PROCURATION

LE SOUSSIGNE :

Monsieur Philippe Christian **GANNEAU**, dirigeant d'entreprise, demeurant à LAVAL (53000) 63 rue de Bretagne.
Né à LAVAL (53000) le 14 mars 1960.
Célibataire.
Non liée par un pacte civil de solidarité.
De nationalité française.
Résident au sens de la réglementation fiscale.

*Figurant ci-après sous la dénomination "**LE MANDANT**".*

MANDAT

Le **MANDANT** constitue, par les présentes, pour son **MANDATAIRE** spécial :

Monsieur Nathan **DELAPORTE** ou à défaut tout collaborateur de la **SAS DUGUESCLIN NOTAIRES**, dont le siège social est à **RENNES (35000)** et titulaire d'un office notarial à **PARIS (75009), 10 rue La Fayette**.

*Ci-après sous la dénomination "**LE MANDATAIRE**".*

Avec pouvoir, en son nom et pour son compte :

- **D'INTERVENIR** à un acte unanime d'associés portant transformation de la Société à Responsabilité Limitée dénommée « **SARL ODREGANE** », (dénommée ci-après la « *la Société* ») ayant son siège social à **SAINT-LÔ (50000)** Zone Neptune II rue Henri Claudel, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de **COUTANCES** et identifiée sous le numéro SIREN 453.124.836, à recevoir par Maître Arnaud SOLLET, Notaire associé de la SAS « **DUGUESCLIN NOTAIRES** », titulaire d'Offices notariaux à **RENNES (Ille-et-Vilaine), 4 rue du Guesclin** et à **PARIS (75009) 10 rue La Fayette** ;

- **DE DECIDER** de la transformation de ladite société en une Société par Actions Simplifiée, ainsi que la loi et les statuts leur en offre la possibilité dans les termes et conditions du projet d'acte demeuré ci-annexé ;
- **DE DEMISSIONER** de sa qualité de gérant de ladite société ;
- **D'ACCEPTER** la démission du gérant de ses fonctions de gérant de la Société ;
- **DE NOMMER** qui de droit en qualité de Président et de Directeur Général de ladite société conformément aux termes et conditions du projet d'acte demeuré ci-annexé ;
- **DE SIGNER** toutes pièces et tous actes nécessaires à l'accomplissement de toutes les décisions prises à l'acte unanime d'associés, de faire tous dépôts, immatriculations, modifications, et radiations concernant la Société auprès des registres et d'une manière générale d'effectuer tout ce qui sera utile et nécessaire à la réalisation des opérations précitées ;
- **DE REQUERIR** la formalité de l'enregistrement ;
- **DE REMETTRE** tous titres et pièces et en retirer décharges.

Annexe n°1 – Projet d'acte unanime des associés

Le MANDANT stipule toutefois expressément que le MANDATAIRE sera autorisé à apporter toute modification à la convention faisant l'objet du projet précité s'il le juge utile ou nécessaire.

DECHARGE DE MANDAT

A la suite de ces opérations, le mandataire sera bien et valablement déchargé de tout ce qu'il aura effectué en vertu du présent mandat et des déclarations du constituant par le seul fait de l'accomplissement de l'opération, sans qu'il soit besoin à cet égard d'un écrit spécial.

AUTORISATION DE DESTRUCTION DES DOCUMENTS ET PIECES

Le mandant autorise l'office notarial à détruire toutes pièces et tous documents établis en vue de la conclusion de l'acte pour lequel cette procuration est mise en œuvre, considérant que l'acte contiendra l'intégralité des conventions et justificatifs y annexés auxquels il entend donner le caractère d'authenticité.

PLURI REPRESENTATION

Le mandant, sauf s'il est le représentant d'une personne morale, autorise dès à présent le mandataire à déroger au principe édicté par l'alinéa premier de l'article 1161 du Code civil qui dispose qu'un représentant d'une personne physique ne peut agir pour le compte de plusieurs parties au contrat en opposition d'intérêts ni contracter pour son propre compte avec le représenté. Dans cette hypothèse, le mandataire ne devra pas faire prédominer les intérêts de l'une des parties au préjudice de l'autre.

DECHARGE DE MANDAT

A la suite de ces opérations, le mandataire sera bien et valablement déchargé de tout ce qu'il aura fait en vertu du présent mandat par le seul fait de la signature de l'acte, lequel s'il ne contient aucune réserve autres que celles pouvant être incluses aux présentes emportera de plein droit la décharge du mandataire, sans qu'il soit besoin à cet égard d'un écrit spécial.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes, et généralement faire tout ce qui sera utile et nécessaire.

Le présent acte sous signature privée, visualisé et horodaté par la société DocuSign en sa qualité de service d'horodatage qualifié par l'ANSSI, aux jour mois et an indiqués ci-dessous, a été signé par le(s) comparant(s) à distance au moyen du procédé de signature numérique qualifiée délivré par cette même société en sa qualité d'autorité de certification qualifiée par l'ANSSI et agréée par le conseil supérieur du notariat.

Les parties sont averties que l'article 157 de la loi de finances pour 2021 modifie les articles 658 et 849 du Code général des impôts en permettant que, à leur demande ou à la demande d'une seule d'entre elles, la formalité de l'enregistrement puisse être donnée sur une copie d'acte sous signature privée signé électroniquement.

LE

SIGNATURE DU MANDANT :

DocuSigned by:
Philippe Ganneau
7557247C38064DB...

AS/NDE/
100333001

**L'AN DEUX MILLE VINGT-TROIS,
LE
A PARIS 9^{ème}, 10 rue La Fayette,
Maître Arnaud SOLLET, Notaire associé de la SAS « DUGUESCLIN
NOTAIRES » dont le siège est à RENNES (Ille-et-Vilaine), 4 rue du Guesclin,
titulaire d'un Office Notarial à PARIS 9^{ème}, 10 rue La Fayette,**

A reçu le présent acte contenant :

**TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ A RESPONSABILITE LIMITEE
DENOMMÉE « SARL ODREGANE »
EN UNE SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIEE**

A LA REQUETE DES ASSOCIES :

1°) Monsieur Philippe Christian **GANNEAU**, dirigeant d'entreprise, demeurant à
LAVAL (53000) 63 rue de Bretagne.

Né à LAVAL (53000) le 14 mars 1960.

Célibataire.

Non liée par un pacte civil de solidarité.

De nationalité française.

Résident au sens de la réglementation fiscale.

2°) Madame Audrey Manon **GANNEAU**, assistante de direction, demeurant à
LAVAL (53000) 63 rue de Bretagne.

Née à LAVAL (51600) le 11 septembre 1995.

Célibataire.

Non liée par un pacte civil de solidarité.

De nationalité Française.

Résidente au sens de la réglementation fiscale.

Ci-après dénommées ensemble les « ASSOCIÉS »,

Seuls ASSOCIES de la Société à Responsabilité limitée dénommée « SARL ODREGANE », ci-après désignée,

PRESENCE - REPRESENTATION

Monsieur Philippe **GANNEAU** à ce non présent mais représenté par Monsieur Nathan DELAPORTE, collaborateur du notaire soussigné, domicilié au titre de ses fonctions à PARIS (75009), 10 rue La Fayette, aux termes d'une procuration sous seing privé en date du [••] dont une copie demeure ci-annexée.

Annexe n°1 – Procuration de Monsieur Philippe GANNEAU

Madame Audrey **GANNEAU** à ce non présente mais représentée par Monsieur Nathan DELAPORTE, collaborateur du notaire soussigné, domicilié au titre de ses fonctions à PARIS (75009), 10 rue La Fayette, aux termes d'une procuration sous seing privé en date du [••] dont une copie demeure ci-annexée.

Annexe n°2 – Procuration de Madame Audrey GANNEAU

LESQUELS ont requis le Notaire soussigné à l'effet de constater LES MODIFICATIONS STATUTAIRES de la Société à Responsabilité limitée dénommée « SARL ODREGANE ».

EXPOSE PREALABLE

I. CONSTITUTION DE LA SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE DENOMMEE « SARL ODREGANE »

Aux termes d'un acte sous signature privée en date du 2 mars 2004, ont été dressés les statuts de la Société à Responsabilité Limitée dénommée « **SARL ODREGANE** », (dénommée ci-après la « *la Société* ») ayant son siège social à SAINT-LÔ (50000) Zone Neptune II rue Henri Claudel, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de COUTANCES et identifiée sous le numéro SIREN 453.124.836.

L'objet de la Société dénommée « **SARL ODREGANE** » ainsi qu'il résulte des statuts, est le suivant, littéralement rapporté :

« *La société a pour objet :*

- *La prise de participations dans des entreprises commerciales ou immobilières.*
- *La conduite de consultations ou prestations de services ou conseils divers.*

Et généralement toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement. »

Lors de cette constitution, il a été effectué par les associés les apports suivants :

- Par Monsieur Philippe **GANNEAU**, un apport en numéraire d'un montant de QUATRE MILLE NEUF CENT CINQUANTE EUROS (4.950,00 €) au moyen de deniers personnels ;
- Par Madame Audrey **GANNEAU**, un apport en numéraire d'un montant de CINQUANTE EUROS (50,00 €) au moyen d'un don de pareille somme qui lui a été fait par Monsieur Philippe **GANNEAU** sans que la copie enregistrée n'ait été portée à la connaissance du notaire soussigné.

Par ailleurs et en tant que de besoin, il est ici précisé qu'à la faveur d'une augmentation de capital en date du 24 décembre 2004, il a été effectué par Monsieur Philippe **GANNEAU** un apport en nature évalué pour le tout à un montant de DEUX CENT SOIXANTE-SEPT MILLE EUROS (267.000,00 €) se décomposant comme suit :

- Les parts numérotées de 101 à 200 inclus de la Société dénommée « TERDIS », Société à Responsabilité Limitée au capital de SEPT MILLE SIX CENTS EUROS (7.600,00 €) dont le siège social est situé à MOON-SUR-ELLE (50356) 3 chemin des Vignettes, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de COUTANCES et identifiée sous le numéro SIREN 452.465.743 pour un montant de QUATRE-VINGT-DIX MILLE EUROS (90.000,00 €) ;
- Les parts numérotées de 81 à 160 inclus de la Société dénommée « KADODIS », Société à Responsabilité limitée au capital de HUIT MILLE EUROS (8.000,00 €) dont le siège social est situé à MOON-SUR-ELLE (50356) 3 chemin des Vignettes, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de COUTANCES et identifiée sous le numéro SIREN 451.876.668 pour un montant de DEUX MILLE EUROS (2.000,00 €) ;
- Les parts numérotées de 256 à 455 inclus de la Société dénommée « B+P G » Société à Responsabilité limitée au capital de SEPT MILLE SIX CENT VINGT-DEUX EUROS (7.622,00 €) dont le siège social est situé à VAUDRY (14500) 2 route de Condé, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de CONDE-SUR-NOIREAU et identifiée sous le numéro SIREN 422.686.550 pour un montant de CENT MILLE EUROS (100.000,00 €) ;
- Les parts numérotées de 1 à 250 de la Société dénommée « AGL SERVICES », Société à Responsabilité Limitée au capital de SEPT MILLE SIX CENT VINGT-DEUX EUROS ET QUARANTE-CINQ CENTIMES (7.622,45 €) dont le siège social est situé à LAVAL (53000) 63 rue de Bretagne, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de LAVAL et identifiée sous le numéro SIREN 403.749.146 pour un montant de SOIXANTE-QUINZE MILLE EUROS (75.000,00 €).

Monsieur Philippe **GANNEAU** a été nommé Gérant de la société aux termes des statuts constitutifs pour une durée indéterminée.

II. REPARTITION ACTUELLE DU CAPITAL SOCIAL DE LA SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE DENOMMEE « SARL ODREGANE »

Par suite des faits et actes sus-relatés et suivants, le capital social de la Société est fixé à la somme d'**UN MILLION D'EUROS (1.000.000,00 €)** :

- A la faveur d'une Assemblée Générale en date du 20 décembre 2012, le capital social de la Société a été augmenté d'un montant de SOIXANTE-DIX-HUIT MILLE EUROS (78.000,00 €) par incorporation de réserves pour le porter à TROIS CENT CINQUANTE MILLE EUROS (350 000,00 €) moyennant l'attribution de MILLE CINQ CENT SOIXANTE (1.560) parts nouvelles de CINQUANTE EUROS (50,00 €) chacune ;
- Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 15 juin 2019, le capital de la Société a été augmenté d'un montant de SIX CENT CINQUANTE MILLE EUROS (650.000,00 €) par incorporation de réserves pour le porter à UN MILLION D'EUROS (1.000.000,00 €) moyennant l'attribution de TREIZE MILLE (13.000) parts nouvelles de CINQUANTE EUROS (50,00 €) chacune.

Le capital social de la Société est divisé en VINGT MILLE (20.000) parts de CINQUANTE EUROS (50,00 €) chacune, attribuées aux associés de la manière suivante :

1°- Monsieur Philippe **GANNEAU**, DIX-NEUF
MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-DIX-NEUF

parts, ci..... 19.999 parts

2°- Madame Audrey **GANNEAU**, UNE part, ci..... 1 part

TOTAL, égal au nombre de parts composant le
capital social, soit20.000 parts

CECI ETANT EXPOSE, il est passé à l'acte unanime d'associés de la Société
à Responsabilité limitée dénommée « **SARL ODREGANE** » objet des présentes :

PREMIERE DECISION

Les **ASSOCIES** de la Société dénommée « **SARL ODREGANE** » décident à l'instant de transformer ladite société en une Société par Actions Simplifiée, ainsi que la loi et les statuts leur en offre la possibilité.

ABSENCE DE CREATION D'UNE PERSONNE MORALE NOUVELLE

Conformément aux dispositions de l'article 1844-3 du Code civil, la transformation régulière d'une société en une société d'une autre forme n'entraînera pas la création d'une personne morale nouvelle. En l'espèce, la transformation n'entraîne pas un changement d'activité.

Les droits et obligations contractés par la Société dénommée « **SARL ODREGANE** » sous son ancienne forme subsistent sous la nouvelle forme.

IDENTITE DE REGIME FISCAL

En outre, la présente transformation n'entraîne pas modification du régime fiscal de la Société dénommée « **SARL ODREGANE** », ladite Société restant soumise à l'impôt sur les sociétés.

ABSENCE DE PRIVILEGE, NANTISSEMENT OU D'OUVERTURE D'UNE PROCEDURE COLLECTIVE

Les **ASSOCIES** déclarent que les parts de la Société ne sont grevées d'aucun nantissement ou privilège.

A l'appui de cette déclaration, un état relatif aux inscriptions des privilèges et publications délivré par le service Infogreffe en date du [••] est demeuré annexé.

Annexe n°3 – Etat relatif aux inscriptions des privilèges et publications

Demeure également ci-après annexé un certificat d'absence d'ouverture d'une procédure collective contre la Société dénommée « **SARL ODREGANE** » en date du [••].

Annexe n°4 - Certificat d'absence d'ouverture d'une procédure collective

RAPPORT DU COMMISSAIRE A LA TRANSFORMATION

La transformation objet des présentes a fait l'objet d'un rapport émis par Monsieur Gwenolé **LE PROVOST**, Expert-comptable et Commissaire aux comptes, désigné en qualité

de Commissaire à la transformation, en date du [••] et attestant notamment que le montant des capitaux propres est au moins égal à celui du capital social.

Demeurent ci-après annexés :

- Une copie de la désignation unanime des associés portant désignation du commissaire à la transformation en date du [••];

Annexe n°5 – Décision unanime des associés portant désignation

- L'attestation de dépôt du rapport auprès des services du greffe du Tribunal de commerce de COUTANCES (article R. 123-105 du Code de commerce) ;

Annexe n°6 – Attestation de dépôt du rapport

- Le rapport établi par Monsieur Gwenolé **LE PROVOST** en date du [••], susnommé.

Annexe n°7 – Rapport du commissaire à la transformation

Le changement de forme sociale sera soumis à la formalité d'enregistrement prévue à l'article 635-5° du Code général des impôts, sans qu'aucune perception d'impôt direct à la charge de la Société dénommée « **SARL ODREGANE** » ou des **ASSOCIES** ne soit effectuée, en ce que ladite transformation n'entraîne ni un changement de statut fiscal de la société transformée, ni la création d'une personne morale nouvelle.

DEUXIEME DECISION

REFONTE DES STATUTS DE LA SOCIETE

Compte tenu des décisions précédentes, les **ASSOCIES** de la Société dénommée « **SARL ODREGANE** » décident à l'instant de modifier l'intégralité des dispositions prévues aux statuts de ladite société, afin de les remplacer entièrement par les dispositions suivantes :

« TITRE I - CARACTERISTIQUES

ARTICLE 1 - FORME

La Société a été initialement constituée sous la forme d'une Société à Responsabilité Limitée aux termes d'un acte sous signature privée en date du 2 mars 2004.

Elle a été transformée en Société par Actions Simplifiée à la faveur d'un acte unanime des associés en date du [••].

Elle pourra être pluripersonnelle ou unipersonnelle et ne pourra pas faire appel public à l'épargne.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a principalement pour objet social, tant en France qu'à l'étranger :

- *L'activité de société holding, à savoir la participation directe ou indirecte de la Société dans toutes sociétés commerciales ou civiles, notamment par voie de création de société, d'apport, de souscription, d'achat ou d'échange de titres ou de droits sociaux ou autrement ainsi que l'administration, la gestion et la cession de cette participation ;*
- *L'acquisition par voie d'achat ou d'apport, la propriété, la prise à bail de toute sorte et pour toute destination, la mise en valeur, la transformation de toutes constructions et par tous travaux de viabilité, la construction pour toutes destinations, l'aménagement, l'administration et la location de tout type faite à titre onéreux, le commodat, la vente, de tous biens et droits immobiliers bâtis ou non bâtis, de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question ;*

- L'administration, la gestion et la cession de parts de sociétés civiles immobilières ou de parts de sociétés civiles de placements immobiliers dont elle pourrait devenir propriétaire par voie d'acquisition, d'échange, d'apport ou autrement ;
- La propriété, la gestion, directe ou indirecte, et la cession de tout portefeuille de valeurs mobilières ainsi que toutes opérations financières quelconques pouvant s'y rattacher, incluant l'achat et la vente de tout support de placements financiers, tels que valeurs mobilières, parts d'OPCVM, la souscription de contrat de capitalisation etc... et de toutes liquidités, en euros ou en toute monnaie étrangère ;
- L'emprunt de tous les fonds nécessaires à cet objet et la mise en place de toutes sûretés réelles ou personnelles ou toutes autres garanties nécessaires à l'accomplissement de cet objet ;
- Le « cautionnement », réel ou personnel, des biens sociaux, consenti pour la constitution du patrimoine social.

Et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement. »

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la société est : « **ODREGANE** ».

Dans tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S. », ensuite de l'énonciation du montant du capital social, du siège social, et du numéro d'identification SIREN, puis la mention RCS suivie du nom de la ville où se trouve le Greffe où elle est immatriculée.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à **PARIS (75009) 57 rue des Martyrs**.

Il peut être transféré en tout autre endroit par simple décision de la présidence.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est de **QUATRE-VINGT-DIX-NEUF (99) années** à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, la durée de la Société pourra être prorogée par décision collective des associés.

TITRE II - CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 6. APPORTS

Lors de la constitution de la société, le capital social s'élevait à un montant de **CINQ MILLE EUROS (5.000,00 €)** constitué au moyen d'apports en numéraire intégralement libérés.

Par suite des faits et actes sus-relatés et suivants, le capital social de la Société est fixé à la somme d'**UN MILLION D'EUROS (1.000.000,00 €)** divisé en **VINGT MILLE (20.000) parts** de **CINQUANTE EUROS (50,00 €)** chacune, non numérotées :

- A la faveur d'une augmentation de capital en date du 24 décembre 2004, il a été effectué par Monsieur Philippe **GANNEAU** un apport en nature évalué pour le tout à un montant de **DEUX CENT SOIXANTE-SEPT MILLE EUROS (267.000,00 €)** se décomposant comme suit :
 - Les parts numérotées de 101 à 200 inclus de la Société dénommée « TERDIS », Société à Responsabilité Limitée au capital de **SEPT MILLE SIX CENTS EUROS (7.600,00 €)** dont le siège social est situé à **MOON-SUR-ELLE (50356) 3 chemin**

des Vignettes, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de COUTANCES et identifiée sous le numéro SIREN 452.465.743 pour un montant de QUATRE-VINGT-DIX MILLE EUROS (90.000,00 €) ;

- Les parts numérotées de 81 à 160 inclus de la Société dénommée « KADODIS », Société à Responsabilité limitée au capital de HUIT MILLE EUROS (8.000,00 €) dont le siège social est situé à MOON-SUR-ELLE (50356) 3 chemin des Vignettes, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de COUTANCES et identifiée sous le numéro SIREN 451.876.668 pour un montant de DEUX MILLE EUROS (2.000,00 €) ;
 - Les parts numérotées de 256 à 455 inclus de la Société dénommée « B+P G » Société à Responsabilité limitée au capital de SEPT MILLE SIX CENT VINGT-DEUX EUROS (7.622,00 €) dont le siège social est situé à VAUDRY (14500) 2 route de Condé, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de CONDE-SUR-NOIREAU et identifiée sous le numéro SIREN 422.686.550 pour un montant de CENT MILLE EUROS (100.000,00 €) ;
 - Les parts numérotées de 1 à 250 de la Société dénommée « AGL SERVICES », Société à Responsabilité Limitée au capital de SEPT MILLE SIX CENT VINGT-DEUX EUROS ET QUARANTE-CINQ CENTIMES (7.622,45 €) dont le siège social est situé à LAVAL (53000) 63 rue de Bretagne, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de LAVAL et identifiée sous le numéro SIREN 403.749.146 pour un montant de SOIXANTE-QUINZE MILLE EUROS (75 000,00 €).
- A la faveur d'une Assemblée Générale en date du 20 décembre 2012, le capital social de la Société a été augmenté d'un montant de SOIXANTE-DIX-HUIT MILLE EUROS (78.000,00 €) par incorporation de réserves pour le porter à TROIS CENT CINQUANTE MILLE EUROS (350 000,00 €) moyennant l'attribution de MILLE CINQ CENT SOIXANTE (1.560) parts nouvelles de CINQUANTE EUROS (50,00 €) euros chacune ;
- Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 15 juin 2019, le capital de la Société a été augmenté d'un montant de SIX CENT CINQUANTE MILLE EUROS (650.000,00 €) par incorporation de réserves pour le porter à UN MILLION D'EUROS (1.000.000,00 €) moyennant l'attribution de TREIZE MILLE (13.000) parts nouvelles de CINQUANTE EUROS (50,00 €) chacune.

ARTICLE 7. CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme d'**UN MILLION D'EUROS (1.000.000,00 €)**.

Il est divisé en VINGT MILLE (20.000) parts de CINQUANTE EUROS (50,00 €), entièrement souscrites et libérées.

ARTICLE 8. MODIFICATION DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi. Dans tous les cas, si l'opération fait apparaître des rompus, les associés feront leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droits nécessaires.

1/ Augmentation de capital

Principe :

Le capital social peut être augmenté, de toutes les manières autorisées par la loi en vertu d'une décision collective des associés.

Si l'augmentation de capital est réalisée pour partie ou en totalité, par des apports en nature, la décision de la collectivité des associés constatant l'augmentation de capital et l'augmentation consécutive du capital ainsi que la modification des statuts, doit contenir l'évaluation de chaque apport, au vu d'un rapport

annexé à cette décision et établi sous sa responsabilité par un commissaire aux apports désigné à l'unanimité des associés ou par le Président du Tribunal de commerce sur requête.

Droit préférentiel de souscription :

Chaque associé a un droit préférentiel de souscription pour l'émission d'actions de numéraire. Ce droit s'exerce proportionnellement au nombre d'actions détenues. Toutefois, une décision collective peut supprimer ce droit de souscription. En outre, chaque associé peut, sous certaines conditions, renoncer individuellement à ce droit préférentiel de souscription.

2/ Réduction du capital

La collectivité des associés peut aussi, sous réserve, le cas échéant, des droits de créanciers, autoriser ou décider la réduction du capital social pour quelque cause ou de quelque manière que ce soit, mais en aucun cas, la réduction du capital ne peut porter atteinte à l'égalité entre associés.

PROJET

TITRE III - ACTIONS

ARTICLE 9. ACTIONS

Titre :

Les actions sont nominatives et négociables dans les conditions indiquées aux présentes.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes tenus à cet effet par la société dans les conditions et suivant les modalités prévues par la loi.

A la demande de l'associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

Tout associé peut, après toute modification statutaire, demander la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande. A ce document est annexée la liste mise à jour des associés, l'identité du président et, le cas échéant, des autres organes sociaux.

Droits attachés aux actions :

Chaque action donne droit dans la répartition des bénéfices, des réserves et du boni de liquidation, à une fraction proportionnelle au nombre d'actions existantes.

Droit de vote :

Chaque action donne le droit de participer aux décisions collectives des associés et donne droit à une voix.

Usufruit - nue-propriété :

Le droit de vote s'exercera selon les modalités prévues à l'article 13 des présents statuts.

Indivisibilité des actions :

Chaque action est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis d'une ou plusieurs actions sont représentés auprès de la société dans les diverses manifestations de la vie sociale par un mandataire unique choisi parmi les indivisaires ou les associés. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en Justice, à la demande du plus diligent des indivisaires.

La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

Libération des apports en numéraire :

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, du quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du président, dans le délai de cinq ans soit à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque titulaire d'actions.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions portera, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'associé défaillant des sanctions et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

ARTICLE 10. CESSION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

MUTATION ENTRE VIFS OU PAR DECES

Formalités - Opposabilité :

1 - En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Après la dissolution de la société, elles demeurent négociables jusqu'à la clôture de la liquidation.

2 - La cession de ces actions s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est préalablement inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « registre des mouvements ».

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement.

L'ordre de mouvement est signé par le cédant ou son mandataire ; si les actions ne sont pas entièrement libérées, il doit être en outre signé par le cessionnaire.

La société peut exiger que la signature des parties soit certifiée par un officier public ou le maire de leur domicile, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

La transmission d'actions à titre gratuit ou en suite de décès s'opère également par un ordre de mouvement, transcrit sur le registre des mouvements, sur justification de la mutation dans les conditions légales.

Les frais de transfert des actions sont à la charge des cessionnaires, sauf convention contraire entre cédants et cessionnaires.

La société établit la liste des associés avec indication du nombre d'actions détenues et du domicile déclaré par chacun d'eux, préalablement à toute décision collective.

Lors de chaque établissement de la liste, mention est portée sur le registre des mouvements, de la date de celle-ci, du nombre total des actions existantes et du nombre d'actions ayant fait l'objet de création, cession, mutation ou annulation depuis l'établissement de la dernière liste.

Domaine de l'agrément :

*Toutes opérations, notamment toutes cessions, échanges, apports à société d'éléments isolés, donations, ayant pour but ou conséquence le transfert d'un droit quelconque de propriété sur une ou plusieurs actions entre toutes personnes physiques ou morales, à l'exception de celles qui seraient visées à l'alinéa qui suit, sont soumises, **à peine de nullité, à l'agrément préalable de la société donné par le seul président.***

Cessions libres :

Toutefois, seront dispensées d'agrément les cessions consenties à des associés ou à des ascendants ou descendants du cédant.

Décès d'un associé :

La Société n'est pas dissoute par le décès d'un associé, mais continue de plein droit avec ses héritiers ou légataires, sans qu'il soit besoin d'un agrément des associés. Toutefois, lorsque la succession est dévolue à une personne morale, celle-ci ne peut devenir associée qu'avec l'agrément du président de la Société.

Liquidation de communauté :

Les actions sont librement transmissibles en cas de liquidation de communauté de biens entre époux.

Procédure :

L'opération projetée doit être portée à la connaissance du président par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en indiquant le nombre d'actions cédées, le prix et les modalités de paiement, l'identité du ou des cessionnaires ou ayants-droit proposés, les conventions annexes : répartition des résultats, prise en compte de l'existence d'un compte-courant, garantie de passif.

L'agrément résulte soit d'une notification soit du défaut de réponse plus de deux mois à partir de la date inscrite sur le récépissé de la lettre adressée au président.

Le défaut d'agrément doit être notifié dans le délai visé à l'alinéa précédent, sans que ce refus ait à être motivé. En cas de refus d'agrément, les actions peuvent être rachetées, avec l'accord du cédant, par la société qui est alors tenue de les annuler un mois au plus tard après l'acquisition. Le président sollicite cet accord par

lettre recommandée avec demande d'avis de réception à laquelle le cédant doit répondre dans les dix (10) jours de la réception. A défaut de réponse dans ce délai, le cédant est réputé avoir accepté.

EXCLUSION

L'exclusion d'un associé pourra s'effectuer par une décision collective des autres associés dûment motivée basée sur des faits et un comportement de nature à compromettre la pérennité de la société.

La décision enjoindra cet associé de céder ses actions dans le délai de six mois. Ce rachat s'effectuera selon une valeur conventionnellement fixée ou établie à dire d'expert.

La décision d'exclusion peut prononcer la suspension des droits de vote de l'associé exclu jusqu'à la date de cession de ses actions ; en revanche ses droits de nature pécuniaire ne peuvent être suspendus.

Il est fait observer que l'associé dont l'exclusion est prévue ne peut être privé de son droit de participer à cette décision et de voter sur son exclusion.

La décision d'exclusion ne peut intervenir sans que les griefs invoqués à l'encontre de l'associé susceptible d'être exclu lui aient été préalablement communiqués au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception et ce afin qu'il puisse présenter aux autres associés les motifs de son désaccord sur le projet d'exclusion, lesquels doivent, en tout état de cause, être mentionnés dans la décision des associés.

En outre, l'exclusion ne peut être prononcée sans que la société ait pris dans les mêmes conditions la décision, soit de désigner un cessionnaire pour les actions de l'associé exclu, soit de procéder elle-même au rachat desdites actions dans le cadre d'une réduction de son capital social.

RECOURS A L'EXPERTISE

En cas de recours à l'expertise si contestation sur la valeur de cession ou de rachat, telle que prévue par l'article 1843-4 du Code civil, les frais et honoraires de celle-ci sont répartis entre les anciens et nouveaux titulaires des actions, mais solidairement entre eux à l'égard de l'expert. La répartition entre chacun d'eux a lieu au prorata du nombre d'actions anciennement ou nouvellement détenues.

En cas de retrait, le retrayant supporte seul la charge de l'expertise éventuelle.

Lorsque la société continue avec les associés survivants, l'héritier est seulement créancier de la société et n'a droit qu'à la valeur de ses droits sociaux, valeur déterminée au jour du décès. En cas de contestation sur son montant, cette valeur est fixée par l'expert de l'article 1843-4 sus visé.

ARTICLE 11. COMPTES COURANTS

Les associés peuvent laisser ou mettre à disposition de la Société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin. Les conditions de retrait ou de remboursement de ces sommes, ainsi que leur rémunération, sont déterminées d'un commun accord entre l'associé concerné et le Président de la Société.

TITRE IV - ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

ARTICLE 12. PRESIDENCE ET DIRECTION GENERALE

Nomination :

La présidence est assurée par une personne physique ou morale, associé ou non, nommée avec ou sans limitation de durée.

La nomination du président doit être effectuée par décision collective des associés. La durée de son mandat est fixée par la décision qui le nomme.

Le Président actuel de la Société est Monsieur Philippe GANNEAU.

Pouvoirs :

La société est représentée à l'égard des tiers par son seul président.

Dans les rapports avec les tiers comme dans les rapports avec les associés, le président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. La société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social.

Les éventuelles dispositions statutaires limitant les pouvoirs du président sont inopposables aux tiers.

Délégation de pouvoirs :

Dans la mesure de ses pouvoirs définis ci-dessus, le président peut donner toutes délégations de pouvoirs à tous tiers pour un ou plusieurs objets déterminés. Cette délégation doit être faite par acte spécial déposé au Greffe.

Sûretés :

Les sûretés sur les biens de la société sont consenties en vertu de pouvoirs pouvant résulter des présents statuts, de délibérations ou délégations.

Rémunération :

Le président a droit en rémunération de ses fonctions à un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel, dont les modalités de fixation et règlement sont déterminées par décision collective des associés.

Assiduité - concurrence :

Sauf à obtenir une dispense de la collectivité des associés, le président est tenu de consacrer tout son temps et tous ses soins aux affaires sociales.

Pendant l'accomplissement de son mandat, le président s'interdit de faire directement ou indirectement concurrence à la société.

Obligations :

Le président est soumis aux obligations fixées par la loi et les règlements et notamment à l'établissement des comptes annuels et du rapport de gestion ainsi que - si les critères sont remplis - des documents comptables et financiers et des rapports visés aux articles L 232-2, L 232-3 et L 232-4 du Code de commerce.

Le président est tenu en outre de satisfaire aux diverses prérogatives du comité d'entreprise ou, à son défaut, des délégués du personnel. Le comité d'entreprise ou, à défaut, les délégués du personnel exercent dans les sociétés commerciales les attributions prévues aux articles L 422-4, L 432-5 du Code du travail.

Démission :

Le président peut démissionner sans juste motif sous réserve de notifier sa démission à chacun des associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Sa démission ne sera effective qu'après un délai de préavis de trois mois courant à compter de l'envoi de la lettre recommandée.

Le président démissionnaire convoquera l'organe compétent pour désigner son successeur. Cet organe sera convoqué pour une date impérativement fixée dans les trente jours du délai de préavis. A défaut d'avoir effectué cette convocation, il restera en fonction jusqu'à la réunion de l'organe appelé à désigner son successeur.

Révocation :

Le président est révocable par le même organe et selon les mêmes règles de quorum et de majorité nécessaires à sa nomination. Le président révoqué sans justes motifs peut obtenir des dommages-intérêts.

Il est également révocable par décision de justice pour cause légitime.

Directeur général :

Le ou les directeurs généraux et le ou les directeurs généraux délégués peuvent être des personnes physiques ou morales ayant ou non la qualité d'associé.

Un directeur général et plusieurs directeurs généraux délégués peuvent être nommés par le président. Le président fixe la durée du mandat et sa rémunération éventuelle. Le directeur général est révocable à tout moment par le président.

Les pouvoirs du directeur général sont fixés par le président. Il en ira de même pour les directeurs généraux délégués.

Le directeur général actuel de la société est Madame Audrey GANNEAU.

ARTICLE 13. DÉCISIONS COLLECTIVES

Décisions à prendre collectivement :

Sont exercées collectivement par les associés uniquement les attributions dévolues aux assemblées générales des sociétés anonymes, en matière, savoir :

- ✓ D'augmentation, d'amortissement ou de réduction de capital,
- ✓ De fusion, de scission, de dissolution, de transformation en une société d'une autre forme,
- ✓ De nomination de commissaires aux comptes, de comptes annuels et de bénéfices sont, dans les conditions prévues par les statuts,
- ✓ Et les actes dont la conclusion est soumise aux termes des présents statuts à l'autorisation préalable de la collectivité des associés.

Toutes les autres décisions sont prises par le Président sans qu'il soit besoin d'une quelconque autorisation de la collectivité des associés.

Décisions collectives - décisions de l'associé unique :

Les décisions collectives des associés sont prises en assemblée ou par voie de consultation écrite, au choix du président.

Les associés peuvent valablement prendre une décision collective dans un acte dans la mesure où ce dernier porte le nom et la signature de l'ensemble des associés, qu'ils soient présents ou représentés.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour toutes décisions si la convocation en est demandée par un ou plusieurs associés dans les conditions définies ci-après à l'article « Droit de convocation » ci-après.

Au cas où le nombre des associés serait réduit à un, l'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés sous forme de décisions unilatérales.

Droit de convocation :

Les associés sont convoqués par le président, à défaut, ils le sont par le commissaire aux comptes s'il existe.

En outre, un ou plusieurs associés détenant la moitié des actions ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des actions, peuvent convoquer la réunion d'une assemblée.

Tout associé peut, également, obtenir par ordonnance du président du Tribunal de commerce statuant en référé la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée.

Toute décision collective prise à la suite d'une convocation irrégulière peut être annulée. Toutefois, l'action en justice n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

Mode de convocation :

Les convocations sont adressées aux associés quinze jours au moins avant la réunion, et ce par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Celles-ci indiquent l'ordre du jour.

Lieu de convocation :

Le lieu de convocation est soit le siège social soit tout autre lieu indiqué par le président.

Droit de communication - délai :

Quinze jours au moins avant la date de la réunion d'une l'assemblée, les documents suivants doivent être adressés à chaque associé : le texte des résolutions proposées, le rapport du président, celui du commissaire aux comptes s'il existe.

Pendant ce délai, ces mêmes documents sont tenus à la disposition des associés au siège social.

En cas de consultation écrite, les mêmes documents sont adressés à chaque associé qui dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception pour émettre son vote par écrit.

En outre, lorsqu'il s'agit de l'assemblée annuelle destinée à l'approbation des comptes, doivent être adressés à chaque associé : l'inventaire, les comptes annuels, le cas échéant les comptes consolidés, le rapport sur la gestion du groupe, et le rapport du commissaire aux comptes s'il existe.

Représentation :

Un associé peut se faire représenter par son conjoint ou un autre associé à moins que la société ne comprenne que deux époux ou deux associés. L'associé unique ne peut déléguer ses pouvoirs.

Lorsque les actions sont frappées de saisie-arrêt ou sont données en nantissement, le débiteur reste associé.

Les représentants légaux d'associés juridiquement protégés peuvent participer au vote même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés.

Les sociétés et autres personnes morales associées sont représentées soit par leur représentant légal soit par toute personne physique qu'elles se seront substituées.

L'article 1161 du Code civil dispose qu'un représentant ne peut agir pour le compte des deux parties au contrat ni contracter pour son propre compte avec le représenté.

En ces cas, l'acte accompli est nul à moins que la loi ne l'autorise ou que le représenté ne l'ait autorisé ou ratifié.

Comité d'entreprise :

Dans la mesure où il existe un comité d'entreprise, et conformément aux dispositions de l'article L 432-6-1, II, du Code du travail, les décisions quelles que soient leurs formes, devront être prises dans le strict respect des prescriptions dudit article.

Deux membres du comité d'entreprise désignés en son sein peuvent assister aux assemblées d'associés dans les conditions prévues par la loi et requérir l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour des assemblées des associés. Ils doivent, à leur demande, être entendus lors de toute délibération requérant l'unanimité des associés.

Vingt-cinq jours au moins avant la date de l'assemblée, les demandes d'inscription des projets de résolution sont adressées par le membre du comité d'entreprise mandaté à cet effet au président qui les examine et en accuse réception par tout moyen faisant preuve de la notification, dans un délai de dix jours.

En application de la loi, le comité d'entreprise peut demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer une assemblée en cas d'urgence.

Procès-verbaux :

Les procès-verbaux des décisions collectives doivent être établis sur un registre spécial sur des feuilles mobiles cotées et paraphées comportant les mentions suivantes : date et lieu de la réunion, nom et qualité du président, identité des associés présents ou représentés avec l'indication du nombre d'actions qu'ils détiennent, les documents et rapports soumis, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix, le résultat du vote.

En cas de consultation écrite, il en est fait mention dans le procès-verbal auquel est annexée la réponse de chaque associé.

Les procès-verbaux sont établis et signés par le président et le président de séance. Les copies ou extraits sont valablement certifiés par le président ou éventuellement les liquidateurs.

Règles de majorité :

Toutes les décisions collectives sont prises à l'unanimité.

Conventions interdites :

L'article L 225-43 du Code de commerce interdit aux dirigeants de la société de contracter sous quelque forme que ce soit, à peine de nullité du contrat, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par cette dernière un découvert ou encore de se faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements financiers envers les tiers.

Les interdictions prévues à l'article L 225-43 ne s'appliquent pas aux conventions passées avec un simple associé, même si celui-ci dispose d'une fraction des droits de vote supérieure à 10%, ni celles passées avec une société contrôlant une société associée de la S.A.S.

Conventions réglementées :

Conformément aux dispositions de l'article L 227-10 du Code de commerce, les conventions conclues directement ou par personne interposée entre la société et son président, ses autres dirigeants, un actionnaire détenant plus de 10% des droits de vote ou s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant, doivent être soumises au contrôle des associés.

Le président doit porter à la connaissance du commissaire aux comptes, s'il en existe un, ces conventions dans le délai d'un mois à compter de leur conclusion

Le commissaire aux comptes ou à défaut le président présente à la collectivité des associés un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et son président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce.

La collectivité des associés statue sur ce rapport.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa, lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention sur le registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et son dirigeant.

Les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales ne sont pas soumises aux dispositions sus visées. Cependant, sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties, elles sont communiquées au commissaire aux comptes s'il existe. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

Démembrement des titres sociaux :

Lorsque les actions font l'objet d'un démembrement – usufruit d'une part et nue-propriété d'autre part – l'usufruitier exerce le droit de vote attachés aux titres dont la propriété est démembrée uniquement pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, le droit de vote appartenant au nu-propriétaire pour toutes les autres décisions.

TITRE V - COMPTES SOCIAUX

ARTICLE 14. EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le **PREMIER JANVIER** et se termine le **TRENTE-ET-UN DECEMBRE** de chaque année.

Une assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice doit être réunie chaque année dans les six mois de la clôture de l'exercice.

ARTICLE 15. COMPTES SOCIAUX- RÉSULTATS

Comptes sociaux :

La société procède à l'enregistrement des opérations sociales en conformité des prescriptions des articles L 123-12 et suivants du Code de commerce.

A la clôture de chaque exercice, le président fait dresser l'inventaire et établir les comptes annuels le rapport de gestion, le rapport du commissaire aux comptes s'il existe. Il fait établir et publier, le cas échéant, les comptes consolidés ainsi que le rapport sur la gestion du groupe. L'associé unique est dispensé du rapport de gestion (dans la mesure où la société ne dépasse pas l'un des deux seuils fixés par les articles L 232-IV et R 232-1-1 du Code de commerce).

Dans le délai de six mois après la clôture de l'exercice, l'assemblée des associés approuve les comptes annuels, après rapport du commissaire aux comptes s'il existe, et s'il y a lieu les comptes consolidés et le rapport sur la gestion du groupe.

Dans le mois de leur approbation par l'assemblée des associés, la société est tenue de déposer au Greffe du Tribunal de commerce, pour être annexés au Registre du Commerce et des Sociétés, les documents énoncés à l'article L 232-23 du Code de commerce. Ce dépôt peut s'effectuer dans les deux mois par voie électronique.

En cas de refus d'approbation, une copie de la décision de refus est déposée dans le même délai.

Le rapport de gestion doit être tenu à la disposition de toute personne qui en fait la demande.

Lorsque l'associé unique, personne physique, assume personnellement la présidence de la société, le dépôt dans le même délai, au registre du commerce et des sociétés, de l'inventaire et des comptes annuels dûment signés vaut approbation des comptes.

Résultats :

- Détermination : sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds atteint une somme égale au dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue en-dessous de cette fraction.

Le solde, diminué s'il y a lieu des sommes à porter à d'autres fonds de réserve en vertu de la loi, puis augmenté le cas échéant des reports bénéficiaires, constitue le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'assemblée peut décider la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves à sa disposition ; en ce cas, la décision indique les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

- Affectation : après approbation des comptes et constatation de l'existence des sommes distribuables, l'assemblée détermine la part de celles-ci attribuée sous forme de dividende, ce dernier est toutefois prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable.

S'il y a lieu, l'assemblée affecte la part non distribuée du bénéfice distribuable de l'exercice dans les proportions qu'il ou elle détermine, soit à un ou plusieurs fonds de réserves, généraux ou spéciaux, qui restent à sa disposition, soit au compte « report à nouveau ».

Les pertes, s'il en existe, sont portées au compte « report à nouveau » ou compensées directement avec les réserves existantes.

- Mise en paiement des dividendes : les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par la collectivité des associés ou, à défaut, par le président. Toutefois, cette mise en paiement doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prorogation de délai, par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant sur requête à la demande du président.

En cas de démembrement des titres sociaux, il est opéré une distinction entre **résultat courant et exceptionnel**.

Les usufruitiers jouissent sur le résultat courant des mêmes prérogatives qu'un associé. Ils peuvent, sauf abus de jouissance et dans la limite de l'intérêt social, répartir entre eux à proportion des droits qu'ils détiennent en usufruit dans le capital, le résultat courant de l'exercice et le report à nouveau.

Le résultat exceptionnel, lequel résulte notamment de la cession d'immobilisations telles que titres de participation ou immeuble social, est, lorsqu'il est positif, soit réparti entre les nus-proprétaires à proportion du nombre d'actions détenues par chacun d'eux, sous réserve du droit des usufruitiers de reporter leur droit sur les sommes distribuées selon les règles du quasi-usufruit (sans besoin de fournir caution), soit affecté en tout ou en partie à tous fonds de réserve avec ou sans distinction spéciale.

La décision d'affecter le résultat exceptionnel, lorsqu'il est positif, relève de la compétence des seuls usufruitiers.

Pareillement, les sommes prélevées sur les réserves sont l'apanage des nus-proprétaires, sous réserve cependant du droit des usufruitiers de reporter leurs droits sur les sommes ainsi distribuées selon les règles du quasi-usufruit (sans besoin de fournir caution).

De même, le boni de liquidation éventuel sera réparti entre les nus-proprétaires à proportion du nombre d'actions détenues par chacun d'eux, sous réserve du droit des usufruitiers de reporter leur droit sur les sommes distribuées selon les règles du quasi-usufruit (sans besoin de fournir caution).

En cas de distribution prélevée sur les réserves, ou sur un résultat exceptionnel, ou au jour de la distribution du boni de liquidation, les usufruitiers pourront toutefois renoncer au report de leur droit d'usufruit sur le dividende correspondant qui sera alors réparti entre usufruitiers et nus-proprétaires, cette répartition se faisant par application du barème de l'article 669 du Code Général des Impôts.

Dans les rapports entre usufruitier et le nu-proprétaire, toute perte née de l'exploitation courante oblige définitivement l'usufruitier ; toute perte exceptionnelle incombe définitivement au nu-proprétaire.

ARTICLE 16. COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la société peut être exercé par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires effectuant leur mission conformément à la loi dans la mesure où les dispositions contenues dans l'article L 227-9-1 du Code de commerce ci-après littéralement rapporté reçoivent application :

« Les associés peuvent nommer un ou plusieurs commissaires aux comptes dans les conditions prévues à l'article L. 227-9.

Sont tenues de désigner au moins un commissaire aux comptes les sociétés par actions simplifiées qui dépassent, à la clôture d'un exercice social, deux des seuils suivants, fixés par décret en Conseil d'État : le total de leur bilan, le montant de leur chiffre d'affaires hors taxe ou le nombre moyen de leurs salariés au cours de l'exercice.

Sont également tenues de désigner au moins un commissaire aux comptes les sociétés par actions simplifiées qui contrôlent, au sens des II et III de l'article L. 233-16, une ou plusieurs sociétés, ou qui sont contrôlées, au sens des mêmes II et III, par une ou plusieurs sociétés.

Même si les conditions prévues aux deux alinéas précédents ne sont pas atteintes, la nomination d'un commissaire aux comptes peut être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital. »

Nomination :

Les commissaires aux comptes, titulaire et suppléant, seront nommés par la collectivité des associés. Ils seront indéfiniment rééligibles, la reconduction tacite dans leur fonction est inopérante.

Mission :

Les commissaires aux comptes exercent la mission et jouissent des prérogatives définies par la loi.

Plus particulièrement, ils ont pour mission permanente :

- *de vérifier les valeurs et les documents comptables de la société ;*
- *de contrôler la conformité de la comptabilité aux règles en vigueur ;*
- *de vérifier la concordance avec les comptes annuels et la sincérité des informations donnés dans le rapport de gestion et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes de la société.*

Ils ne doivent en aucun cas s'immiscer dans la gestion de la société.

Les commissaires aux comptes sont appelés à l'occasion de toute consultation de la collectivité des associés.

Pour faciliter la mission du ou des commissaires s'il en existe et assurer l'information suffisante du ou des associés, les comptes annuels, le rapport de gestion, le cas échéant les comptes consolidés et le rapport sur la gestion du groupe, sont tenus au siège social à la disposition du ou des commissaires, un mois avant la convocation de l'assemblée annuelle.

Lorsque l'associé unique, personne physique, assume personnellement la présidence de la société, il est fait exception à l'obligation de déposer le rapport de gestion qui doit être toutefois tenu à la disposition de toute personne qui en fait la demande.

Démission

Les commissaires aux comptes peuvent démissionner de leurs fonctions, même pour simple convenance personnelle, à condition de ne pas exercer ce droit d'une manière préjudiciable à la société. En cas de démission du commissaire aux comptes titulaire, le suppléant accède de droit aux fonctions de ce dernier pour la durée restant à courir du mandat de celui-ci.

Révocation - Empêchement :

En cas de faute ou d'empêchement, les commissaires aux comptes peuvent être relevés de leurs fonctions avant l'expiration normale de celles-ci par décision de Justice à la demande de la gérance, de l'associé unique, ou par décision collective des associés.

TITRE VI - DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 17. DROIT D'INFORMATION PERMANENT

Chaque associé a le droit, à toute époque, de prendre connaissance ou copie au siège social des statuts de la société ainsi que des documents ci-après concernant les trois derniers exercices sociaux :

- *Liste des associés avec le nombre d'actions dont chacun d'eux est titulaire et, le cas échéant, le nombre de droits de vote attachés à ces actions.*
- *Les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultats et les annexes.*
- *Les inventaires.*
- *Les rapports et documents soumis aux associés à l'occasion des décisions collectives.*
- *Les procès-verbaux des décisions collectives comportant en annexe, le cas échéant, les pouvoirs des associés représentés.*

En application des dispositions de l'article L 227-11 du Code de commerce, tout associé a le droit d'obtenir communication des conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

ARTICLE 18. TRANSFORMATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Transformation :

La transformation de la société en une société d'une autre forme peut s'effectuer sans délai sous réserve d'une décision prise collectivement par les associés.

Dissolution :

La dissolution de la société intervient de plein droit au terme fixé pour sa durée.

Par décision unanime, la collectivité des associés peut décider à tout moment de la dissolution anticipée ; ce sujet doit être évoqué lorsque les capitaux propres deviennent inférieurs à la moitié du capital social du fait des pertes.

En outre, tout intéressé peut demander en Justice la dissolution de la société lorsque les capitaux propres étant inférieurs à la moitié du capital social, soit le président ou le commissaire aux comptes s'il existe n'a pas provoqué la décision collective des associés visée ci-dessus dans les quatre mois de la constatation des pertes, soit les associés n'ont pu valablement délibérer sur le même sujet, soit à défaut d'assainissement du bilan dans le délai et dans les conditions visées à l'article L 225-248 du Code de commerce.

Il est fait observer que la société n'est dissoute par aucun des événements susceptibles d'affecter l'un de ses associés ou par la révocation d'un président qu'il soit associé ou non. En outre, la mésentente entre les associés se traduisant par une paralysie du fonctionnement de la société constitue un juste motif de dissolution.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la décision éventuelle de dissolution, qu'elle soit volontaire ou judiciaire, entraîne, dans les conditions prévues par la loi, la transmission du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Liquidation :

A l'expiration de la durée sociale ou en cas de dissolution anticipée pour quelque cause que ce soit, la liquidation est assurée par le président alors en fonction.

La liquidation de la société est effectuée conformément aux dispositions de l'article L 237-1 du Code de commerce.

Le produit net de la liquidation, après l'extinction du passif et des frais de liquidation et le remboursement aux associés du montant nominal libéré et non amorti de leurs actions, est réparti entre les associés au prorata du nombre d'actions qu'ils détiennent.

ARTICLE 19. ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Les contestations relatives aux affaires sociales ou à l'interprétation ou à l'exécution des présents statuts, survenant pendant la durée de la société ou au cours de sa liquidation, entre les associés et la société, conformément à la loi, sont soumises à la juridiction du tribunal de commerce compétent du lieu du siège social.

ARTICLE 20. OBLIGATION DE LOYAUTE – MANDAT A EFFET POSTHUME

Il est interdit à tous membres de la société, fondateurs ou non, dirigeants ou non :

- *d'agir dans un sens contraire à l'intérêt de la société ;*
- *d'exercer toute activité en dehors de celle-ci qui pourrait se révéler directement concurrentielle ou déloyale envers ladite société ;*
- *d'établir un mandat à effet posthume en contradiction avec les dispositions des présentes.*

TELS SONT LES STATUTS

PROJET

TROISIEME DECISION

Démission du Gérant

Les **ASSOCIES** décident à l'instant d'**ACCEPTER** la démission de Monsieur Philippe **GANNEAU** de ses fonctions de Gérant de la Société prenant effet à compter de ce jour.

Les **ASSOCIES** décident de donner quitus au Gérant de sa gestion pour l'exercice écoulé.

QUATRIEME DECISION

Nomination du Président

Les **ASSOCIES** décident à l'instant de nommer en qualité de Président Monsieur Philippe **GANNEAU**.

Les fonctions de Président sont d'une durée illimitée.

Le Président déclare accepter cette fonction et n'avoir aucun empêchement à son exercice.

CINQUIEME DECISION

Nomination du Directeur général

Les **ASSOCIES** décident à l'instant de nommer en qualité de Directeur Général Madame Audrey **GANNEAU**.

Les fonctions de Directeur Général sont d'une durée illimitée.

Le Directeur Général déclare accepter cette fonction et n'avoir aucun empêchement à son exercice.

SIXIEME DECISION

Les **ASSOCIES** décident de conférer tous pouvoirs à Monsieur Nathan **DELAPORTE**, collaborateur de la Société par Actions Simplifiée « DUGUESCLIN NOTAIRES », titulaire d'offices notariaux à RENNES (Ille-et-Vilaine), 4 rue du Guesclin et à PARIS (75009), 10 rue La Fayette, ou à tout employé de ladite SAS avec faculté d'agir ensemble ou séparément à l'effet :

- de **SIGNER** toutes pièces ou d'intervenir à tous actes, à toutes délibérations ou à tous actes unanimes d'associés, nécessaires à l'accomplissement des résolutions prises aux présentes, et d'une manière générale d'effectuer tout ce qui sera utile et nécessaire ;
- de **FAIRE** tous dépôts, immatriculations, modifications, et radiations concernant la Société auprès des registres. En conséquence, faire toutes déclarations et démarches, produire toutes pièces justificatives, effectuer tout dépôt de pièces, signer tous documents, requêtes et documents utiles, élire domicile, substituer en totalité ou en partie, et en général faire tout ce qui sera nécessaire ;
- de **FAIRE** tous dépôts et notamment la production du document relatif au bénéficiaire effectif prévu par l'article L. 561-46, R. 561-55 et suivants du code monétaire et financier auprès du Greffe du Tribunal de commerce.

L'exécution de ce mandat vaudra décharge au mandataire.

FIN DES DECISIONS

FORMALITES

1 - Enregistrement

Le présent acte sera enregistré à la Recette des Impôts compétent.

2 - Greffe du Tribunal de Commerce

Les formalités d'usage tant fiscales que de publicité seront effectuées par les soins du Notaire soussigné, savoir le dépôt au greffe du Tribunal de Commerce d'une copie authentique des présentes et de ses annexes.

Tous pouvoirs sont donnés à tout clerc ou collaborateur du notaire soussigné, en vue de l'accomplissement de ces formalités.

DECLARATIONS GENERALES

Les parties déclarent exactes les indications les concernant figurant en tête des présentes.

Elles déclarent avoir la capacité juridique pour agir à l'effet des présentes.

FRAIS

Les frais, droits et honoraires du présent acte et ceux qui en seront la suite ou la conséquence, seront intégralement à la charge de la Société qui s'y oblige.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile en leurs demeures respectives.

MODALITÉS DE DÉLIVRANCE DE LA COPIE AUTHENTIQUE

Le notaire rédacteur des présentes se réserve de n'adresser aux parties une copie authentique de celles-ci qu'en cas de demande expresse de ces dernières, de son mandataire ou de son ayant droit.

Chacune des parties donne son agrément à cette réserve.

Néanmoins, le notaire lui adressera, immédiatement après la signature des présentes, une copie simple de l'acte si l'acte a été signé sur support papier, ou une copie de l'acte électronique s'il a été signé sous cette forme et ce, de manière dématérialisée.

En cas d'envoi par courriel, cet envoi se fera à l'adresse mail des parties qui a été utilisée pour correspondre avec elles durant toute la durée du dossier ou, dans l'hypothèse où l'une d'entre elles est assisté par son notaire, à l'adresse mail de ce dernier.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime la réalité et l'intégralité des conventions et estimations intervenues entre elles.

Elles reconnaissent avoir été informées des sanctions fiscales et des peines correctionnelles encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation ainsi que des conséquences civiles édictées par l'article 1202 du Code civil.

CERTIFICATION D'IDENTITE

Le notaire soussigné certifie que l'identité complète des parties dénommées dans le présent document telle qu'elle est indiquée en tête des présentes à la suite de leur nom ou dénomination lui a été régulièrement justifiée.

MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

L'Office notarial traite des données personnelles concernant les personnes mentionnées aux présentes, pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale et l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique déléguée par l'Etat dont sont investis les notaires, officiers publics, conformément à l'ordonnance n°45-2590 du 2 novembre 1945.

Ces données seront susceptibles d'être transférées aux destinataires suivants :

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Électronique des Notaires, registre du PACS, etc.),
- les offices notariaux participant ou concourant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,
- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour la production des statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013,
- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne et encadré par la signature de clauses contractuelles types de la Commission européenne, visant à assurer un niveau de protection des données substantiellement équivalent à celui garanti dans l'Union Européenne.

La communication de ces données à ces destinataires peut être indispensable pour l'accomplissement des activités notariales.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées. Les vérifications liées aux personnalités politiquement exposées, au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme sont conservées 5 ans après la fin de la relation d'affaires.

Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les personnes peuvent demander l'accès aux données les concernant. Le cas échéant, elles peuvent demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou s'y opposer pour des raisons tenant à leur situation particulière. Elles peuvent également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de leurs données personnelles après leur décès.

L'Office notarial a désigné un Délégué à la protection des données que les personnes peuvent contacter à l'adresse suivante : cil@notaires.fr.

Si les personnes estiment, après avoir contacté l'Office notarial, que leurs droits ne sont pas respectés, elles peuvent introduire une réclamation auprès d'une autorité européenne de contrôle, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.

CERTIFICATION D'IDENTITE

Le notaire soussigné certifie que l'identité complète des parties dénommées dans le présent document telle qu'elle est indiquée en tête des présentes à la suite de leur nom ou dénomination lui a été régulièrement justifiée.

FORMALISME LIE AUX ANNEXES

Les annexes, s'il en existe, font partie intégrante de la minute.

Lorsque l'acte est établi sur support papier les pièces annexées à l'acte sont revêtues d'une mention constatant cette annexe et signée du notaire, sauf si les feuilles de l'acte et des annexes sont réunies par un procédé empêchant toute substitution ou addition.

Si l'acte est établi sur support électronique, la signature du notaire en fin d'acte vaut également pour ses annexes.

PROJET

DONT ACTE sans renvoi

Généré en l'office notarial et visualisé sur support électronique aux lieu, jour, mois et an indiqués en en-tête du présent acte.

Et lecture faite, les parties ont certifié exactes les déclarations les concernant, avant d'apposer leur signature manuscrite sur tablette numérique.

Le notaire, qui a recueilli l'image de leur signature, a lui-même apposé sa signature manuscrite, puis signé l'acte au moyen d'un procédé de signature électronique qualifié.

PROJET

AS/NDE/

PROCURATION

LA SOUSSIGNEE :

Madame Audrey Manon **GANNEAU**, assistante de direction, demeurant à LAVAL (53000) 63 rue de Bretagne.

Née à LAVAL (51600) le 11 septembre 1995.

Célibataire.

Non liée par un pacte civil de solidarité.

De nationalité Française.

Résidente au sens de la réglementation fiscale.

*Figurant ci-après sous la dénomination "**LE MANDANT**".*

MANDAT

Le **MANDANT** constitue, par les présentes, pour son **MANDATAIRE** spécial :

Monsieur Nathan **DELAPORTE** ou à défaut tout collaborateur de la **SAS DUGUESCLIN NOTAIRES**, dont le siège social est à **RENNES (35000)** et titulaire d'un office notarial à **PARIS (75009), 10 rue La Fayette**.

*Ci-après sous la dénomination "**LE MANDATAIRE**".*

Avec pouvoir, en son nom et pour son compte :

- **D'INTERVENIR** à un acte unanime d'associés portant transformation de la Société à Responsabilité Limitée dénommée « **SARL ODREGANE** », (dénommée ci-après la « *la Société* ») ayant son siège social à **SAINT-LÔ (50000)** Zone Neptune II rue Henri Claudel, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de **COUTANCES** et identifiée sous le numéro SIREN 453.124.836, à recevoir par Maître Arnaud SOLLET, Notaire associé de la SAS « **DUGUESCLIN NOTAIRES** », titulaire d'Offices notariaux à **RENNES (Ille-et-Vilaine), 4 rue du Guesclin** et à **PARIS (75009) 10 rue La Fayette** ;

- **DE DECIDER** de la transformation de ladite société en une Société par Actions Simplifiée, ainsi que la loi et les statuts leur en offre la possibilité dans les termes et conditions du projet d'acte demeuré ci-annexé ;
- **DE NOMMER** qui de droit en qualité de Président et de Directeur Général de ladite société conformément aux termes et conditions du projet d'acte demeuré ci-annexé ;
- **D'ACCEPTER** la démission du gérant de ses fonctions de gérant de la Société ;
- **DE SIGNER** toutes pièces et tous actes nécessaires à l'accomplissement de toutes les décisions prises à l'acte unanime d'associés, de faire tous dépôts, immatriculations, modifications, et radiations concernant la Société auprès des registres et d'une manière générale d'effectuer tout ce qui sera utile et nécessaire à la réalisation des opérations précitées ;
- **DE REQUERIR** la formalité de l'enregistrement ;
- **DE REMETTRE** tous titres et pièces et en retirer décharges.

Annexe n°1 – Projet d'acte unanime des associés

Le MANDANT stipule toutefois expressément que le MANDATAIRE sera autorisé à apporter toute modification à la convention faisant l'objet du projet précité s'il le juge utile ou nécessaire.

DECHARGE DE MANDAT

A la suite de ces opérations, le mandataire sera bien et valablement déchargé de tout ce qu'il aura effectué en vertu du présent mandat et des déclarations du constituant par le seul fait de l'accomplissement de l'opération, sans qu'il soit besoin à cet égard d'un écrit spécial.

AUTORISATION DE DESTRUCTION DES DOCUMENTS ET PIECES

Le mandant autorise l'office notarial à détruire toutes pièces et tous documents établis en vue de la conclusion de l'acte pour lequel cette procuration est mise en œuvre, considérant que l'acte contiendra l'intégralité des conventions et justificatifs y annexés auxquels il entend donner le caractère d'authenticité.

PLURI REPRESENTATION

Le mandant, sauf s'il est le représentant d'une personne morale, autorise dès à présent le mandataire à déroger au principe édicté par l'alinéa premier de l'article 1161 du Code civil qui dispose qu'un représentant d'une personne physique ne peut agir pour le compte de plusieurs parties au contrat en opposition d'intérêts ni contracter pour son propre compte avec le représenté. Dans cette hypothèse, le mandataire ne devra pas faire prédominer les intérêts de l'une des parties au préjudice de l'autre.

DECHARGE DE MANDAT

A la suite de ces opérations, le mandataire sera bien et valablement déchargé de tout ce qu'il aura fait en vertu du présent mandat par le seul fait de la signature de l'acte, lequel s'il ne contient aucune réserve autres que celles pouvant être incluses aux présentes emportera de plein droit la décharge du mandataire, sans qu'il soit besoin à cet égard d'un écrit spécial.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes, et généralement faire tout ce qui sera utile et nécessaire.

Le présent acte sous signature privée, visualisé et horodaté par la société DocuSign en sa qualité de service d'horodatage qualifié par l'ANSSI, aux jour mois et an indiqués ci-dessous, a été signé par le(s) comparant(s) à distance au moyen du procédé de signature numérique qualifiée délivré par cette même société en sa qualité d'autorité de certification qualifiée par l'ANSSI et agréée par le conseil supérieur du notariat.

Les parties sont averties que l'article 157 de la loi de finances pour 2021 modifie les articles 658 et 849 du Code général des impôts en permettant que, à leur demande ou à la demande d'une seule d'entre elles, la formalité de l'enregistrement puisse être donnée sur une copie d'acte sous signature privée signé électroniquement.

LE

SIGNATURE DU MANDANT :

DocuSigned by:
 Audrey GIMMELU
78DEB48F637642E...

100333001
AS/NDE/

**L'AN DEUX MILLE VINGT-TROIS,
LE
A PARIS 9^{ème}, 10 rue La Fayette,
Maître Arnaud SOLLET, Notaire associé de la SAS « DUGUESCLIN
NOTAIRES » dont le siège est à RENNES (Ille-et-Vilaine), 4 rue du Guesclin,
titulaire d'un Office Notarial à PARIS 9^{ème}, 10 rue La Fayette,**

A reçu le présent acte contenant :

**TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ A RESPONSABILITE LIMITEE
DENOMMÉE « SARL ODREGANE »
EN UNE SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIEE**

A LA REQUETE DES ASSOCIES :

1^o Monsieur Philippe Christian **GANNEAU**, dirigeant d'entreprise, demeurant à
LAVAL (53000) 63 rue de Bretagne.

Né à LAVAL (53000) le 14 mars 1960.

Célibataire.

Non liée par un pacte civil de solidarité.

De nationalité française.

Résident au sens de la réglementation fiscale.

2^o Madame Audrey Manon **GANNEAU**, assistante de direction, demeurant à
LAVAL (53000) 63 rue de Bretagne.

Née à LAVAL (51600) le 11 septembre 1995.

Célibataire.

Non liée par un pacte civil de solidarité.

De nationalité Française.

Résidente au sens de la réglementation fiscale.

Ci-après dénommées ensemble les « ASSOCIÉS »,

Seuls ASSOCIES de la Société à Responsabilité limitée dénommée « SARL ODREGANE », ci-après désignée,

PRESENCE - REPRESENTATION

Monsieur Philippe GANNEAU à ce non présent mais représenté par Monsieur Nathan DELAPORTE, collaborateur du notaire soussigné, domicilié au titre de ses fonctions à PARIS (75009), 10 rue La Fayette, aux termes d'une procuration sous seing privé en date du [••] dont une copie demeure ci-annexée.

Annexe n°1 – Procuration de Monsieur Philippe GANNEAU

Madame Audrey GANNEAU à ce non présente mais représentée par Monsieur Nathan DELAPORTE, collaborateur du notaire soussigné, domicilié au titre de ses fonctions à PARIS (75009), 10 rue La Fayette, aux termes d'une procuration sous seing privé en date du [••] dont une copie demeure ci-annexée.

Annexe n°2 – Procuration de Madame Audrey GANNEAU

LESQUELS ont requis le Notaire soussigné à l'effet de constater LES MODIFICATIONS STATUTAIRES de la Société à Responsabilité limitée dénommée « SARL ODREGANE ».

EXPOSE PREALABLE

I. CONSTITUTION DE LA SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE DENOMMEE « SARL ODREGANE »

Aux termes d'un acte sous signature privée en date du 2 mars 2004, ont été dressés les statuts de la Société à Responsabilité Limitée dénommée « SARL ODREGANE », (dénommée ci-après la « la Société ») ayant son siège social à SAINT-LÔ (50000) Zone Neptune II rue Henri Claudel, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de COUTANCES et identifiée sous le numéro SIREN 453.124.836.

L'objet de la Société dénommée « SARL ODREGANE » ainsi qu'il résulte des statuts, est le suivant, littéralement rapporté :

« La société a pour objet :

- La prise de participations dans des entreprises commerciales ou immobilières.
- La conduite de consultations ou prestations de services ou conseils divers.

Et généralement toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement. »

Lors de cette constitution, il a été effectué par les associés les apports suivants :

- Par Monsieur Philippe GANNEAU, un apport en numéraire d'un montant de QUATRE MILLE NEUF CENT CINQUANTE EUROS (4.950,00 €) au moyen de deniers personnels ;
- Par Madame Audrey GANNEAU, un apport en numéraire d'un montant de CINQUANTE EUROS (50,00 €) au moyen d'un don de pareille somme qui lui a été fait par Monsieur Philippe GANNEAU sans que la copie enregistrée n'ai été portée à la connaissance du notaire soussigné.

Par ailleurs et en tant que de besoin, il est ici précisé qu'à la faveur d'une augmentation de capital en date du 24 décembre 2004, il a été effectué par Monsieur Philippe **GANNEAU** un apport en nature évalué pour le tout à un montant de DEUX CENT SOIXANTE-SEPT MILLE EUROS (267.000,00 €) se décomposant comme suit :

- Les parts numérotées de 101 à 200 inclus de la Société dénommée « TERDIS », Société à Responsabilité Limitée au capital de SEPT MILLE SIX CENTS EUROS (7.600,00 €) dont le siège social est situé à MOON-SUR-ELLE (50356) 3 chemin des Vignettes, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de COUTANCES et identifiée sous le numéro SIREN 452.465.743 pour un montant de QUATRE-VINGT-DIX MILLE EUROS (90.000,00 €) ;
- Les parts numérotées de 81 à 160 inclus de la Société dénommée « KADODIS », Société à Responsabilité limitée au capital de HUIT MILLE EUROS (8.000,00 €) dont le siège social est situé à MOON-SUR-ELLE (50356) 3 chemin des Vignettes, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de COUTANCES et identifiée sous le numéro SIREN 451.876.668 pour un montant de DEUX MILLE EUROS (2.000,00 €) ;
- Les parts numérotées de 256 à 455 inclus de la Société dénommée « B+P G » Société à Responsabilité limitée au capital de SEPT MILLE SIX CENT VINGT-DEUX EUROS (7.622,00 €) dont le siège social est situé à VAUDRY (14500) 2 route de Condé, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de CONDE-SUR-NOIREAU et identifiée sous le numéro SIREN 422.686.550 pour un montant de CENT MILLE EUROS (100.000,00 €) ;
- Les parts numérotées de 1 à 250 de la Société dénommée « AGL SERVICES », Société à Responsabilité Limitée au capital de SEPT MILLE SIX CENT VINGT-DEUX EUROS ET QUARANTE-CINQ CENTIMES (7.622,45 €) dont le siège social est situé à LAVAL (53000) 63 rue de Bretagne, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de LAVAL et identifiée sous le numéro SIREN 403.749.146 pour un montant de SOIXANTE-QUINZE MILLE EUROS (75.000,00 €).

Monsieur Philippe **GANNEAU** a été nommé Gérant de la société aux termes des statuts constitutifs pour une durée indéterminée.

II. REPARTITION ACTUELLE DU CAPITAL SOCIAL DE LA SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE DENOMMEE « SARL ODREGANE »

Par suite des faits et actes sus-relatés et suivants, le capital social de la Société est fixé à la somme d'**UN MILLION D'EUROS (1.000.000,00 €)** :

- A la faveur d'une Assemblée Générale en date du 20 décembre 2012, le capital social de la Société a été augmenté d'un montant de SOIXANTE-DIX-HUIT MILLE EUROS (78.000,00 €) par incorporation de réserves pour le porter à TROIS CENT CINQUANTE MILLE EUROS (350 000,00 €) moyennant l'attribution de MILLE CINQ CENT SOIXANTE (1.560) parts nouvelles de CINQUANTE EUROS (50,00 €) chacune ;
- Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 15 juin 2019, le capital de la Société a été augmenté d'un montant de SIX CENT CINQUANTE MILLE EUROS (650.000,00 €) par incorporation de réserves pour le porter à UN MILLION D'EUROS (1.000.000,00 €) moyennant l'attribution de TREIZE MILLE (13.000) parts nouvelles de CINQUANTE EUROS (50,00 €) chacune.

Le capital social de la Société est divisé en VINGT MILLE (20.000) parts de CINQUANTE EUROS (50,00 €) chacune, attribuées aux associés de la manière suivante :

1°- Monsieur Philippe **GANNEAU**, DIX-NEUF
MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-DIX-NEUF
parts, ci..... 19.999 parts

2°- Madame Audrey **GANNEAU**, UNE part, ci..... 1 part

TOTAL, égal au nombre de parts composant le
capital social, soit20.000 parts

CECI ETANT EXPOSE, il est passé à l'acte unanime d'associés de la Société
à Responsabilité limitée dénommée « **SARL ODREGANE** » objet des présentes :

PREMIERE DECISION

Les **ASSOCIES** de la Société dénommée « **SARL ODREGANE** » décident à l'instant de transformer ladite société en une Société par Actions Simplifiée, ainsi que la loi et les statuts leur en offre la possibilité.

ABSENCE DE CREATION D'UNE PERSONNE MORALE NOUVELLE

Conformément aux dispositions de l'article 1844-3 du Code civil, la transformation régulière d'une société en une société d'une autre forme n'entraînera pas la création d'une personne morale nouvelle. En l'espèce, la transformation n'entraîne pas un changement d'activité.

Les droits et obligations contractés par la Société dénommée « **SARL ODREGANE** » sous son ancienne forme subsistent sous la nouvelle forme.

IDENTITE DE REGIME FISCAL

En outre, la présente transformation n'entraîne pas modification du régime fiscal de la Société dénommée « **SARL ODREGANE** », ladite Société restant soumise à l'impôt sur les sociétés.

ABSENCE DE PRIVILEGE, NANTISSEMENT OU D'OUVERTURE D'UNE PROCEDURE COLLECTIVE

Les **ASSOCIES** déclarent que les parts de la Société ne sont grevées d'aucun nantissement ou privilège.

A l'appui de cette déclaration, un état relatif aux inscriptions des privilèges et publications délivré par le service Infogreffe en date du [••] est demeuré annexé.

Annexe n°3 – Etat relatif aux inscriptions des privilèges et publications

Demeure également ci-après annexé un certificat d'absence d'ouverture d'une procédure collective contre la Société dénommée « **SARL ODREGANE** » en date du [••].

Annexe n°4 - Certificat d'absence d'ouverture d'une procédure collective

RAPPORT DU COMMISSAIRE A LA TRANSFORMATION

La transformation objet des présentes a fait l'objet d'un rapport émis par Monsieur Gwenolé **LE PROVOST**, Expert-comptable et Commissaire aux comptes, désigné en qualité

de Commissaire à la transformation, en date du [••] et attestant notamment que le montant des capitaux propres est au moins égal à celui du capital social.

Demeurent ci-après annexés :

- Une copie de la désignation unanime des associés portant désignation du commissaire à la transformation en date du [••];

Annexe n°5 – Décision unanime des associés portant désignation

- L'attestation de dépôt du rapport auprès des services du greffe du Tribunal de commerce de COUTANCES (article R. 123-105 du Code de commerce) ;

Annexe n°6 – Attestation de dépôt du rapport

- Le rapport établi par Monsieur Gwenolé **LE PROVOST** en date du [••], susnommé.

Annexe n°7 – Rapport du commissaire à la transformation

Le changement de forme sociale sera soumis à la formalité d'enregistrement prévue à l'article 635-5° du Code général des impôts, sans qu'aucune perception d'impôt direct à la charge de la Société dénommée « **SARL ODREGANE** » ou des **ASSOCIES** ne soit effectuée, en ce que ladite transformation n'entraîne ni un changement de statut fiscal de la société transformée, ni la création d'une personne morale nouvelle.

DEUXIEME DECISION

REFONTE DES STATUTS DE LA SOCIETE

Compte tenu des décisions précédentes, les **ASSOCIES** de la Société dénommée « **SARL ODREGANE** » décident à l'instant de modifier l'intégralité des dispositions prévues aux statuts de ladite société, afin de les remplacer entièrement par les dispositions suivantes :

« TITRE I - CARACTERISTIQUES

ARTICLE 1 - FORME

La Société a été initialement constituée sous la forme d'une Société à Responsabilité Limitée aux termes d'un acte sous signature privée en date du 2 mars 2004.

Elle a été transformée en Société par Actions Simplifiée à la faveur d'un acte unanime des associés en date du [••].

Elle pourra être pluripersonnelle ou unipersonnelle et ne pourra pas faire appel public à l'épargne.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a principalement pour objet social, tant en France qu'à l'étranger :

- *L'activité de société holding, à savoir la participation directe ou indirecte de la Société dans toutes sociétés commerciales ou civiles, notamment par voie de création de société, d'apport, de souscription, d'achat ou d'échange de titres ou de droits sociaux ou autrement ainsi que l'administration, la gestion et la cession de cette participation ;*
- *L'acquisition par voie d'achat ou d'apport, la propriété, la prise à bail de toute sorte et pour toute destination, la mise en valeur, la transformation de toutes constructions et par tous travaux de viabilité, la construction pour toutes destinations, l'aménagement, l'administration et la location de tout type faite à titre onéreuse, le commodat, la vente, de tous biens et droits immobiliers bâtis ou non bâtis, de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question ;*

- L'administration, la gestion et la cession de parts de sociétés civiles immobilières ou de parts de sociétés civiles de placements immobiliers dont elle pourrait devenir propriétaire par voie d'acquisition, d'échange, d'apport ou autrement ;
- La propriété, la gestion, directe ou indirecte, et la cession de tout portefeuille de valeurs mobilières ainsi que toutes opérations financières quelconques pouvant s'y rattacher, incluant l'achat et la vente de tout support de placements financiers, tels que valeurs mobilières, parts d'OPCVM, la souscription de contrat de capitalisation etc... et de toutes liquidités, en euros ou en toute monnaie étrangère ;
- L'emprunt de tous les fonds nécessaires à cet objet et la mise en place de toutes sûretés réelles ou personnelles ou toutes autres garanties nécessaires à l'accomplissement de cet objet ;
- Le « cautionnement », réel ou personnel, des biens sociaux, consenti pour la constitution du patrimoine social.

Et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement. »

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la société est : « **ODREGANE** ».

Dans tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S. », ensuite de l'énonciation du montant du capital social, du siège social, et du numéro d'identification SIREN, puis la mention RCS suivie du nom de la ville où se trouve le Greffe où elle est immatriculée.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à **PARIS (75009) 57 rue des Martyrs**.

Il peut être transféré en tout autre endroit par simple décision de la présidence.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est de **QUATRE-VINGT-DIX-NEUF (99) années** à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, la durée de la Société pourra être prorogée par décision collective des associés.

TITRE II - CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 6. APPORTS

Lors de la constitution de la société, le capital social s'élevait à un montant de **CINQ MILLE EUROS (5.000,00 €)** constitué au moyen d'apports en numéraire intégralement libérés.

Par suite des faits et actes sus-relatés et suivants, le capital social de la Société est fixé à la somme d'**UN MILLION D'EUROS (1.000.000,00 €)** divisé en **VINGT MILLE (20.000)** parts de **CINQUANTE EUROS (50,00 €)** chacune, non numérotées :

- A la faveur d'une augmentation de capital en date du 24 décembre 2004, il a été effectué par Monsieur Philippe **GANNEAU** un apport en nature évalué pour le tout à un montant de **DEUX CENT SOIXANTE-SEPT MILLE EUROS (267.000,00 €)** se décomposant comme suit :
 - Les parts numérotées de 101 à 200 inclus de la Société dénommée « TERDIS », Société à Responsabilité Limitée au capital de **SEPT MILLE SIX CENTS EUROS (7.600,00 €)** dont le siège social est situé à **MOON-SUR-ELLE (50356) 3 chemin**

des Vignettes, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de COUTANCES et identifiée sous le numéro SIREN 452.465.743 pour un montant de QUATRE-VINGT-DIX MILLE EUROS (90.000,00 €) ;

- Les parts numérotées de 81 à 160 inclus de la Société dénommée « KADODIS », Société à Responsabilité limitée au capital de HUIT MILLE EUROS (8.000,00 €) dont le siège social est situé à MOON-SUR-ELLE (50356) 3 chemin des Vignettes, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de COUTANCES et identifiée sous le numéro SIREN 451.876.668 pour un montant de DEUX MILLE EUROS (2.000,00 €) ;
 - Les parts numérotées de 256 à 455 inclus de la Société dénommée « B+P G » Société à Responsabilité limitée au capital de SEPT MILLE SIX CENT VINGT-DEUX EUROS (7.622,00 €) dont le siège social est situé à VAUDRY (14500) 2 route de Condé, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de CONDE-SUR-NOIREAU et identifiée sous le numéro SIREN 422.686.550 pour un montant de CENT MILLE EUROS (100.000,00 €) ;
 - Les parts numérotées de 1 à 250 de la Société dénommée « AGL SERVICES », Société à Responsabilité Limitée au capital de SEPT MILLE SIX CENT VINGT-DEUX EUROS ET QUARANTE-CINQ CENTIMES (7.622,45 €) dont le siège social est situé à LAVAL (53000) 63 rue de Bretagne, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de LAVAL et identifiée sous le numéro SIREN 403.749.146 pour un montant de SOIXANTE-QUINZE MILLE EUROS (75 000,00 €).
- A la faveur d'une Assemblée Générale en date du 20 décembre 2012, le capital social de la Société a été augmenté d'un montant de SOIXANTE-DIX-HUIT MILLE EUROS (78.000,00 €) par incorporation de réserves pour le porter à TROIS CENT CINQUANTE MILLE EUROS (350 000,00 €) moyennant l'attribution de MILLE CINQ CENT SOIXANTE (1.560) parts nouvelles de CINQUANTE EUROS (50,00 €) euros chacune ;
- Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 15 juin 2019, le capital de la Société a été augmenté d'un montant de SIX CENT CINQUANTE MILLE EUROS (650.000,00 €) par incorporation de réserves pour le porter à UN MILLION D'EUROS (1.000.000,00 €) moyennant l'attribution de TREIZE MILLE (13.000) parts nouvelles de CINQUANTE EUROS (50,00 €) chacune.

ARTICLE 7. CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme d'UN MILLION D'EUROS (1.000.000,00 €).

Il est divisé en VINGT MILLE (20.000) parts de CINQUANTE EUROS (50,00 €), entièrement souscrites et libérées.

ARTICLE 8. MODIFICATION DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi. Dans tous les cas, si l'opération fait apparaître des rompus, les associés feront leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droits nécessaires.

1/ Augmentation de capital

Principe :

Le capital social peut être augmenté, de toutes les manières autorisées par la loi en vertu d'une décision collective des associés.

Si l'augmentation de capital est réalisée pour partie ou en totalité, par des apports en nature, la décision de la collectivité des associés constatant l'augmentation de capital et l'augmentation consécutive du capital ainsi que la modification des statuts, doit contenir l'évaluation de chaque apport, au vu d'un rapport

annexé à cette décision et établi sous sa responsabilité par un commissaire aux apports désigné à l'unanimité des associés ou par le Président du Tribunal de commerce sur requête.

Droit préférentiel de souscription :

Chaque associé a un droit préférentiel de souscription pour l'émission d'actions de numéraire. Ce droit s'exerce proportionnellement au nombre d'actions détenues. Toutefois, une décision collective peut supprimer ce droit de souscription. En outre, chaque associé peut, sous certaines conditions, renoncer individuellement à ce droit préférentiel de souscription.

2/ Réduction du capital

La collectivité des associés peut aussi, sous réserve, le cas échéant, des droits de créanciers, autoriser ou décider la réduction du capital social pour quelque cause ou de quelque manière que ce soit, mais en aucun cas, la réduction du capital ne peut porter atteinte à l'égalité entre associés.

PROJET

TITRE III - ACTIONS

ARTICLE 9. ACTIONS

Titre :

Les actions sont nominatives et négociables dans les conditions indiquées aux présentes.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes tenus à cet effet par la société dans les conditions et suivant les modalités prévues par la loi.

A la demande de l'associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

Tout associé peut, après toute modification statutaire, demander la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande. A ce document est annexée la liste mise à jour des associés, l'identité du président et, le cas échéant, des autres organes sociaux.

Droits attachés aux actions :

Chaque action donne droit dans la répartition des bénéfices, des réserves et du boni de liquidation, à une fraction proportionnelle au nombre d'actions existantes.

Droit de vote :

Chaque action donne le droit de participer aux décisions collectives des associés et donne droit à une voix.

Usufruit - nue-propriété :

Le droit de vote s'exercera selon les modalités prévues à l'article 13 des présents statuts.

Indivisibilité des actions :

Chaque action est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis d'une ou plusieurs actions sont représentés auprès de la société dans les diverses manifestations de la vie sociale par un mandataire unique choisi parmi les indivisaires ou les associés. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en Justice, à la demande du plus diligent des indivisaires.

La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

Libération des apports en numéraire :

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, du quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du président, dans le délai de cinq ans soit à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque titulaire d'actions.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions portera, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'associé défaillant des sanctions et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

ARTICLE 10. CESSION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

MUTATION ENTRE VIFS OU PAR DECES

Formalités - Opposabilité :

1 - En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Après la dissolution de la société, elles demeurent négociables jusqu'à la clôture de la liquidation.

2 - La cession de ces actions s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est préalablement inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « registre des mouvements ».

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement.

L'ordre de mouvement est signé par le cédant ou son mandataire ; si les actions ne sont pas entièrement libérées, il doit être en outre signé par le cessionnaire.

La société peut exiger que la signature des parties soit certifiée par un officier public ou le maire de leur domicile, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

La transmission d'actions à titre gratuit ou en suite de décès s'opère également par un ordre de mouvement, transcrit sur le registre des mouvements, sur justification de la mutation dans les conditions légales.

Les frais de transfert des actions sont à la charge des cessionnaires, sauf convention contraire entre cédants et cessionnaires.

La société établit la liste des associés avec indication du nombre d'actions détenues et du domicile déclaré par chacun d'eux, préalablement à toute décision collective.

Lors de chaque établissement de la liste, mention est portée sur le registre des mouvements, de la date de celle-ci, du nombre total des actions existantes et du nombre d'actions ayant fait l'objet de création, cession, mutation ou annulation depuis l'établissement de la dernière liste.

Domaine de l'agrément :

*Toutes opérations, notamment toutes cessions, échanges, apports à société d'éléments isolés, donations, ayant pour but ou conséquence le transfert d'un droit quelconque de propriété sur une ou plusieurs actions entre toutes personnes physiques ou morales, à l'exception de celles qui seraient visées à l'alinéa qui suit, sont soumises, **à peine de nullité, à l'agrément préalable de la société donné par le seul président.***

Cessions libres :

Toutefois, seront dispensées d'agrément les cessions consenties à des associés ou à des ascendants ou descendants du cédant.

Décès d'un associé :

La Société n'est pas dissoute par le décès d'un associé, mais continue de plein droit avec ses héritiers ou légataires, sans qu'il soit besoin d'un agrément des associés. Toutefois, lorsque la succession est dévolue à une personne morale, celle-ci ne peut devenir associée qu'avec l'agrément du président de la Société.

Liquidation de communauté :

Les actions sont librement transmissibles en cas de liquidation de communauté de biens entre époux.

Procédure :

L'opération projetée doit être portée à la connaissance du président par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en indiquant le nombre d'actions cédées, le prix et les modalités de paiement, l'identité du ou des cessionnaires ou ayants-droit proposés, les conventions annexes : répartition des résultats, prise en compte de l'existence d'un compte-courant, garantie de passif.

L'agrément résulte soit d'une notification soit du défaut de réponse plus de deux mois à partir de la date inscrite sur le récépissé de la lettre adressée au président.

Le défaut d'agrément doit être notifié dans le délai visé à l'alinéa précédent, sans que ce refus ait à être motivé. En cas de refus d'agrément, les actions peuvent être rachetées, avec l'accord du cédant, par la société qui est alors tenue de les annuler un mois au plus tard après l'acquisition. Le président sollicite cet accord par

lettre recommandée avec demande d'avis de réception à laquelle le cédant doit répondre dans les dix (10) jours de la réception. A défaut de réponse dans ce délai, le cédant est réputé avoir accepté.

EXCLUSION

L'exclusion d'un associé pourra s'effectuer par une décision collective des autres associés dûment motivée basée sur des faits et un comportement de nature à compromettre la pérennité de la société.

La décision enjoindra cet associé de céder ses actions dans le délai de six mois. Ce rachat s'effectuera selon une valeur conventionnellement fixée ou établie à dire d'expert.

La décision d'exclusion peut prononcer la suspension des droits de vote de l'associé exclu jusqu'à la date de cession de ses actions ; en revanche ses droits de nature pécuniaire ne peuvent être suspendus.

Il est fait observer que l'associé dont l'exclusion est prévue ne peut être privé de son droit de participer à cette décision et de voter sur son exclusion.

La décision d'exclusion ne peut intervenir sans que les griefs invoqués à l'encontre de l'associé susceptible d'être exclu lui aient été préalablement communiqués au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception et ce afin qu'il puisse présenter aux autres associés les motifs de son désaccord sur le projet d'exclusion, lesquels doivent, en tout état de cause, être mentionnés dans la décision des associés.

En outre, l'exclusion ne peut être prononcée sans que la société ait pris dans les mêmes conditions la décision, soit de désigner un cessionnaire pour les actions de l'associé exclu, soit de procéder elle-même au rachat desdites actions dans le cadre d'une réduction de son capital social.

RECOURS A L'EXPERTISE

En cas de recours à l'expertise si contestation sur la valeur de cession ou de rachat, telle que prévue par l'article 1843-4 du Code civil, les frais et honoraires de celle-ci sont répartis entre les anciens et nouveaux titulaires des actions, mais solidairement entre eux à l'égard de l'expert. La répartition entre chacun d'eux a lieu au prorata du nombre d'actions anciennement ou nouvellement détenues.

En cas de retrait, le retrayant supporte seul la charge de l'expertise éventuelle.

Lorsque la société continue avec les associés survivants, l'héritier est seulement créancier de la société et n'a droit qu'à la valeur de ses droits sociaux, valeur déterminée au jour du décès. En cas de contestation sur son montant, cette valeur est fixée par l'expert de l'article 1843-4 sus visé.

ARTICLE 11. COMPTES COURANTS

Les associés peuvent laisser ou mettre à disposition de la Société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin. Les conditions de retrait ou de remboursement de ces sommes, ainsi que leur rémunération, sont déterminées d'un commun accord entre l'associé concerné et le Président de la Société.

TITRE IV - ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

ARTICLE 12. PRESIDENCE ET DIRECTION GENERALE

Nomination :

La présidence est assurée par une personne physique ou morale, associé ou non, nommée avec ou sans limitation de durée.

La nomination du président doit être effectuée par décision collective des associés. La durée de son mandat est fixée par la décision qui le nomme.

Le Président actuel de la Société est Monsieur Philippe GANNEAU.

Pouvoirs :

La société est représentée à l'égard des tiers par son seul président.

Dans les rapports avec les tiers comme dans les rapports avec les associés, le président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. La société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social.

Les éventuelles dispositions statutaires limitant les pouvoirs du président sont inopposables aux tiers.

Délégation de pouvoirs :

Dans la mesure de ses pouvoirs définis ci-dessus, le président peut donner toutes délégations de pouvoirs à tous tiers pour un ou plusieurs objets déterminés. Cette délégation doit être faite par acte spécial déposé au Greffe.

Sûretés :

Les sûretés sur les biens de la société sont consenties en vertu de pouvoirs pouvant résulter des présents statuts, de délibérations ou délégations.

Rémunération :

Le président a droit en rémunération de ses fonctions à un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel, dont les modalités de fixation et règlement sont déterminées par décision collective des associés.

Assiduité - concurrence :

Sauf à obtenir une dispense de la collectivité des associés, le président est tenu de consacrer tout son temps et tous ses soins aux affaires sociales.

Pendant l'accomplissement de son mandat, le président s'interdit de faire directement ou indirectement concurrence à la société.

Obligations :

Le président est soumis aux obligations fixées par la loi et les règlements et notamment à l'établissement des comptes annuels et du rapport de gestion ainsi que - si les critères sont remplis - des documents comptables et financiers et des rapports visés aux articles L 232-2, L 232-3 et L 232-4 du Code de commerce.

Le président est tenu en outre de satisfaire aux diverses prérogatives du comité d'entreprise ou, à son défaut, des délégués du personnel. Le comité d'entreprise ou, à défaut, les délégués du personnel exercent dans les sociétés commerciales les attributions prévues aux articles L 422-4, L 432-5 du Code du travail.

Démission :

Le président peut démissionner sans juste motif sous réserve de notifier sa démission à chacun des associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Sa démission ne sera effective qu'après un délai de préavis de trois mois courant à compter de l'envoi de la lettre recommandée.

Le président démissionnaire convoquera l'organe compétent pour désigner son successeur. Cet organe sera convoqué pour une date impérativement fixée dans les trente jours du délai de préavis. A défaut d'avoir effectué cette convocation, il restera en fonction jusqu'à la réunion de l'organe appelé à désigner son successeur.

Révocation :

Le président est révocable par le même organe et selon les mêmes règles de quorum et de majorité nécessaires à sa nomination. Le président révoqué sans justes motifs peut obtenir des dommages-intérêts.

Il est également révocable par décision de justice pour cause légitime.

Directeur général :

Le ou les directeurs généraux et le ou les directeurs généraux délégués peuvent être des personnes physiques ou morales ayant ou non la qualité d'associé.

Un directeur général et plusieurs directeurs généraux délégués peuvent être nommés par le président. Le président fixe la durée du mandat et sa rémunération éventuelle. Le directeur général est révocable à tout moment par le président.

Les pouvoirs du directeur général sont fixés par le président. Il en ira de même pour les directeurs généraux délégués.

Le directeur général actuel de la société est Madame Audrey GANNEAU.

ARTICLE 13. DÉCISIONS COLLECTIVES

Décisions à prendre collectivement :

Sont exercées collectivement par les associés uniquement les attributions dévolues aux assemblées générales des sociétés anonymes, en matière, savoir :

- ✓ D'augmentation, d'amortissement ou de réduction de capital,
- ✓ De fusion, de scission, de dissolution, de transformation en une société d'une autre forme,
- ✓ De nomination de commissaires aux comptes, de comptes annuels et de bénéfices sont, dans les conditions prévues par les statuts,
- ✓ Et les actes dont la conclusion est soumise aux termes des présents statuts à l'autorisation préalable de la collectivité des associés.

Toutes les autres décisions sont prises par le Président sans qu'il soit besoin d'une quelconque autorisation de la collectivité des associés.

Décisions collectives - décisions de l'associé unique :

Les décisions collectives des associés sont prises en assemblée ou par voie de consultation écrite, au choix du président.

Les associés peuvent valablement prendre une décision collective dans un acte dans la mesure où ce dernier porte le nom et la signature de l'ensemble des associés, qu'ils soient présents ou représentés.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour toutes décisions si la convocation en est demandée par un ou plusieurs associés dans les conditions définies ci-après à l'article « Droit de convocation » ci-après.

Au cas où le nombre des associés serait réduit à un, l'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés sous forme de décisions unilatérales.

Droit de convocation :

Les associés sont convoqués par le président, à défaut, ils le sont par le commissaire aux comptes s'il existe.

En outre, un ou plusieurs associés détenant la moitié des actions ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des actions, peuvent convoquer la réunion d'une assemblée.

Tout associé peut, également, obtenir par ordonnance du président du Tribunal de commerce statuant en référé la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée.

Toute décision collective prise à la suite d'une convocation irrégulière peut être annulée. Toutefois, l'action en justice n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

Mode de convocation :

Les convocations sont adressées aux associés quinze jours au moins avant la réunion, et ce par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Celles-ci indiquent l'ordre du jour.

Lieu de convocation :

Le lieu de convocation est soit le siège social soit tout autre lieu indiqué par le président.

Droit de communication - délai :

Quinze jours au moins avant la date de la réunion d'une l'assemblée, les documents suivants doivent être adressés à chaque associé : le texte des résolutions proposées, le rapport du président, celui du commissaire aux comptes s'il existe.

Pendant ce délai, ces mêmes documents sont tenus à la disposition des associés au siège social.

En cas de consultation écrite, les mêmes documents sont adressés à chaque associé qui dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception pour émettre son vote par écrit.

En outre, lorsqu'il s'agit de l'assemblée annuelle destinée à l'approbation des comptes, doivent être adressés à chaque associé : l'inventaire, les comptes annuels, le cas échéant les comptes consolidés, le rapport sur la gestion du groupe, et le rapport du commissaire aux comptes s'il existe.

Représentation :

Un associé peut se faire représenter par son conjoint ou un autre associé à moins que la société ne comprenne que deux époux ou deux associés. L'associé unique ne peut déléguer ses pouvoirs.

Lorsque les actions sont frappées de saisie-arrêt ou sont données en nantissement, le débiteur reste associé.

Les représentants légaux d'associés juridiquement protégés peuvent participer au vote même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés.

Les sociétés et autres personnes morales associées sont représentées soit par leur représentant légal soit par toute personne physique qu'elles se seront substituées.

L'article 1161 du Code civil dispose qu'un représentant ne peut agir pour le compte des deux parties au contrat ni contracter pour son propre compte avec le représenté.

En ces cas, l'acte accompli est nul à moins que la loi ne l'autorise ou que le représenté ne l'ait autorisé ou ratifié.

Comité d'entreprise :

Dans la mesure où il existe un comité d'entreprise, et conformément aux dispositions de l'article L 432-6-1, II, du Code du travail, les décisions quelles que soient leurs formes, devront être prises dans le strict respect des prescriptions dudit article.

Deux membres du comité d'entreprise désignés en son sein peuvent assister aux assemblées d'associés dans les conditions prévues par la loi et requérir l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour des assemblées des associés. Ils doivent, à leur demande, être entendus lors de toute délibération requérant l'unanimité des associés.

Vingt-cinq jours au moins avant la date de l'assemblée, les demandes d'inscription des projets de résolution sont adressées par le membre du comité d'entreprise mandaté à cet effet au président qui les examine et en accuse réception par tout moyen faisant preuve de la notification, dans un délai de dix jours.

En application de la loi, le comité d'entreprise peut demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer une assemblée en cas d'urgence.

Procès-verbaux :

Les procès-verbaux des décisions collectives doivent être établis sur un registre spécial sur des feuilles mobiles cotées et paraphées comportant les mentions suivantes : date et lieu de la réunion, nom et qualité du président, identité des associés présents ou représentés avec l'indication du nombre d'actions qu'ils détiennent, les documents et rapports soumis, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix, le résultat du vote.

En cas de consultation écrite, il en est fait mention dans le procès-verbal auquel est annexée la réponse de chaque associé.

Les procès-verbaux sont établis et signés par le président et le président de séance. Les copies ou extraits sont valablement certifiés par le président ou éventuellement les liquidateurs.

Règles de majorité :

Toutes les décisions collectives sont prises à l'unanimité.

Conventions interdites :

L'article L 225-43 du Code de commerce interdit aux dirigeants de la société de contracter sous quelque forme que ce soit, à peine de nullité du contrat, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par cette dernière un découvert ou encore de se faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements financiers envers les tiers.

Les interdictions prévues à l'article L 225-43 ne s'appliquent pas aux conventions passées avec un simple associé, même si celui-ci dispose d'une fraction des droits de vote supérieure à 10%, ni celles passées avec une société contrôlant une société associée de la S.A.S.

Conventions réglementées :

Conformément aux dispositions de l'article L 227-10 du Code de commerce, les conventions conclues directement ou par personne interposée entre la société et son président, ses autres dirigeants, un actionnaire détenant plus de 10% des droits de vote ou s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant, doivent être soumises au contrôle des associés.

Le président doit porter à la connaissance du commissaire aux comptes, s'il en existe un, ces conventions dans le délai d'un mois à compter de leur conclusion

Le commissaire aux comptes ou à défaut le président présente à la collectivité des associés un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et son président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce.

La collectivité des associés statue sur ce rapport.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa, lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention sur le registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et son dirigeant.

Les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales ne sont pas soumises aux dispositions sus visées. Cependant, sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties, elles sont communiquées au commissaire aux comptes s'il existe. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

Démembrement des titres sociaux :

Lorsque les actions font l'objet d'un démembrement – usufruit d'une part et nue-propriété d'autre part – l'usufruitier exerce le droit de vote attachés aux titres dont la propriété est démembrée uniquement pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, le droit de vote appartenant au nu-propriétaire pour toutes les autres décisions.

TITRE V - COMPTES SOCIAUX

ARTICLE 14. EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le **PREMIER JANVIER** et se termine le **TRENTE-ET-UN DECEMBRE** de chaque année.

Une assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice doit être réunie chaque année dans les six mois de la clôture de l'exercice.

ARTICLE 15. COMPTES SOCIAUX- RÉSULTATS

Comptes sociaux :

La société procède à l'enregistrement des opérations sociales en conformité des prescriptions des articles L 123-12 et suivants du Code de commerce.

A la clôture de chaque exercice, le président fait dresser l'inventaire et établir les comptes annuels le rapport de gestion, le rapport du commissaire aux comptes s'il existe. Il fait établir et publier, le cas échéant, les comptes consolidés ainsi que le rapport sur la gestion du groupe. L'associé unique est dispensé du rapport de gestion (dans la mesure où la société ne dépasse pas l'un des deux seuils fixés par les articles L 232-IV et R 232-1-1 du Code de commerce).

Dans le délai de six mois après la clôture de l'exercice, l'assemblée des associés approuve les comptes annuels, après rapport du commissaire aux comptes s'il existe, et s'il y a lieu les comptes consolidés et le rapport sur la gestion du groupe.

Dans le mois de leur approbation par l'assemblée des associés, la société est tenue de déposer au Greffe du Tribunal de commerce, pour être annexés au Registre du Commerce et des Sociétés, les documents énoncés à l'article L 232-23 du Code de commerce. Ce dépôt peut s'effectuer dans les deux mois par voie électronique.

En cas de refus d'approbation, une copie de la décision de refus est déposée dans le même délai.

Le rapport de gestion doit être tenu à la disposition de toute personne qui en fait la demande.

Lorsque l'associé unique, personne physique, assume personnellement la présidence de la société, le dépôt dans le même délai, au registre du commerce et des sociétés, de l'inventaire et des comptes annuels dûment signés vaut approbation des comptes.

Résultats :

- Détermination : sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds atteint une somme égale au dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue en-dessous de cette fraction.

Le solde, diminué s'il y a lieu des sommes à porter à d'autres fonds de réserve en vertu de la loi, puis augmenté le cas échéant des reports bénéficiaires, constitue le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'assemblée peut décider la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves à sa disposition ; en ce cas, la décision indique les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

- Affectation : après approbation des comptes et constatation de l'existence des sommes distribuables, l'assemblée détermine la part de celles-ci attribuée sous forme de dividende, ce dernier est toutefois prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable.

S'il y a lieu, l'assemblée affecte la part non distribuée du bénéfice distribuable de l'exercice dans les proportions qu'il ou elle détermine, soit à un ou plusieurs fonds de réserves, généraux ou spéciaux, qui restent à sa disposition, soit au compte « report à nouveau ».

Les pertes, s'il en existe, sont portées au compte « report à nouveau » ou compensées directement avec les réserves existantes.

- Mise en paiement des dividendes : les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par la collectivité des associés ou, à défaut, par le président. Toutefois, cette mise en paiement doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prorogation de délai, par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant sur requête à la demande du président.

En cas de démembrement des titres sociaux, il est opéré une distinction entre **résultat courant et exceptionnel**.

Les usufruitiers jouissent sur le résultat courant des mêmes prérogatives qu'un associé. Ils peuvent, sauf abus de jouissance et dans la limite de l'intérêt social, répartir entre eux à proportion des droits qu'ils détiennent en usufruit dans le capital, le résultat courant de l'exercice et le report à nouveau.

Le résultat exceptionnel, lequel résulte notamment de la cession d'immobilisations telles que titres de participation ou immeuble social, est, lorsqu'il est positif, soit réparti entre les nus-propriétaires à proportion du nombre d'actions détenues par chacun d'eux, sous réserve du droit des usufruitiers de reporter leur droit sur les sommes distribuées selon les règles du quasi-usufruit (sans besoin de fournir caution), soit affecté en tout ou en partie à tous fonds de réserve avec ou sans distinction spéciale.

La décision d'affecter le résultat exceptionnel, lorsqu'il est positif, relève de la compétence des seuls usufruitiers.

Pareillement, les sommes prélevées sur les réserves sont l'apanage des nus-propriétaires, sous réserve cependant du droit des usufruitiers de reporter leurs droits sur les sommes ainsi distribuées selon les règles du quasi-usufruit (sans besoin de fournir caution).

De même, le boni de liquidation éventuel sera réparti entre les nus-propriétaires à proportion du nombre d'actions détenues par chacun d'eux, sous réserve du droit des usufruitiers de reporter leur droit sur les sommes distribuées selon les règles du quasi-usufruit (sans besoin de fournir caution).

En cas de distribution prélevée sur les réserves, ou sur un résultat exceptionnel, ou au jour de la distribution du boni de liquidation, les usufruitiers pourront toutefois renoncer au report de leur droit d'usufruit sur le dividende correspondant qui sera alors réparti entre usufruitiers et nus-propriétaires, cette répartition se faisant par application du barème de l'article 669 du Code Général des Impôts.

Dans les rapports entre usufruitier et le nu-propriétaire, toute perte née de l'exploitation courante oblige définitivement l'usufruitier ; toute perte exceptionnelle incombe définitivement au nu-propriétaire.

ARTICLE 16. COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la société peut être exercé par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires effectuant leur mission conformément à la loi dans la mesure où les dispositions contenues dans l'article L 227-9-1 du Code de commerce ci-après littéralement rapporté reçoivent application :

« Les associés peuvent nommer un ou plusieurs commissaires aux comptes dans les conditions prévues à l'article L. 227-9.

Sont tenues de désigner au moins un commissaire aux comptes les sociétés par actions simplifiées qui dépassent, à la clôture d'un exercice social, deux des seuils suivants, fixés par décret en Conseil d'État : le total de leur bilan, le montant de leur chiffre d'affaires hors taxe ou le nombre moyen de leurs salariés au cours de l'exercice.

Sont également tenues de désigner au moins un commissaire aux comptes les sociétés par actions simplifiées qui contrôlent, au sens des II et III de l'article L. 233-16, une ou plusieurs sociétés, ou qui sont contrôlées, au sens des mêmes II et III, par une ou plusieurs sociétés.

Même si les conditions prévues aux deux alinéas précédents ne sont pas atteintes, la nomination d'un commissaire aux comptes peut être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital. »

Nomination :

Les commissaires aux comptes, titulaire et suppléant, seront nommés par la collectivité des associés. Ils seront indéfiniment rééligibles, la reconduction tacite dans leur fonction est inopérante.

Mission :

Les commissaires aux comptes exercent la mission et jouissent des prérogatives définies par la loi.

Plus particulièrement, ils ont pour mission permanente :

- *de vérifier les valeurs et les documents comptables de la société ;*
- *de contrôler la conformité de la comptabilité aux règles en vigueur ;*
- *de vérifier la concordance avec les comptes annuels et la sincérité des informations donnés dans le rapport de gestion et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes de la société.*

Ils ne doivent en aucun cas s'immiscer dans la gestion de la société.

Les commissaires aux comptes sont appelés à l'occasion de toute consultation de la collectivité des associés.

Pour faciliter la mission du ou des commissaires s'il en existe et assurer l'information suffisante du ou des associés, les comptes annuels, le rapport de gestion, le cas échéant les comptes consolidés et le rapport sur la gestion du groupe, sont tenus au siège social à la disposition du ou des commissaires, un mois avant la convocation de l'assemblée annuelle.

Lorsque l'associé unique, personne physique, assume personnellement la présidence de la société, il est fait exception à l'obligation de déposer le rapport de gestion qui doit être toutefois tenu à la disposition de toute personne qui en fait la demande.

Démission

Les commissaires aux comptes peuvent démissionner de leurs fonctions, même pour simple convenance personnelle, à condition de ne pas exercer ce droit d'une manière préjudiciable à la société. En cas de démission du commissaire aux comptes titulaire, le suppléant accède de droit aux fonctions de ce dernier pour la durée restant à courir du mandat de celui-ci.

Révocation - Empêchement :

En cas de faute ou d'empêchement, les commissaires aux comptes peuvent être relevés de leurs fonctions avant l'expiration normale de celles-ci par décision de Justice à la demande de la gérance, de l'associé unique, ou par décision collective des associés.

TITRE VI - DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 17. DROIT D'INFORMATION PERMANENT

Chaque associé a le droit, à toute époque, de prendre connaissance ou copie au siège social des statuts de la société ainsi que des documents ci-après concernant les trois derniers exercices sociaux :

- *Liste des associés avec le nombre d'actions dont chacun d'eux est titulaire et, le cas échéant, le nombre de droits de vote attachés à ces actions.*
- *Les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultats et les annexes.*
- *Les inventaires.*
- *Les rapports et documents soumis aux associés à l'occasion des décisions collectives.*
- *Les procès-verbaux des décisions collectives comportant en annexe, le cas échéant, les pouvoirs des associés représentés.*

En application des dispositions de l'article L 227-11 du Code de commerce, tout associé a le droit d'obtenir communication des conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

ARTICLE 18. TRANSFORMATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Transformation :

La transformation de la société en une société d'une autre forme peut s'effectuer sans délai sous réserve d'une décision prise collectivement par les associés.

Dissolution :

La dissolution de la société intervient de plein droit au terme fixé pour sa durée.

Par décision unanime, la collectivité des associés peut décider à tout moment de la dissolution anticipée ; ce sujet doit être évoqué lorsque les capitaux propres deviennent inférieurs à la moitié du capital social du fait des pertes.

En outre, tout intéressé peut demander en Justice la dissolution de la société lorsque les capitaux propres étant inférieurs à la moitié du capital social, soit le président ou le commissaire aux comptes s'il existe n'a pas provoqué la décision collective des associés visée ci-dessus dans les quatre mois de la constatation des pertes, soit les associés n'ont pu valablement délibérer sur le même sujet, soit à défaut d'assainissement du bilan dans le délai et dans les conditions visées à l'article L 225-248 du Code de commerce.

Il est fait observer que la société n'est dissoute par aucun des événements susceptibles d'affecter l'un de ses associés ou par la révocation d'un président qu'il soit associé ou non. En outre, la mésentente entre les associés se traduisant par une paralysie du fonctionnement de la société constitue un juste motif de dissolution.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la décision éventuelle de dissolution, qu'elle soit volontaire ou judiciaire, entraîne, dans les conditions prévues par la loi, la transmission du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Liquidation :

A l'expiration de la durée sociale ou en cas de dissolution anticipée pour quelque cause que ce soit, la liquidation est assurée par le président alors en fonction.

La liquidation de la société est effectuée conformément aux dispositions de l'article L 237-1 du Code de commerce.

Le produit net de la liquidation, après l'extinction du passif et des frais de liquidation et le remboursement aux associés du montant nominal libéré et non amorti de leurs actions, est réparti entre les associés au prorata du nombre d'actions qu'ils détiennent.

ARTICLE 19. ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Les contestations relatives aux affaires sociales ou à l'interprétation ou à l'exécution des présents statuts, survenant pendant la durée de la société ou au cours de sa liquidation, entre les associés et la société, conformément à la loi, sont soumises à la juridiction du tribunal de commerce compétent du lieu du siège social.

ARTICLE 20. OBLIGATION DE LOYAUTE – MANDAT A EFFET POSTHUME

Il est interdit à tous membres de la société, fondateurs ou non, dirigeants ou non :

- *d'agir dans un sens contraire à l'intérêt de la société ;*
- *d'exercer toute activité en dehors de celle-ci qui pourrait se révéler directement concurrentielle ou déloyale envers ladite société ;*
- *d'établir un mandat à effet posthume en contradiction avec les dispositions des présentes.*

TELS SONT LES STATUTS

PROJET

TROISIEME DECISION

Démission du Gérant

Les **ASSOCIES** décident à l'instant d'**ACCEPTER** la démission de Monsieur Philippe **GANNEAU** de ses fonctions de Gérant de la Société prenant effet à compter de ce jour.

Les **ASSOCIES** décident de donner quitus au Gérant de sa gestion pour l'exercice écoulé.

QUATRIEME DECISION

Nomination du Président

Les **ASSOCIES** décident à l'instant de nommer en qualité de Président Monsieur Philippe **GANNEAU**.

Les fonctions de Président sont d'une durée illimitée.

Le Président déclare accepter cette fonction et n'avoir aucun empêchement à son exercice.

CINQUIEME DECISION

Nomination du Directeur général

Les **ASSOCIES** décident à l'instant de nommer en qualité de Directeur Général Madame Audrey **GANNEAU**.

Les fonctions de Directeur Général sont d'une durée illimitée.

Le Directeur Général déclare accepter cette fonction et n'avoir aucun empêchement à son exercice.

SIXIEME DECISION

Les **ASSOCIES** décident de conférer tous pouvoirs à Monsieur Nathan **DELAPORTE**, collaborateur de la Société par Actions Simplifiée « DUGUESCLIN NOTAIRES », titulaire d'offices notariaux à RENNES (Ille-et-Vilaine), 4 rue du Guesclin et à PARIS (75009), 10 rue La Fayette, ou à tout employé de ladite SAS avec faculté d'agir ensemble ou séparément à l'effet :

- de **SIGNER** toutes pièces ou d'intervenir à tous actes, à toutes délibérations ou à tous actes unanimes d'associés, nécessaires à l'accomplissement des résolutions prises aux présentes, et d'une manière générale d'effectuer tout ce qui sera utile et nécessaire ;
- de **FAIRE** tous dépôts, immatriculations, modifications, et radiations concernant la Société auprès des registres. En conséquence, faire toutes déclarations et démarches, produire toutes pièces justificatives, effectuer tout dépôt de pièces, signer tous documents, requêtes et documents utiles, élire domicile, substituer en totalité ou en partie, et en général faire tout ce qui sera nécessaire ;
- de **FAIRE** tous dépôts et notamment la production du document relatif au bénéficiaire effectif prévu par l'article L. 561-46, R. 561-55 et suivants du code monétaire et financier auprès du Greffe du Tribunal de commerce.

L'exécution de ce mandat vaudra décharge au mandataire.

FIN DES DECISIONS

FORMALITES

1 - Enregistrement

Le présent acte sera enregistré à la Recette des Impôts compétent.

2 - Greffe du Tribunal de Commerce

Les formalités d'usage tant fiscales que de publicité seront effectuées par les soins du Notaire soussigné, savoir le dépôt au greffe du Tribunal de Commerce d'une copie authentique des présentes et de ses annexes.

Tous pouvoirs sont donnés à tout clerc ou collaborateur du notaire soussigné, en vue de l'accomplissement de ces formalités.

DECLARATIONS GENERALES

Les parties déclarent exactes les indications les concernant figurant en tête des présentes.

Elles déclarent avoir la capacité juridique pour agir à l'effet des présentes.

FRAIS

Les frais, droits et honoraires du présent acte et ceux qui en seront la suite ou la conséquence, seront intégralement à la charge de la Société qui s'y oblige.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile en leurs demeures respectives.

MODALITÉS DE DÉLIVRANCE DE LA COPIE AUTHENTIQUE

Le notaire rédacteur des présentes se réserve de n'adresser aux parties une copie authentique de celles-ci qu'en cas de demande expresse de ces dernières, de son mandataire ou de son ayant droit.

Chacune des parties donne son agrément à cette réserve.

Néanmoins, le notaire lui adressera, immédiatement après la signature des présentes, une copie simple de l'acte si l'acte a été signé sur support papier, ou une copie de l'acte électronique s'il a été signé sous cette forme et ce, de manière dématérialisée.

En cas d'envoi par courriel, cet envoi se fera à l'adresse mail des parties qui a été utilisée pour correspondre avec elles durant toute la durée du dossier ou, dans l'hypothèse où l'une d'entre elles est assisté par son notaire, à l'adresse mail de ce dernier.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime la réalité et l'intégralité des conventions et estimations intervenues entre elles.

Elles reconnaissent avoir été informées des sanctions fiscales et des peines correctionnelles encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation ainsi que des conséquences civiles édictées par l'article 1202 du Code civil.

CERTIFICATION D'IDENTITE

Le notaire soussigné certifie que l'identité complète des parties dénommées dans le présent document telle qu'elle est indiquée en tête des présentes à la suite de leur nom ou dénomination lui a été régulièrement justifiée.

MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

L'Office notarial traite des données personnelles concernant les personnes mentionnées aux présentes, pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale et l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique déléguée par l'Etat dont sont investis les notaires, officiers publics, conformément à l'ordonnance n°45-2590 du 2 novembre 1945.

Ces données seront susceptibles d'être transférées aux destinataires suivants :

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Électronique des Notaires, registre du PACS, etc.),
- les offices notariaux participant ou concourant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,
- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour la production des statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013,
- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne et encadré par la signature de clauses contractuelles types de la Commission européenne, visant à assurer un niveau de protection des données substantiellement équivalent à celui garanti dans l'Union Européenne.

La communication de ces données à ces destinataires peut être indispensable pour l'accomplissement des activités notariales.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées. Les vérifications liées aux personnalités politiquement exposées, au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme sont conservées 5 ans après la fin de la relation d'affaires.

Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les personnes peuvent demander l'accès aux données les concernant. Le cas échéant, elles peuvent demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou s'y opposer pour des raisons tenant à leur situation particulière. Elles peuvent également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de leurs données personnelles après leur décès.

L'Office notarial a désigné un Délégué à la protection des données que les personnes peuvent contacter à l'adresse suivante : cil@notaires.fr.

Si les personnes estiment, après avoir contacté l'Office notarial, que leurs droits ne sont pas respectés, elles peuvent introduire une réclamation auprès d'une autorité européenne de contrôle, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.

CERTIFICATION D'IDENTITE

Le notaire soussigné certifie que l'identité complète des parties dénommées dans le présent document telle qu'elle est indiquée en tête des présentes à la suite de leur nom ou dénomination lui a été régulièrement justifiée.

FORMALISME LIE AUX ANNEXES

Les annexes, s'il en existe, font partie intégrante de la minute.

Lorsque l'acte est établi sur support papier les pièces annexées à l'acte sont revêtues d'une mention constatant cette annexe et signée du notaire, sauf si les feuilles de l'acte et des annexes sont réunies par un procédé empêchant toute substitution ou addition.

Si l'acte est établi sur support électronique, la signature du notaire en fin d'acte vaut également pour ses annexes.

PROJET

DONT ACTE sans renvoi

Généré en l'office notarial et visualisé sur support électronique aux lieu, jour, mois et an indiqués en en-tête du présent acte.

Et lecture faite, les parties ont certifié exactes les déclarations les concernant, avant d'apposer leur signature manuscrite sur tablette numérique.

Le notaire, qui a recueilli l'image de leur signature, a lui-même apposé sa signature manuscrite, puis signé l'acte au moyen d'un procédé de signature électronique qualifié.

PROJET

Accueil > Mes Commandes > Mon historique > Commande N°31205-ZVSWX > Etat d'endettement > **Débiteurs**

Débiteurs

Imprimer la fiche

SARL ODREGANE - 453 124 836 RCS COUTANCES

63 Rue DE BRETAGNE 53000 LAVAL

Pour recevoir un état d'endettement certifié délivré par le greffe, veuillez passer par la fiche entreprise et sélectionner la commande courrier pour les catégories d'inscriptions souhaitées.

La réquisition d'un état complet d'endettement permet à ce jour de consulter en ligne les informations inscrites relatives à 18 catégories d'inscription ; la consultation de l'ensemble des 24 catégories d'inscription nécessite un complément de délivrance par courrier.

Type d'inscription de sureté (à compter du 01/01/2023)	Nombre d'inscriptions	Fichier à jour au	Sommes concernées
Saisie pénale de fonds de commerce	Néant	04/12/2023	-
Warrants agricoles	Néant	04/12/2023	-
Nantissements conventionnels de parts de sociétés	Néant	04/12/2023	-
Inscriptions de gage sans dépossession à partir du 01/01/2023	Néant	04/12/2023	-

Type d'inscription de privilège	Nombre d'inscriptions	Fichier à jour au	Sommes concernées
Privilèges de la sécurité sociale et des régimes complémentaires	Néant	04/12/2023	-

Type d'inscription de privilège	Nombre d'inscriptions	Fichier à jour au	Sommes concernées
Nantissements du fonds de commerce ou du fonds artisanal (conventionnels et judiciaires)	Néant	04/12/2023	-
Nantissements de fonds agricole	Néant	04/12/2023	-
Privilèges du Trésor Public	Néant	04/12/2023	-
Protêts	Néant	04/12/2023	-
Privilèges du vendeur de fonds de commerce et d'action résolutoire	Néant	04/12/2023	-
Nantissements de l'outillage, matériel et équipement	Néant	04/12/2023	-
Déclarations de créances	Néant	04/12/2023	-
Opérations de crédit-bail en matière mobilière	Néant	04/12/2023	-
Publicité de contrats de location	Néant	04/12/2023	-
Publicité de clauses de réserve de propriété	Néant	04/12/2023	-
Gage des stocks	Néant	04/12/2023	-

Type d'inscription de privilège	Nombre d'inscriptions	Fichier à jour au	Sommes concernées
Warrants (hors agricoles)	Néant	04/12/2023	-
Prêts et délais	Néant	04/12/2023	-
Biens inaliénables	Néant	04/12/2023	-

Type d'inscription de gage (jusqu'au 31/12/2022)	Nombre d'inscriptions	Fichier à jour au	Sommes concernées
Animaux	Néant	04/12/2023	-
Horlogerie et Bijoux	Néant	04/12/2023	-
Instruments de musique	Néant	04/12/2023	-
Matériels, mobiliers et produits à usage professionnel non visés dans les autres catégories	Néant	04/12/2023	-
Matériels à usage non professionnel autres qu'informatiques	Néant	04/12/2023	-
Matériels liés au sport	Néant	04/12/2023	-
Matériels informatiques et accessoires	Néant	04/12/2023	-

Type d'inscription de gage (jusqu'au 31/12/2022)	Nombre d'inscriptions	Fichier à jour au	Sommes concernées
Meubles meublants	Néant	04/12/2023	-
Meubles incorporels autres que parts sociales	Néant	04/12/2023	-
Monnaies	Néant	04/12/2023	-
Objets d'art, de collection ou d'antiquité	Néant	04/12/2023	-
Parts sociales	Néant	04/12/2023	-
Produits de l'édition, de la presse ou d'autres industries graphiques	Néant	04/12/2023	-
Produits liquides non comestibles	Néant	04/12/2023	-
Produits textiles	Néant	04/12/2023	-
Produits alimentaires	Néant	04/12/2023	-
Autres	Néant	04/12/2023	-

[Accueil](#) > [Mes Commandes](#) > [Mon historique](#) > **Commande N°31205-ZVSWX****SARL ODREGANE**

SIREN : 453 124 836

N°TVA intracommunautaire : Non communiqué

Siège social : ZONE NEPTUNE II RUE HENRI CLAUDEL, 50000 SAINT-LÔ

[Imprimer la fiche](#)

Certificat

Intervenants

Jugements, Ordonnances, dépôts divers

Délais, état des créances

Actifs à céder

Perspectives

Certificat

Le Greffier du Tribunal de Commerce de COUTANCES certifie que les recherches faites sur le registre du commerce et des sociétés pour les personnes immatriculées à ce registre et sur le répertoire général des affaires de la juridiction pour les personnes non immatriculées relativement à des procédures de :

- Règlement judiciaire et Liquidation des biens (Loi du 13/07/1967)
- Redressement et Liquidation Judiciaire (Loi du 25/01/1985)
- Sauvegarde, Redressement et Liquidation Judiciaire (Loi du 26/07/2005)

Concernant l'entreprise ci-dessus ont donné pour résultat :

NEANT**Certificat délivré sous réserve :**

- De toute procédure collective ouverte par une autre juridiction et non portée à la connaissance du greffe ;
- De toute procédure collective dont les mentions au R.C.S. ont été radiées en application de l'un des articles suivants : R. 626-20, R. 123-135, ou R. 123-154 du Code de Commerce ; 36-1 ou 71 du décret n° 84-406 du 30 mai 1984 ;
- De toute radiation, non portée à la connaissance du greffe, de mentions inscrites à d'autres registres ou répertoires.

Document délivré le 05/12/2023

Ces informations sont à jour à la date du 04/12/2023

Recevez un certificat en matière de procédure collective, délivré et certifié par le greffier

SARL ODREGANE

Société à Responsabilité Limitée

Au capital social de 1.000.000,00 €

Siège social : SAINT-LÔ (50000) Zone Neptune II rue Henri Claudel

RCS COUTANCES : 453.124.836

DECISION UNANIME DES ASSOCIES**L'AN DEUX MILLE VINGT-TROIS,**

Le 23 novembre 2023

23 novembre 2023

LES SOUSSIGNES :

1°) Monsieur Philippe Christian **GANNEAU**, dirigeant d'entreprise, demeurant à LAVAL (53000) 63 rue de Bretagne.

Né à LAVAL (53000) le 14 mars 1960.

Célibataire.

Non liée par un pacte civil de solidarité.

De nationalité française.

Résident au sens de la réglementation fiscale.

2°) Madame Audrey Manon **GANNEAU**, assistante de direction, demeurant à LAVAL (53000) 63 rue de Bretagne.

Née à LAVAL (51600) le 11 septembre 1995.

Célibataire.

Non liée par un pacte civil de solidarité.

De nationalité Française.

Résidente au sens de la réglementation fiscale.

SEULS ASSOCIES de la Société à Responsabilité limitée dénommée « **SARL ODREGANE** » (ci-après « la Société »), au capital social d'**UN MILLION D'EUROS (1.000.000,00 €)**, dont le siège est fixé à à SAINT-LÔ (50000) Zone Neptune II rue Henri Claudel, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de COUTANCES et identifiée sous le numéro SIREN 453.124.836,

Ont pris la décision suivante :**UNIQUE DECISION**

Dans l'optique prochaine de procéder à transformation de la Société en une Société par Actions Simplifiée, les associés décident à l'unanimité de désigner en tant que Commissaire à la transformation Monsieur Gwenolé **LE PROVOST**, Expert-comptable et Commissaire aux comptes inscrit auprès de la Compagnie Régionale de la région OUEST-ATLANTIQUE, en vue d'établir sous sa responsabilité le ou les rapports dans le respect des dispositions du Code de commerce.

FIN DES DECISIONS

Monsieur Philippe GANNEAU	Madame Audrey GANNEAU
23 novembre 2023	23 novembre 2023
<i>ODREGANE/Mr Philippe Ganneau</i>	<i>GANNEAU Audrey</i>



Greffe du tribunal de commerce de Coutances

67 Rue Saint Nicolas 50208 COUTANCES CEDEX

Téléphone : 0233194211

www.greffe-tc-coutances.fr - www.infogreffe.fr

SB/2013 B 00305

SCP LAMOTTE ET LAISNE - NOTAIRES DUGUESCLIN

4 RUE DU GUESCLIN BP50308

35103 RENNES CEDEX 3

Nos références : SB/2013 B 00305

RÉCÉPISSÉ DE DÉPÔT

(Article R. 123-102 du code de commerce)

Concernant :

Société à responsabilité limitée SARL ODREGANE

Zone Neptune II
RUE HENRI CLAUDEL
50000 SAINT-LÔ

SIREN : 453 124 836

N° de gestion : 2013 B 00305

Le greffier soussigné constate le 05/12/2023 le dépôt, arrivé au greffe le 04/12/2023, enregistré sous le numéro 2023/4214, des actes et pièces suivants :

- Rapport du commissaire à la transformation - 04/12/2023
 - Changement de forme juridique - Transformation en société par actions simplifiée.

Récépissé délivré le 05/12/2023

Le greffier



ODREGANE
Rue Henri Claudel – Zone Neptune II
50 000 – SAINT LO

Rapport du commissaire à la transformation et du commissaire aux comptes
sur la transformation de la société ODREGANE, société à responsabilité limitée,
en société par actions simplifiée

S A I N T - M A L O

Immeuble Infinity - BP 32
3, rue du Bois Herveau
35405 SAINT-MALO Cedex

www.cab-quiniou.com

QUINIOU | Société par Actions Simplifiée au capital de 600 000 € | RCS 792066029 Saint-Malo | Inscrit au tableau de
l'ordre des Experts-Comptables de Bretagne Membre de la compagnie des commissaires aux comptes de Rennes

**Rapport du commissaire à la transformation et du commissaire aux comptes
sur la transformation de la société ODREGANE, société à responsabilité limitée,
en société par actions simplifiée**

Aux associés,

En notre qualité, d'une part, de commissaire aux comptes désigné en application des dispositions de l'article L.223-43 du code de commerce et, d'autre part, de commissaire à la transformation désigné en application des dispositions de l'article L.224-3 du même code par décision unanime des associés, nous avons établi le présent rapport afin :

1. De vous présenter notre analyse de la situation de votre société ;
2. De vous faire connaître notre appréciation sur la valeur des biens composant l'actif social et, le cas échéant, sur les avantages particuliers stipulés et de nous prononcer, en application des dispositions de l'article R. 224-3 du code de commerce, sur le montant des capitaux propres par rapport au capital social.

Mission du commissaire aux comptes sur la situation de la Société

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté notamment à analyser la situation de la société au regard des caractéristiques financières et d'exploitation.

La synthèse de cette analyse est la suivante :

- Le compte de résultat de la société ODREGANE au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022 présente les caractéristiques suivantes :
 - Un chiffre d'affaires de 549 260 € contre 559 151 € pour l'exercice précédent, en baisse de 9 891 €, soit -1,7% ;
 - Un résultat financier de 1 335 963 € contre 987 164 € pour l'exercice précédent, en hausse de 348 799 €, soit +35,3% ;
 - Un résultat net bénéficiaire de 1 502 136 € contre un bénéfice de 1 223 972 € pour l'exercice précédent, en hausse de 278 165 €, soit +22,7% ;
- Les capitaux propres de la société s'élèvent à 6 408 988 € au 31 décembre 2022, dont un capital social de 1 000 000 €.

Mission du commissaire à la transformation

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté :

- à contrôler par sondages les éléments constitutifs du patrimoine de la société en termes d’existence, d’appartenance et d’évaluation ;
- à vérifier si, compte tenu des événements survenus depuis la date de clôture du dernier exercice, le montant des capitaux propres déterminé selon les mêmes règles et méthodes comptables que celles utilisées pour l’établissement des derniers comptes annuels est au moins égal au montant du capital social.

Aucun avantage particulier ne nous a été stipulé.

Nous n’avons pas d’observation à formuler sur la valeur des biens composant l’actif social.

Sur la base de nos travaux, nous attestons que le montant des capitaux propres est au moins égal au montant du capital social.

Fait à Saint-Malo,
Le 4 décembre 2023

QUINIOU,
Commissaire aux comptes et à la transformation

Gwenolé LE PROVOST,
Associé

Liste des annexes :

- Annexe n°1 – Procuration de Monsieur Philippe GANNEAU
- Annexe n°2 – Procuration de Madame Audrey GANNEAU
- Annexe n°3 – Etat relatif aux inscriptions des privilèges et publications.pdf
- Annexe n°4 - Certificat d'absence d'ouverture d'une procédure collective.pdf
- Annexe n°5 – Décision unanime des associés portant désignation
- Annexe n°6 – Attestation de dépôt du rapport
- Annexe n°7 – Rapport du commissaire à la transformation

POUR COPIE AUTHENTIQUE

Générée sur support électronique depuis le Minutier Central Electronique
des Notaires de France par le notaire qui a apposé sa signature
électronique qualifiée.

Et certifiée conforme à l'acte authentique déposé sous le numéro
37533520233965883

STATUTS « ODREGANE »

Siège social : PARIS (75009) 57 rue des Martyrs
Société par Actions Simplifiée au capital de 1.000.000,00 €

SIREN N°453.124.836

RCS de PARIS

STATUTS MIS A JOUR

Suite à l'acte unanime d'associés reçu par Maître Arnaud SOLLET,
Notaire à PARIS, en date du 5 décembre 2023.

POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME

18/12/2023 | 10:50 CET

DocuSigned by:
Philippe Garneau
7557247C38064DB...

TITRE I - CARACTERISTIQUES

ARTICLE 1 - FORME

La Société a été initialement constituée sous la forme d'une Société à Responsabilité Limitée aux termes d'un acte sous signature privée en date du 2 mars 2004.

Elle a été transformée en Société par Actions Simplifiée à la faveur d'un acte unanime des associés en date du 5 décembre 2023 au rapport de Maître Arnaud SOLLET, notaire associé à PARIS (75009).

Elle pourra être pluripersonnelle ou unipersonnelle et ne pourra pas faire appel public à l'épargne.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a principalement pour objet social, tant en France qu'à l'étranger :

- L'activité de société holding, à savoir la participation directe ou indirecte de la Société dans toutes sociétés commerciales ou civiles, notamment par voie de création de société, d'apport, de souscription, d'achat ou d'échange de titres ou de droits sociaux ou autrement ainsi que l'administration, la gestion et la cession de cette participation ;
- L'acquisition par voie d'achat ou d'apport, la propriété, la prise à bail de toute sorte et pour toute destination, la mise en valeur, la transformation de toutes constructions et par tous travaux de viabilité, la construction pour toutes destinations, l'aménagement, l'administration et la location de tout type faite à titre onéreuse, le commodat, la vente, de tous biens et droits immobiliers bâtis ou non bâtis, de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question ;
- L'administration, la gestion et la cession de parts de sociétés civiles immobilières ou de parts de sociétés civiles de placements immobiliers dont elle pourrait devenir propriétaire par voie d'acquisition, d'échange, d'apport ou autrement ;
- La propriété, la gestion, directe ou indirecte, et la cession de tout portefeuille de valeurs mobilières ainsi que toutes opérations financières quelconques pouvant s'y rattacher, incluant l'achat et la vente de tout support de placements financiers, tels que valeurs mobilières, parts d'OPCVM, la souscription de contrat de capitalisation etc... et de toutes liquidités, en euros ou en toute monnaie étrangère ;
- L'emprunt de tous les fonds nécessaires à cet objet et la mise en place de toutes sûretés réelles ou personnelles ou toutes autres garanties nécessaires à l'accomplissement de cet objet ;
- Le « cautionnement », réel ou personnel, des biens sociaux, consenti pour la constitution du patrimoine social.

Et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la société est : « **ODREGANE** ».

Dans tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S. », ensuite de l'énonciation du montant du capital social, du siège social, et du numéro d'identification SIREN, puis la mention RCS suivie du nom de la ville où se trouve le Greffe où elle est immatriculée.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à **PARIS (75009) 57 rue des Martyrs**.

Il peut être transféré en tout autre endroit par simple décision de la présidence.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est de **QUATRE-VINGT-DIX-NEUF (99)** années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, la durée de la Société pourra être prorogée par décision collective des associés.

TITRE II - CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 6. APPORTS

Lors de la constitution de la société, le capital social s'élevait à un montant de CINQ MILLE EUROS (5.000,00 €) constitué au moyen d'apports en numéraire intégralement libérés.

Par suite des faits et actes sus-relatés et suivants, le capital social de la Société est fixé à la somme d'**UN MILLION D'EUROS (1.000.000,00 €)** divisé en VINGT MILLE (20.000) parts de CINQUANTE EUROS (50,00 €) chacune, non numérotées :

- A la faveur d'une augmentation de capital en date du 24 décembre 2004, il a été effectué par Monsieur Philippe **GANNEAU** un apport en nature évalué pour le tout à un montant de DEUX CENT SOIXANTE-SEPT MILLE EUROS (267.000,00 €) se décomposant comme suit :
 - Les parts numérotées de 101 à 200 inclus de la Société dénommée « TERDIS », Société à Responsabilité Limitée au capital de SEPT MILLE SIX CENTS EUROS (7.600,00 €) dont le siège social est situé à MOON-SUR-ELLE (50356) 3 chemin des Vignettes, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de COUTANCES et identifiée sous le numéro SIREN 452.465.743 pour un montant de QUATRE-VINGT-DIX MILLE EUROS (90.000,00 €) ;
 - Les parts numérotées de 81 à 160 inclus de la Société dénommée « KADODIS », Société à Responsabilité limitée au capital de HUIT MILLE EUROS (8.000,00 €) dont le siège social est situé à MOON-SUR-ELLE (50356) 3 chemin des Vignettes, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de COUTANCES et identifiée sous le numéro SIREN 451.876.668 pour un montant de DEUX MILLE EUROS (2.000,00 €) ;
 - Les parts numérotées de 256 à 455 inclus de la Société dénommée « B+P G » Société à Responsabilité limitée au capital de SEPT MILLE SIX CENT VINGT-DEUX EUROS (7.622,00 €) dont le siège social est situé à VAUDRY (14500) 2 route de Condé, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de CONDE-SUR-NOIREAU et identifiée sous le numéro SIREN 422.686.550 pour un montant de CENT MILLE EUROS (100.000,00 €) ;
 - Les parts numérotées de 1 à 250 de la Société dénommée « AGL SERVICES », Société à Responsabilité Limitée au capital de SEPT MILLE SIX CENT VINGT-DEUX EUROS ET QUARANTE-CINQ CENTIMES (7.622,45 €) dont le siège social est situé à LAVAL (53000) 63 rue de Bretagne, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de LAVAL et identifiée sous le numéro SIREN 403.749.146 pour un montant de SOIXANTE-QUINZE MILLE EUROS (75.000,00 €).
- A la faveur d'une Assemblée Générale en date du 20 décembre 2012, le capital social de la Société a été augmenté d'un montant de SOIXANTE-DIX-HUIT MILLE EUROS (78.000,00 €) par incorporation de réserves pour le porter à TROIS CENT CINQUANTE MILLE EUROS (350 000,00 €) moyennant l'attribution de MILLE CINQ CENT SOIXANTE (1.560) parts nouvelles de CINQUANTE EUROS (50,00 €) euros chacune ;
- Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 15 juin 2019, le capital de la Société a été augmenté d'un montant de SIX CENT CINQUANTE MILLE EUROS (650.000,00 €) par incorporation de réserves pour le porter à UN MILLION D'EUROS

(1.000.000,00 €) moyennant l'attribution de TREIZE MILLE (13.000) parts nouvelles de CINQUANTE EUROS (50,00 €) chacune.

ARTICLE 7. CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme d'**UN MILLION D'EUROS (1.000.000,00 €)**.

Il est divisé en VINGT MILLE (20.000) parts de CINQUANTE EUROS (50,00 €), entièrement souscrites et libérées.

ARTICLE 8. MODIFICATION DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi. Dans tous les cas, si l'opération fait apparaître des rompus, les associés feront leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droits nécessaires.

1/ Augmentation de capital

Principe :

Le capital social peut être augmenté, de toutes les manières autorisées par la loi en vertu d'une décision collective des associés.

Si l'augmentation de capital est réalisée pour partie ou en totalité, par des apports en nature, la décision de la collectivité des associés constatant l'augmentation de capital et l'augmentation consécutive du capital ainsi que la modification des statuts, doit contenir l'évaluation de chaque apport, au vu d'un rapport annexé à cette décision et établi sous sa responsabilité par un commissaire aux apports désigné à l'unanimité des associés ou par le Président du Tribunal de commerce sur requête.

Droit préférentiel de souscription :

Chaque associé a un droit préférentiel de souscription pour l'émission d'actions de numéraire. Ce droit s'exerce proportionnellement au nombre d'actions détenues. Toutefois, une décision collective peut supprimer ce droit de souscription. En outre, chaque associé peut, sous certaines conditions, renoncer individuellement à ce droit préférentiel de souscription.

2/ Réduction du capital

La collectivité des associés peut aussi, sous réserve, le cas échéant, des droits de créanciers, autoriser ou décider la réduction du capital social pour quelque cause ou de quelque manière que ce soit, mais en aucun cas, la réduction du capital ne peut porter atteinte à l'égalité entre associés.

TITRE III - ACTIONS

ARTICLE 9. ACTIONS

Titre :

Les actions sont nominatives et négociables dans les conditions indiquées aux présentes.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes tenus à cet effet par la société dans les conditions et suivant les modalités prévues par la loi.

A la demande de l'associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

Tout associé peut, après toute modification statutaire, demander la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande. A ce document est annexée la liste mise à jour des associés, l'identité du président et, le cas échéant, des autres organes sociaux.

Droits attachés aux actions :

Chaque action donne droit dans la répartition des bénéfices, des réserves et du boni de liquidation, à une fraction proportionnelle au nombre d'actions existantes.

Droit de vote :

Chaque action donne le droit de participer aux décisions collectives des associés et donne droit à une voix.

Usufruit - nue-propriété :

Le droit de vote s'exercera selon les modalités prévues à l'article 13 des présents statuts.

Indivisibilité des actions :

Chaque action est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis d'une ou plusieurs actions sont représentés auprès de la société dans les diverses manifestations de la vie sociale par un mandataire unique choisi parmi les indivisaires ou les associés. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en Justice, à la demande du plus diligent des indivisaires.

La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

Libération des apports en numéraire :

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, du quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du président, dans le délai de cinq ans soit à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque titulaire d'actions.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions portera, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'associé défaillant des sanctions et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

ARTICLE 10. CESSION ET TRANSMISSION DES ACTIONS**MUTATION ENTRE VIFS OU PAR DECES****Formalités - Opposabilité :**

1 - En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Après la dissolution de la société, elles demeurent négociables jusqu'à la clôture de la liquidation.

2 - La cession de ces actions s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est préalablement inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « registre des mouvements ».

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement.

L'ordre de mouvement est signé par le cédant ou son mandataire ; si les actions ne sont pas entièrement libérées, il doit être en outre signé par le cessionnaire.

La société peut exiger que la signature des parties soit certifiée par un officier public ou le maire de leur domicile, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

La transmission d'actions à titre gratuit ou en suite de décès s'opère également par un ordre de mouvement, transcrit sur le registre des mouvements, sur justification de la mutation dans les conditions légales.

Les frais de transfert des actions sont à la charge des cessionnaires, sauf convention contraire entre cédants et cessionnaires.

La société établit la liste des associés avec indication du nombre d'actions détenues et du domicile déclaré par chacun d'eux, préalablement à toute décision collective.

Lors de chaque établissement de la liste, mention est portée sur le registre des mouvements, de la date de celle-ci, du nombre total des actions existantes et du nombre d'actions ayant fait l'objet de création, cession, mutation ou annulation depuis l'établissement de la dernière liste.

Domaine de l'agrément :

Toutes opérations, notamment toutes cessions, échanges, apports à société d'éléments isolés, donations, ayant pour but ou conséquence le transfert d'un droit quelconque de propriété sur une ou plusieurs actions entre toutes personnes physiques ou morales, à l'exception de celles qui seraient visées à l'alinéa qui suit, sont soumises, **à peine de nullité, à l'agrément préalable de la société donné par le seul président.**

Cessions libres :

Toutefois, seront dispensées d'agrément les cessions consenties à des associés ou à des ascendants ou descendants du cédant.

Décès d'un associé :

La Société n'est pas dissoute par le décès d'un associé, mais continue de plein droit avec ses héritiers ou légataires, sans qu'il soit besoin d'un agrément des associés. Toutefois, lorsque la succession est dévolue à une personne morale, celle-ci ne peut devenir associée qu'avec l'agrément du président de la Société.

Liquidation de communauté :

Les actions sont librement transmissibles en cas de liquidation de communauté de biens entre époux.

Procédure :

L'opération projetée doit être portée à la connaissance du président par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en indiquant le nombre d'actions cédées, le prix et les modalités de paiement, l'identité du ou des cessionnaires ou ayants-droit proposés, les conventions annexes : répartition des résultats, prise en compte de l'existence d'un compte-courant, garantie de passif.

L'agrément résulte soit d'une notification soit du défaut de réponse plus de deux mois à partir de la date inscrite sur le récépissé de la lettre adressée au président.

Le défaut d'agrément doit être notifié dans le délai visé à l'alinéa précédent, sans que ce refus ait à être motivé. En cas de refus d'agrément, les actions peuvent être rachetées, avec l'accord du cédant, par la société qui est alors tenue de les annuler un mois au plus tard après l'acquisition. Le président sollicite cet accord par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à laquelle le cédant doit répondre dans les dix (10) jours de la réception. A défaut de réponse dans ce délai, le cédant est réputé avoir accepté.

EXCLUSION

L'exclusion d'un associé pourra s'effectuer par une décision collective des autres associés dûment motivée basée sur des faits et un comportement de nature à compromettre la pérennité de la société.

La décision enjoindra cet associé de céder ses actions dans le délai de six mois. Ce rachat s'effectuera selon une valeur conventionnellement fixée ou établie à dire d'expert.

La décision d'exclusion peut prononcer la suspension des droits de vote de l'associé exclu jusqu'à la date de cession de ses actions ; en revanche ses droits de nature pécuniaire ne peuvent être suspendus.

Il est fait observer que l'associé dont l'exclusion est prévue ne peut être privé de son droit de participer à cette décision et de voter sur son exclusion.

La décision d'exclusion ne peut intervenir sans que les griefs invoqués à l'encontre de l'associé susceptible d'être exclu lui aient été préalablement communiqués au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception et ce afin qu'il puisse présenter aux autres associés les motifs de son désaccord sur le projet d'exclusion, lesquels doivent, en tout état de cause, être mentionnés dans la décision des associés.

En outre, l'exclusion ne peut être prononcée sans que la société ait pris dans les mêmes conditions la décision, soit de désigner un cessionnaire pour les actions de l'associé exclu, soit de procéder elle-même au rachat desdites actions dans le cadre d'une réduction de son capital social.

RECOURS A L'EXPERTISE

En cas de recours à l'expertise si contestation sur la valeur de cession ou de rachat, telle que prévue par l'article 1843-4 du Code civil, les frais et honoraires de celle-ci sont répartis entre les anciens et nouveaux

titulaires des actions, mais solidairement entre eux à l'égard de l'expert. La répartition entre chacun d'eux a lieu au prorata du nombre d'actions anciennement ou nouvellement détenues.

En cas de retrait, le retrayant supporte seul la charge de l'expertise éventuelle.

Lorsque la société continue avec les associés survivants, l'héritier est seulement créancier de la société et n'a droit qu'à la valeur de ses droits sociaux, valeur déterminée au jour du décès. En cas de contestation sur son montant, cette valeur est fixée par l'expert de l'article 1843-4 sus visé.

ARTICLE 11. COMPTES COURANTS

Les associés peuvent laisser ou mettre à disposition de la Société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin. Les conditions de retrait ou de remboursement de ces sommes, ainsi que leur rémunération, sont déterminées d'un commun accord entre l'associé concerné et le Président de la Société.

TITRE IV - ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

ARTICLE 12. PRESIDENCE ET DIRECTION GENERALE

Nomination :

La présidence est assurée par une personne physique ou morale, associé ou non, nommée avec ou sans limitation de durée.

La nomination du président doit être effectuée par décision collective des associés. La durée de son mandat est fixée par la décision qui le nomme.

Le Président actuel de la Société est Monsieur Philippe GANNEAU.

Pouvoirs :

La société est représentée à l'égard des tiers par son seul président.

Dans les rapports avec les tiers comme dans les rapports avec les associés, le président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. La société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social.

Les éventuelles dispositions statutaires limitant les pouvoirs du président sont inopposables aux tiers.

Délégation de pouvoirs :

Dans la mesure de ses pouvoirs définis ci-dessus, le président peut donner toutes délégations de pouvoirs à tous tiers pour un ou plusieurs objets déterminés. Cette délégation doit être faite par acte spécial déposé au Greffe.

Sûretés :

Les sûretés sur les biens de la société sont consenties en vertu de pouvoirs pouvant résulter des présents statuts, de délibérations ou délégations.

Rémunération :

Le président a droit en rémunération de ses fonctions à un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel, dont les modalités de fixation et règlement sont déterminées par décision collective des associés.

Assiduité - concurrence :

Sauf à obtenir une dispense de la collectivité des associés, le président est tenu de consacrer tout son temps et tous ses soins aux affaires sociales.

Pendant l'accomplissement de son mandat, le président s'interdit de faire directement ou indirectement concurrence à la société.

Obligations :

Le président est soumis aux obligations fixées par la loi et les règlements et notamment à l'établissement des comptes annuels et du rapport de gestion ainsi que - si les critères sont remplis - des documents comptables et financiers et des rapports visés aux articles L 232-2, L 232-3 et L 232-4 du Code de commerce.

Le président est tenu en outre de satisfaire aux diverses prérogatives du comité d'entreprise ou, à son défaut, des délégués du personnel. Le comité d'entreprise ou, à défaut, les délégués du personnel exercent dans les sociétés commerciales les attributions prévues aux articles L 422-4, L 432-5 du Code du travail.

Démission :

Le président peut démissionner sans juste motif sous réserve de notifier sa démission à chacun des associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Sa démission ne sera effective qu'après un délai de préavis de trois mois courant à compter de l'envoi de la lettre recommandée.

Le président démissionnaire convoquera l'organe compétent pour désigner son successeur. Cet organe sera convoqué pour une date impérativement fixée dans les trente jours du délai de préavis. A défaut d'avoir effectué cette convocation, il restera en fonction jusqu'à la réunion de l'organe appelé à désigner son successeur.

Révocation :

Le président est révocable par le même organe et selon les mêmes règles de quorum et de majorité nécessaires à sa nomination. Le président révoqué sans justes motifs peut obtenir des dommages-intérêts.

Il est également révocable par décision de justice pour cause légitime.

Directeur général :

Le ou les directeurs généraux et le ou les directeurs généraux délégués peuvent être des personnes physiques ou morales ayant ou non la qualité d'associé.

Un directeur général et plusieurs directeurs généraux délégués peuvent être nommés par le président. Le président fixe la durée du mandat et sa rémunération éventuelle. Le directeur général est révocable à tout moment par le président.

Les pouvoirs du directeur général sont fixés par le président. Il en ira de même pour les directeurs généraux délégués.

ARTICLE 13. DÉCISIONS COLLECTIVES**Décisions à prendre collectivement :**

Sont exercées collectivement par les associés uniquement les attributions dévolues aux assemblées générales des sociétés anonymes, en matière, savoir :

- ✓ D'augmentation, d'amortissement ou de réduction de capital,
- ✓ De fusion, de scission, de dissolution, de transformation en une société d'une autre forme,
- ✓ De nomination de commissaires aux comptes, de comptes annuels et de bénéfices sont, dans les conditions prévues par les statuts,
- ✓ Et les actes dont la conclusion est soumise aux termes des présents statuts à l'autorisation préalable de la collectivité des associés.

Toutes les autres décisions sont prises par le Président sans qu'il soit besoin d'une quelconque autorisation de la collectivité des associés.

Décisions collectives - décisions de l'associé unique :

Les décisions collectives des associés sont prises en assemblée ou par voie de consultation écrite, au choix du président.

Les associés peuvent valablement prendre une décision collective dans un acte dans la mesure où ce dernier porte le nom et la signature de l'ensemble des associés, qu'ils soient présents ou représentés.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour toutes décisions si la convocation en est demandée par un ou plusieurs associés dans les conditions définies ci-après à l'article « Droit de convocation » ci-après.

Au cas où le nombre des associés serait réduit à un, l'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés sous forme de décisions unilatérales.

Droit de convocation :

Les associés sont convoqués par le président, à défaut, ils le sont par le commissaire aux comptes s'il existe.

En outre, un ou plusieurs associés détenant la moitié des actions ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des actions, peuvent convoquer la réunion d'une assemblée.

Tout associé peut, également, obtenir par ordonnance du président du Tribunal de commerce statuant en référé la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée.

Toute décision collective prise à la suite d'une convocation irrégulière peut être annulée. Toutefois, l'action en justice n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

Mode de convocation :

Les convocations sont adressées aux associés quinze jours au moins avant la réunion, et ce par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Celles-ci indiquent l'ordre du jour.

Lieu de convocation :

Le lieu de convocation est soit le siège social soit tout autre lieu indiqué par le président.

Droit de communication - délai :

Quinze jours au moins avant la date de la réunion d'une l'assemblée, les documents suivants doivent être adressés à chaque associé : le texte des résolutions proposées, le rapport du président, celui du commissaire aux comptes s'il existe.

Pendant ce délai, ces mêmes documents sont tenus à la disposition des associés au siège social.

En cas de consultation écrite, les mêmes documents sont adressés à chaque associé qui dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception pour émettre son vote par écrit.

En outre, lorsqu'il s'agit de l'assemblée annuelle destinée à l'approbation des comptes, doivent être adressés à chaque associé : l'inventaire, les comptes annuels, le cas échéant les comptes consolidés, le rapport sur la gestion du groupe, et le rapport du commissaire aux comptes s'il existe.

Représentation :

Un associé peut se faire représenter par son conjoint ou un autre associé à moins que la société ne comprenne que deux époux ou deux associés. L'associé unique ne peut déléguer ses pouvoirs.

Lorsque les actions sont frappées de saisie-arrêt ou sont données en nantissement, le débiteur reste associé.

Les représentants légaux d'associés juridiquement protégés peuvent participer au vote même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés.

Les sociétés et autres personnes morales associées sont représentées soit par leur représentant légal soit par toute personne physique qu'elles se seront substituées.

L'article 1161 du Code civil dispose qu'un représentant ne peut agir pour le compte des deux parties au contrat ni contracter pour son propre compte avec le représenté.

En ces cas, l'acte accompli est nul à moins que la loi ne l'autorise ou que le représenté ne l'ait autorisé ou ratifié.

Comité d'entreprise :

Dans la mesure où il existe un comité d'entreprise, et conformément aux dispositions de l'article L 432-6-1, II, du Code du travail, les décisions quelles que soient leurs formes, devront être prises dans le strict respect des prescriptions dudit article.

Deux membres du comité d'entreprise désignés en son sein peuvent assister aux assemblées d'associés dans les conditions prévues par la loi et requérir l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour des assemblées des associés. Ils doivent, à leur demande, être entendus lors de toute délibération requérant l'unanimité des associés.

Vingt-cinq jours au moins avant la date de l'assemblée, les demandes d'inscription des projets de résolution sont adressées par le membre du comité d'entreprise mandaté à cet effet au président qui les examine et en accuse réception par tout moyen faisant preuve de la notification, dans un délai de dix jours.

En application de la loi, le comité d'entreprise peut demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer une assemblée en cas d'urgence.

Procès-verbaux :

Les procès-verbaux des décisions collectives doivent être établis sur un registre spécial sur des feuilles mobiles cotées et paraphées comportant les mentions suivantes : date et lieu de la réunion, nom et qualité du président, identité des associés présents ou représentés avec l'indication du nombre d'actions qu'ils détiennent, les documents et rapports soumis, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix, le résultat du vote.

En cas de consultation écrite, il en est fait mention dans le procès-verbal auquel est annexée la réponse de chaque associé.

Les procès-verbaux sont établis et signés par le président et le président de séance. Les copies ou extraits sont valablement certifiés par le président ou éventuellement les liquidateurs.

Règles de majorité :

Toutes les décisions collectives sont prises à la majorité simple des voix représentant le capital social.

Conventions interdites :

L'article L 225-43 du Code de commerce interdit aux dirigeants de la société de contracter sous quelque forme que ce soit, à peine de nullité du contrat, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par cette dernière un découvert ou encore de se faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements financiers envers les tiers.

Les interdictions prévues à l'article L 225-43 ne s'appliquent pas aux conventions passées avec un simple associé, même si celui-ci dispose d'une fraction des droits de vote supérieure à 10%, ni celles passées avec une société contrôlant une société associée de la S.A.S.

Conventions réglementées :

Conformément aux dispositions de l'article L 227-10 du Code de commerce, les conventions conclues directement ou par personne interposée entre la société et son président, ses autres dirigeants, un actionnaire détenant plus de 10% des droits de vote ou s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant, doivent être soumises au contrôle des associés.

Le président doit porter à la connaissance du commissaire aux comptes, s'il en existe un, ces conventions dans le délai d'un mois à compter de leur conclusion

Le commissaire aux comptes ou à défaut le président présente à la collectivité des associés un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et son président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce.

La collectivité des associés statue sur ce rapport.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa, lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention sur le registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et son dirigeant.

Les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales ne sont pas soumises aux dispositions sus visées. Cependant, sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties, elles sont communiquées au commissaire aux comptes s'il existe. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

Démembrement des titres sociaux :

Lorsque les actions font l'objet d'un démembrement – usufruit d'une part et nue-propriété d'autre part – l'usufruitier exerce le droit de vote attachés aux titres dont la propriété est démembrée uniquement pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, le droit de vote appartenant au nu-propriétaire pour toutes les autres décisions.

TITRE V - COMPTES SOCIAUX

ARTICLE 14. EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le **PREMIER JANVIER** et se termine le **TRENTE-ET-UN DECEMBRE** de chaque année.

Une assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice doit être réunie chaque année dans les six mois de la clôture de l'exercice.

ARTICLE 15. COMPTES SOCIAUX- RÉSULTATS

Comptes sociaux :

La société procède à l'enregistrement des opérations sociales en conformité des prescriptions des articles L 123-12 et suivants du Code de commerce.

A la clôture de chaque exercice, le président fait dresser l'inventaire et établir les comptes annuels le rapport de gestion, le rapport du commissaire aux comptes s'il existe. Il fait établir et publier, le cas échéant, les comptes consolidés ainsi que le rapport sur la gestion du groupe. L'associé unique est dispensé du rapport de gestion (dans la mesure où la société ne dépasse pas l'un des deux seuils fixés par les articles L 232-IV et R 232-1-1 du Code de commerce).

Dans le délai de six mois après la clôture de l'exercice, l'assemblée des associés approuve les comptes annuels, après rapport du commissaire aux comptes s'il existe, et s'il y a lieu les comptes consolidés et le rapport sur la gestion du groupe.

Dans le mois de leur approbation par l'assemblée des associés, la société est tenue de déposer au Greffe du Tribunal de commerce, pour être annexés au Registre du Commerce et des Sociétés, les documents énoncés à l'article L 232-23 du Code de commerce. Ce dépôt peut s'effectuer dans les deux mois par voie électronique.

En cas de refus d'approbation, une copie de la décision de refus est déposée dans le même délai.

Le rapport de gestion doit être tenu à la disposition de toute personne qui en fait la demande.

Lorsque l'associé unique, personne physique, assume personnellement la présidence de la société, le dépôt dans le même délai, au registre du commerce et des sociétés, de l'inventaire et des comptes annuels dûment signés vaut approbation des comptes.

Résultats :

- Détermination : sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds atteint une somme égale au dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue en-dessous de cette fraction.

Le solde, diminué s'il y a lieu des sommes à porter à d'autres fonds de réserve en vertu de la loi, puis augmenté le cas échéant des reports bénéficiaires, constitue le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'assemblée peut décider la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves à sa disposition ; en ce cas, la décision indique les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

- Affectation : après approbation des comptes et constatation de l'existence des sommes distribuables, l'assemblée détermine la part de celles-ci attribuée sous forme de dividende, ce dernier est toutefois prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable.

S'il y a lieu, l'assemblée affecte la part non distribuée du bénéfice distribuable de l'exercice dans les proportions qu'il ou elle détermine, soit à un ou plusieurs fonds de réserves, généraux ou spéciaux, qui restent à sa disposition, soit au compte « report à nouveau ».

Les pertes, s'il en existe, sont portées au compte « report à nouveau » ou compensées directement avec les réserves existantes.

- Mise en paiement des dividendes : les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par la collectivité des associés ou, à défaut, par le président. Toutefois, cette mise en paiement doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prorogation de délai, par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant sur requête à la demande du président.

En cas de démembrement des titres sociaux, il est opéré une distinction entre **résultat courant et exceptionnel**.

Les usufruitiers jouissent sur le résultat courant des mêmes prérogatives qu'un associé. Ils peuvent, sauf abus de jouissance et dans la limite de l'intérêt social, répartir entre eux à proportion des droits qu'ils détiennent en usufruit dans le capital, le résultat courant de l'exercice et le report à nouveau.

Le résultat exceptionnel, lequel résulte notamment de la cession d'immobilisations telles que titres de participation ou immeuble social, est, lorsqu'il est positif, soit réparti entre les nus-propriétaires à proportion du nombre d'actions détenues par chacun d'eux, sous réserve du droit des usufruitiers de reporter leur droit sur les sommes distribuées selon les règles du quasi-usufruit (sans besoin de fournir caution), soit affecté en tout ou en partie à tous fonds de réserve avec ou sans distinction spéciale.

La décision d'affecter le résultat exceptionnel, lorsqu'il est positif, relève de la compétence des seuls usufruitiers.

Pareillement, les sommes prélevées sur les réserves sont l'apanage des nus-proprétaires, sous réserve cependant du droit des usufruitiers de reporter leurs droits sur les sommes ainsi distribuées selon les règles du quasi-usufruit (sans besoin de fournir caution).

De même, le boni de liquidation éventuel sera réparti entre les nus-proprétaires à proportion du nombre d'actions détenues par chacun d'eux, sous réserve du droit des usufruitiers de reporter leur droit sur les sommes distribuées selon les règles du quasi-usufruit (sans besoin de fournir caution).

En cas de distribution prélevée sur les réserves, ou sur un résultat exceptionnel, ou au jour de la distribution du boni de liquidation, les usufruitiers pourront toutefois renoncer au report de leur droit d'usufruit sur le dividende correspondant qui sera alors réparti entre usufruitiers et nus-proprétaires, cette répartition se faisant par application du barème de l'article 669 du Code Général des Impôts.

Dans les rapports entre usufruitier et le nu-proprétaire, toute perte née de l'exploitation courante oblige définitivement l'usufruitier ; toute perte exceptionnelle incombe définitivement au nu-proprétaire.

ARTICLE 16. COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la société peut être exercé par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires effectuant leur mission conformément à la loi dans la mesure où les dispositions contenues dans l'article L 227-9-1 du Code de commerce ci-après littéralement rapporté reçoivent application :

« Les associés peuvent nommer un ou plusieurs commissaires aux comptes dans les conditions prévues à l'article L. 227-9.

Sont tenues de désigner au moins un commissaire aux comptes les sociétés par actions simplifiées qui dépassent, à la clôture d'un exercice social, deux des seuils suivants, fixés par décret en Conseil d'État : le total de leur bilan, le montant de leur chiffre d'affaires hors taxe ou le nombre moyen de leurs salariés au cours de l'exercice.

Sont également tenues de désigner au moins un commissaire aux comptes les sociétés par actions simplifiées qui contrôlent, au sens des II et III de l'article L. 233-16, une ou plusieurs sociétés, ou qui sont contrôlées, au sens des mêmes II et III, par une ou plusieurs sociétés.

Même si les conditions prévues aux deux alinéas précédents ne sont pas atteintes, la nomination d'un commissaire aux comptes peut être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital. »

Nomination :

Les commissaires aux comptes, titulaire et suppléant, seront nommés par la collectivité des associés. Ils seront indéfiniment rééligibles, la reconduction tacite dans leur fonction est inopérante.

Mission :

Les commissaires aux comptes exercent la mission et jouissent des prérogatives définies par la loi.

Plus particulièrement, ils ont pour mission permanente :

- de vérifier les valeurs et les documents comptables de la société ;
- de contrôler la conformité de la comptabilité aux règles en vigueur ;
- de vérifier la concordance avec les comptes annuels et la sincérité des informations donnés dans le rapport de gestion et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes de la société.

Ils ne doivent en aucun cas s'immiscer dans la gestion de la société.

Les commissaires aux comptes sont appelés à l'occasion de toute consultation de la collectivité des associés.

Pour faciliter la mission du ou des commissaires s'il en existe et assurer l'information suffisante du ou des associés, les comptes annuels, le rapport de gestion, le cas échéant les comptes consolidés et le rapport sur la gestion du groupe, sont tenus au siège social à la disposition du ou des commissaires, un mois avant la convocation de l'assemblée annuelle.

Lorsque l'associé unique, personne physique, assume personnellement la présidence de la société, il est fait exception à l'obligation de déposer le rapport de gestion qui doit être toutefois tenu à la disposition de toute personne qui en fait la demande.

Démission

Les commissaires aux comptes peuvent démissionner de leurs fonctions, même pour simple convenance personnelle, à condition de ne pas exercer ce droit d'une manière préjudiciable à la société. En cas de démission du commissaire aux comptes titulaire, le suppléant accède de droit aux fonctions de ce dernier pour la durée restant à courir du mandat de celui-ci.

Révocation - Empêchement :

En cas de faute ou d'empêchement, les commissaires aux comptes peuvent être relevés de leurs fonctions avant l'expiration normale de celles-ci par décision de Justice à la demande de la gérance, de l'associé unique, ou par décision collective des associés.

TITRE VI - DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 17. DROIT D'INFORMATION PERMANENT

Chaque associé a le droit, à toute époque, de prendre connaissance ou copie au siège social des statuts de la société ainsi que des documents ci-après concernant les trois derniers exercices sociaux :

- Liste des associés avec le nombre d'actions dont chacun d'eux est titulaire et, le cas échéant, le nombre de droits de vote attachés à ces actions.
- Les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultats et les annexes.
- Les inventaires.
- Les rapports et documents soumis aux associés à l'occasion des décisions collectives.
- Les procès-verbaux des décisions collectives comportant en annexe, le cas échéant, les pouvoirs des associés représentés.

En application des dispositions de l'article L 227-11 du Code de commerce, tout associé a le droit d'obtenir communication des conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

ARTICLE 18. TRANSFORMATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Transformation :

La transformation de la société en une société d'une autre forme peut s'effectuer sans délai sous réserve d'une décision prise collectivement par les associés.

Dissolution :

La dissolution de la société intervient de plein droit au terme fixé pour sa durée.

Par décision unanime, la collectivité des associés peut décider à tout moment de la dissolution anticipée ; ce sujet doit être évoqué lorsque les capitaux propres deviennent inférieurs à la moitié du capital social du fait des pertes.

En outre, tout intéressé peut demander en Justice la dissolution de la société lorsque les capitaux propres étant inférieurs à la moitié du capital social, soit le président ou le commissaire aux comptes s'il existe n'a pas provoqué la décision collective des associés visée ci-dessus dans les quatre mois de la constatation des pertes, soit les associés n'ont pu valablement délibérer sur le même sujet, soit à défaut d'assainissement du bilan dans le délai et dans les conditions visées à l'article L 225-248 du Code de commerce.

Il est fait observer que la société n'est dissoute par aucun des événements susceptibles d'affecter l'un de ses associés ou par la révocation d'un président qu'il soit associé ou non. En outre, la mésentente entre les associés se traduisant par une paralysie du fonctionnement de la société constitue un juste motif de dissolution.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la décision éventuelle de dissolution, qu'elle soit volontaire ou judiciaire, entraîne, dans les conditions prévues par la loi, la transmission du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Liquidation :

A l'expiration de la durée sociale ou en cas de dissolution anticipée pour quelque cause que ce soit, la liquidation est assurée par le président alors en fonction.

La liquidation de la société est effectuée conformément aux dispositions de l'article L 237-1 du Code de commerce.

Le produit net de la liquidation, après l'extinction du passif et des frais de liquidation et le remboursement aux associés du montant nominal libéré et non amorti de leurs actions, est réparti entre les associés au prorata du nombre d'actions qu'ils détiennent.

ARTICLE 19. ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Les contestations relatives aux affaires sociales ou à l'interprétation ou à l'exécution des présents statuts, survenant pendant la durée de la société ou au cours de sa liquidation, entre les associés et la société, conformément à la loi, sont soumises à la juridiction du tribunal de commerce compétent du lieu du siège social.

ARTICLE 20. OBLIGATION DE LOYAUTE – MANDAT A EFFET POSTHUME

Il est interdit à tous membres de la société, fondateurs ou non, dirigeants ou non :

- d'agir dans un sens contraire à l'intérêt de la société ;
- d'exercer toute activité en dehors de celle-ci qui pourrait se révéler directement concurrentielle ou déloyale envers ladite société ;
- d'établir un mandat à effet posthume en contradiction avec les dispositions des présentes.

TELS SONT LES STATUTS